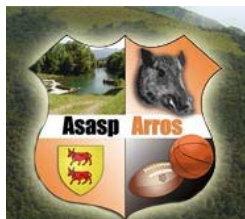


## Département des Pyrénées Atlantiques



# Commune d'ASASP-ARROS

## Plan local d'Urbanisme

*Approuvé le 14 Décembre 2011*



---

## Sommaire

Préambule :	p. 3
PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL	p. 7
- Introduction :	p. 8
1. Présentation de la commune	p.9
2. les adhésions aux structures de coopération territoriale	
3. Les documents hiérarchiquement supérieur	p. 11
4. L'historique des documents de planification sur Asasp Arros	p. 11
- Etat initial de l'environnement	p.12
1. Les paysages	p.13
2. Le milieu physique	p.22
3. La végétation	p.28
4. L'occupation des sols	p.35
- Etude Socio – économique	p.40
1. L'évolution de la population	p.41
2. La Structure des foyers d'Asasp Arros	p.44
3. Le logement	p.52
4. L'économie	p.61
5. Infrastructures, équipements du territoire	p.71
6. Contraintes de développement de la commune	p.77
PARTIE 2 :EXPOSE DES CHOIX RETENUS	p.80
1. Les choix retenus pour l'élaboration du PADD	p.81
2. La traduction du PADD au PLU / justification des choix retenus	p.100
PARTIE 3 :INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	p.125
1. Les incidences du PLU sur l'environnement	p.126
2. L'affirmation de la vocation agricole de la commune	p.131
Répartition des superficies par zones et secteurs	p.133



## PREAMBULE

---

## 1. Contenu du PLU

Les plans locaux d'urbanisme sont les outils principaux de mise en œuvre, à l'échelle communale, des politiques urbaines. Ils traduisent le projet d'aménagement et de développement durable d'une commune défini à partir d'un diagnostic. Ils donnent aux communes un cadre de cohérence opérationnelle pour les différentes actions et opérations, publiques ou privées, et devront permettre d'assurer la diversité des fonctions urbaines prévues par la loi.

La loi place ainsi le développement durable au cœur de la démarche de planification à travers une réécriture et un approfondissement du principe d'équilibre. Il s'agit de mieux penser le développement du territoire afin qu'il consomme moins d'espace, qu'il produise moins de nuisances et qu'il soit plus solidaire en renversant les logiques de concurrence de territoires.

L'enjeu supplémentaire du plan local d'urbanisme par rapport au POS est donc de favoriser la remise sur le marché de friches et terrains inexploités, la réhabilitation de quartiers anciens dégradés, mais aussi d'intégrer le traitement des espaces publics dans les démarches de planification.

### **Diagnostic territorial**

Le diagnostic territorial est un état des lieux de la commune. Ce diagnostic prend en compte le développement durable dans son élaboration, et il est obligatoire de par la loi. Son contenu est défini par l'article L123-1 du code de l'urbanisme. Il est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Le diagnostic permet d'effectuer un bilan général susceptible de préparer plusieurs projets : il doit prendre en compte les spécificités du territoire en développant ou résumant tout ou certains aspects. Il doit s'inscrire dans une approche plus qualitative et plus participative. Le diagnostic doit permettre d'orienter le débat et le projet vers des enjeux partagés explicites et sur un raisonnement de logique globale. Il s'agit d'évaluer l'état actuel du territoire en mettant en évidence ses points forts et ses points faibles.

### **Le Projet d'aménagement et de développement durable**

L'article L. 123-1, alinéa 1, du Code de l'urbanisme dispose que le plan local d'urbanisme « *comporte un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune* ». La loi SRU avait prévu que le PADD serait directement opposable aux autorisations d'urbanisme, ce qui aurait été la source de nombreux contentieux. Avec la loi Urbanisme et Habitat le PADD a désormais pour fonction exclusive de présenter le projet communal pour les années à venir. C'est un document accessible à tous les citoyens, qui permet de débattre au sein du conseil municipal.



---

## **Les orientations d'aménagement**

Les orientations d'aménagement permettent à la commune de préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière. Les opérations de construction ou d'aménagement décidées dans ces secteurs devront être compatibles avec les orientations d'aménagement, c'est-à-dire qu'elles doivent les respecter dans l'esprit et non au pied de la lettre. Par exemple, la commune peut prévoir un schéma des futures voies d'une zone à urbaniser, sans aller jusqu'à inscrire leur localisation précise par un emplacement réservé. Ceci permet d'organiser un quartier avec la souplesse nécessaire.

## **Règlement et documents graphiques**

Le règlement est peu différent de celui des anciens POS. La commune n'est pas obligée de remplir tous les articles (hauteur, destination, emprise...) : elle choisit ceux qui lui paraissent utiles. Seules les règles d'implantation des bâtiments par rapport aux voies et aux limites de parcelles sont obligatoires. Les constructions doivent respecter le règlement du PLU à la lettre.

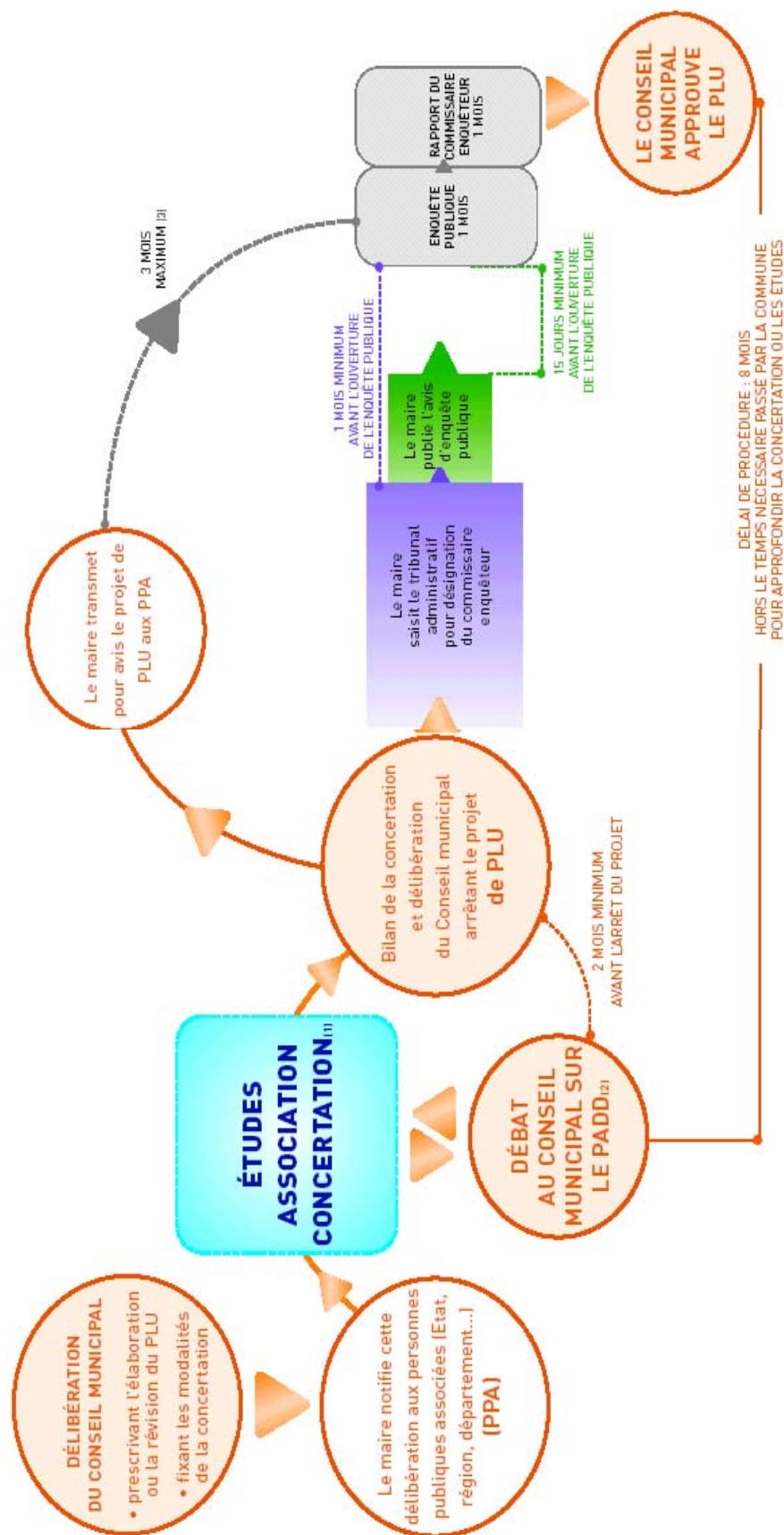
Comme le faisaient les POS, les PLU continueront à préciser le droit des sols. Véritables plans d'urbanisme, ils permettent d'exprimer le projet de la commune sur l'intégralité de son territoire et pourront intégrer, dans une présentation d'ensemble, tous les projets d'aménagement intéressant les communes, notamment les zones d'aménagement concerté. Ils pourront également exposer les actions et opérations envisagées en matière d'espaces publics, de transport, de paysages, d'environnement et de renouvellement urbain.

La prise en compte du développement durable et du renouvellement urbain doit donc apparaître tant dans le diagnostic définissant les enjeux en terme d'urbanisme, que dans l'établissement du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et dans les règles édictées. Elle donne lieu à discussion avec la population lors de la concertation (art. L. 300-2 du code de l'Urbanisme) et à justification lors de l'enquête publique. La discussion doit s'engager à partir d'éléments simples, clairs et compréhensibles. Les éléments du diagnostic en constituent le socle.

## **2. Procédure**

Figure 1, page suivante : Les étapes de l'élaboration du plan local d'urbanisme.

# PROCÉDURE d'élaboration ou de révision d'un PLU



(1) Durée variable selon l'importance des études et la concertation menée par la commune.

(2) Projet d'aménagement et de développement durable.

(3) À l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la réception du projet de PLU par les PPA, en l'absence de réponse écrite, l'avis est considéré comme favorable.

---

---

## **PARTIE I : Diagnostic territorial**

## 1. Présentation de la commune

La commune d'Asasp Arros se situe dans le Haut Béarn, au Sud Est du Département des Pyrénées Atlantiques. La commune s'étend sur un territoire de 2 359 Ha au Sud d'Oloron – Sainte – Marie. Elle se compose de deux villages distincts :

- tous deux situés dans la moitié Nord du territoire communal, le long de la RN 134 qui relie la partie Nord du département par Oloron, à l'Espagne via le tunnel du Somport. Le village se situe entre 6 km (pour Arros) et 8 km (pour Asasp) d'Oloron.

---

Le Gave d'Aspe, traversant la commune du Sud vers le Nord, en constitue sa limite Est avec les communes d'Escot, de Lurbe Saint Christau et d'Eysus.

Au nord, elle est bordée par les communes de Gurmençon et d'Agnos, et plus à l'Ouest par les communes d'Aramits et d'Issor, vers le Sud on se dirige vers Sarrance en Vallée d'Aspe. En 2009, on comptait 524 habitants sur le territoire communal (données INSEE).

### 1.2. : Historique de la commune

Les premières mentions de la commune datent de 1288. L'étymologie du nom de la commune n'est pas sans rapport avec la Vallée d'Aspe, avec le préfixe latin *ad*. En 1385, on dénombrait une maison noble et 16 autres maisons.

#### *Le village et la communauté :*

**Asasp** est un village groupé, à cheval sur deux terrasses fluvio glaciaires du Gave d'Aspe. C'est l'endroit où se fait, en dehors d'Oloron, la liaison entre les deux rives de la Vallée.

La seigneurie d'Asasp, dénommée Domecq – Pocq eut pour titulaires principaux les Domecq, puis les Làas, également seigneurs de Lurbe (XVI<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles), enfin les Courrèges, seigneurs d'Agnos ; il y eut également une abbaye laïque tenue par des Làas – Lurbe et des Dombidau. Des constructions seigneuriales, il ne reste même pas le souvenir.

La commune s'est développée au pied du Castets, un sommet isolé de 406 m. on distingue deux parties dans la commune :

- une partie haute de type enceinte continue à simple chemin de ronde, avec une avant poste circulaire au Nord.
- Et une partie basse, entre le Gave et la RN 134 en direction de Lurbe.

La commune **d'Arros d'Oloron** (afin de la différencier d'Arros dans la Vallée de Nay) est un petit village rue étiré sur la haute terrasse du Gave rétrécie par un méandre.

Arros fut mentionnée pour la première fois au début du XIII<sup>e</sup> siècle.(1220/1221). Le village eut pour seigneurs les Gayrosse (XIV<sup>e</sup>), les Engassaguillhem (XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup>), les Arros et les Lample (XVII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup>) momentanément rachetée par les habitants de la communauté, la seigneurie fut revendue aux Courrèges d'Agnos vers 1750. Le village semble toujours être resté de taille modeste (145 habitants en 1990), peut être à cause de son territoire, bien qu'il ait été une des sept communautés bénéficiaires en 1668 de l'affièvement (concession de droits d'usage moyennant redevances) des bois et landes de Bugangue.

La fusion d'Asasp et d'Arros en 1972 pour ne former qu'une seule commune, est l'aboutissement d'une richesse historique des deux villages (dispositif issu de la Loi Marcellin de 1971).

## **2 : Les adhésions aux structures de coopération territoriale**

---

2.1. : L'Intercommunalité : La communauté de Communes du Piémont Oloronais.

Asasp Arros est membre de la Communauté de Communes du Piémont Oloronais, depuis sa création au 1<sup>er</sup> Janvier 2003. Elle est composée de 23 communes (Cf. carte n°2). Les compétences prises par la CCPO sont les suivantes :

1 - Compétences obligatoires :

- l'aménagement de l'espace
- l'action de développement économique

2 - Compétences optionnelles :

- la protection et mise en valeur de l'environnement
- la politique du logement et du cadre de vie
- la gestion d'équipements d'intérêt communautaire
- le développement touristique

3 - Compétence facultative :

- Prestation de services (SIG, élaboration des documents d'urbanisme),
- le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

2.2. Les syndicats et regroupements

- Scolarité : Syndicat de regroupement Pédagogique des communes de Lurbe, Asasp - Arros et Escot (Siège : Mairie de Lurbe).

SIVU créé en 1991, et modifié en 2008.

Présidente : N. CRESPO

- Pays : En tant que membre de la CCPO, adhésion au Syndicat Mixte du Pays d'Oloron – Haut – Béarn (Siège : Oloron Ste Marie).

Syndicat mixte créé en 1999, composé de 21 membres.

Président : JP DOMECCQ

- Télécommunication : Syndicat de télévision d'Oloron – Vallée d'Aspe (siège : Mairie de Lurbe).

- Assainissement : Syndicat intercommunal d'assainissement de la Porte d'Aspe (Siège : Mairie de Gurmençon).

SIVU créé en 1983 composé des communes d'Agnos et de Gurmençon. La modification, en 2007, a permis d'intégrer en tant que membre à part entière, les communes d'Asasp et de Bidos, qui n'étaient que clientes. Ainsi, le bourg d'Arros et ¼ de la zone urbaine d'Asasp sont desservis par l'assainissement collectif.

Présidente : B. ZAGO



---

Dés lors, la commune d'Asasp – Arros forme une régie municipale chargée de l'assainissement collectif avec Lurbe, pour la globalité de la zone urbaine, et Asasp au ¾ de la zone urbaine.

- Eau potable : Syndicat Mixte de production d'Eau Potable Jean Petit (Siège : Mairie de Gurmençon.

Syndicat mixte créé en 1999. Il est composé des membres suivant :

- Asasp Arros
- Syndicat AEP d'Agnos Gurmençon

Président : J. SCHMITT

Concernant la distribution d'eau potable, cette dernière se fait en régie. De fait, elle n'adhère pas à une structure de coopération ou autre regroupement.

- Thermalisme : Syndicat de la Source de la Colombe (siège : Mairie de Lurbe). SIVU créé en 1993 avec 3 communes membres qui sont Asasp, Lurbe et Eysus.

Président : J. LEPRETRE

### **3. Les documents hiérarchiquement supérieurs au plan local d'urbanisme d'ASASP - ARROS**

Dans la compétence d'aménagement de l'espace, la communauté de communes est en charge des études générales d'aménagement du territoire, de l'élaboration et la gestion du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ; L'arrêté préfectoral fixant le périmètre d'études du SCOT a été pris le 6 Octobre 2003. Ainsi, le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) du piémont oloronais en cours d'élaboration sur le territoire de la CCPO, oblige la commune à prendre en compte les orientations du SCOT. Le SCOT a été approuvé en octobre 2010 et le PLU doit désormais être compatible avec ses prescriptions.

### **4. L'historique des documents d'urbanisme de la commune d'Asasp Arros.**

En février 2005, la commune s'est dotée par arrêté préfectoral d'une carte communale. La commune a souhaité prescrire sa carte communale pour élaborer un plan local d'urbanisme en Novembre 2007.

## **Etat initial de l'environnement**

Asasp Arros se découvre par la plaine constituant le fond de la Vallée du Gave d'Aspe, itinéraire qui conduit vers les reliefs puissants de la montagne pyrénéenne. Cette sensation de couloir s'accroît par le cordon des reliefs qui limite la plaine, sur la rive gauche ; c'est d'ailleurs ces reliefs qui impriment sur le paysage leur présence, formes dominantes, très lisibles, se succédant d'aval en amont lorsque l'on remonte la rivière.

## **1. Les paysages**

### **1.1. : Les influences du relief sur le paysage :**

Le relief moyen de la commune est d'environ 720 m NGF : il varie de 266 m NGF au niveau du Gave d'Aspe en limite Nord de la commune, à plus de 1180 m sur sa limite Sud Ouest (1183 m NGF au Soum de Soutourou) sur la ligne de crête formalisant la limite communale.

Le relief augmente progressivement du Nord au Sud et est marqué par des massifs de colline nettement individualisés : ainsi, du Nord au Sud se succèdent, le long de la plaine, la colline de Boumayou (427 m), le Castets (403 m), le pic de Bellevue (681 m) et celui du Soum de Cout (689 m), le Soum de Segu (765 m), le Pic Pedeher (712 m), la colline de Bisarce (792 m), puis les crêtes des Bourdettes (700 m) et celles du Soutourou.

### **1.2. Les différentes unités paysagères**

Ainsi, différentes entités paysagères apparaissent sur ce territoire :

1. Le Village d'Arros et la plaine Agricole du Gave d'Aspe,
2. Les collines intermédiaires agricoles,
3. Le massif de Bellevue et le Village d'Asasp
4. Les hautes collines boisées,
5. Le verrou de Bisance,
6. La vallée Haute du Gave d'Aspe,

#### ***1.2.1. Le Village d'Arros et la plaine Agricole du Gave d'Aspe***

Il s'agit d'une vaste plaine agricole où alternent champs de maïs et prairie. Cet espace est marqué par le couloir qui se dessine. Cette impression est renforcée par la traversée de la RN 134, seul axe de communication entre Oloron, la Vallée d'Aspe et l'Espagne.

Bien qu'il soit peu perceptible du fait de son encaissement, le Gave d'Aspe marque le paysage par sa saligue encore présente. Il inscrit une vaste courbe qui sert de promontoire au bourg d'Arros, dont l'érosion des falaises a été identifiée dans une étude universitaire<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Evaluation des risques hydrogéologiques et géologiques du Site d'Arros, Gave d'Aspe (64), CIBAMAR, université Bordeaux 1, DDE 64 – Atelier Haut Béarn et Soule, Septembre 2008

---

Des perspectives panoramiques permettent d'appréhender ce paysage, et notamment les vues vers la rive droite et le village d'Eysus.

La colline de Boumayou développe un arrondi très perceptible qui marque et délimite cette unité paysagère. Les premières pentes des coteaux sont boisées et expriment l'assise de la colline.

Le village d'Arros s'est développé dans un méandre du Gave d'Aspe, autour de son église, en limite des terres fertiles. Le long de cette basse vallée, on trouve un bâti traditionnel qui s'est implanté sur les limites de plaines en pied de collines (bordes), et ce pour limiter l'utilisation de ces terres plates fertiles.

Cependant, les constructions isolées, ou bien en groupe « accrochées » à la RN 134 et hors du bourg d'Arros, restent rares.

Cette unité paysagère se caractérise donc par le couloir de la plaine orienté Nord Sud. Il est le support d'une activité agricole qui va d'Oloron (St Pé) à Asasp. Le relief est marqué par une succession de collines boisées qui se détachent parfaitement dans le paysage. Elles donnent un effet de volume majeur.

En bordure du Gave, la verticalité des alignements d'arbres de haut jet assurent un filtrage selon les saisons. Le bâti se situe principalement dans le bourg d'Arros. On note la présence de quelques fermes isolées, de quelques bordes.

Dans ce paysage, on distingue :

- Le bourg d'Arros, rural et regroupé entre le Gave d'Aspe et la RN 134,
- La silhouette de l'église qui se démarque,
- Le dessin des collines prégnantes dans le paysage, marquant la limite de la plaine









Photos ci contre : silhouette de l'église et mairie d'Arros

Photo ci-dessous : Vue sur la plaine agricole et sur les premiers versants de la Vallée d'Aspe



### **1.2.2 : Les collines intermédiaires agricoles :**

En retrait des deux villages, du fait du cloisonnement topographique, cet espace s'ouvre sur un paysage souple de collines, marqué par le passage du ruisseau de Toupiette, avec un effet de plaine bien perceptible. Il reste confidentiel du reste du territoire. Le bâti traditionnel d'origine agricole ponctue cet espace.



Photo n° : Le ruisseau Toupiette



Photo n° : Espace agricole et de prairies



Photos ci contre: Granges agricoles



On trouve quelques granges, le long des chemins ou isolées dans des prairies. Il s'agit d'un espace voué à l'agriculture (élevage, maïs). Les boisements marquent le paysage (chênes, hêtres..). Ce secteur est isolé du reste du village car plus en hauteur ; de fait, il ne s'est pas ouvert à l'urbanisation.

### **1.2.3 : Le Massif de Bellevue et le village d'Asasp,**

Le bourg d'Asasp s'inscrit à flanc de colline, sur un espace de resserrement de la plaine. La masse de la colline boisée de Bellevue / Soum de Cout (680 m env.), constitue l'arrière plan et la limite Ouest de cette entité.

La butte de Castets (403 m) couverte de landes aux couleurs changeantes, est un élément essentiel de ce paysage, de par sa forme et son sommet intermédiaire, à l'échelle du bourg. Sa forme, ainsi que l'arrière plan sur la colline de Bellevue, constituent les premiers reliefs marquant le Piémont.

Le bourg est « encastré » dans la colline de Bellevue, sur les premiers reliefs. Il s'inscrit en terrasse sur cette topographie mouvementée, où l'espace est réduit et butte sur les premières pentes abruptes.



---

Photos page précédente : différents paysages du centre bourg d'Asasp

Dans cette unité, la largeur de la plaine s'est réduite : la cassure du talus en entrée Nord du Bourg, délimitant deux niveaux très distincts, alors que la plaine basse se déploie sur un même niveau.

Contraint par la puissante pente de la colline, le bourg s'est développé vers la plaine, dans un tissu récent qui s'articule sur les axes routiers, en deux lignes perpendiculaires : la RN 134 (Nord Sud) et la RD 918 (Est – Ouest) : activités économiques et habitat (lotissement), camping dans la plaine.

Puis, on retrouve les espaces agricoles de la plaine, que ce soit en direction d'Arros ou en bordure de Gave d'Aspe en bas d'Asasp. Elle est le support d'une activité d'élevage (bovins en particulier), mais aussi de culture céréalière (maïs).

Peu à peu, la plaine se resserre en un étroit passage cloisonné par le relief et offrant à la vue une vision axiale, tranchant avec le cadre panoramique des espaces précédents.

Le réseau arboré de la plaine constitue un maillage d'intérêt ; de même que, ponctuellement, les forêts alluviales qui structurent ce paysage, marqué par des aplats de prairies. Côté végétal, on retrouve une succession de haies et de bandes boisées feuillue qui façonne le paysage.

Dans la séquence paysagère progressive qui constitue la charnière entre l'ambiance de la basse vallée et celle de la vallée de Montagne, il existe un espace intermédiaire qui peut se rattacher indifféremment à ces deux unités. Il s'agit d'un massif d'arrière plan du bourg, départ du verrou de fermeture de la vision panoramique.

#### **1.2.4 : Les hautes collines boisées :**

Situé au nord de la commune, c'est un espace naturel à dominante boisée, exempt de bâti, c'est une zone peu perceptible de la plaine.

Les mouvements des collines sont amples, dessinés par les talwegs ramifiés de direction Nord / Sud.

Cet espace s'inscrit entre l'altitude 205 m et 600 m en moyenne.



Photos ci – dessus : Bois de Bugangue (site internet – amis du bois de Bugangue)

Ce secteur est utilisé par les agriculteurs pour le pacage. Il s'agit aussi d'un site de randonnée fréquenté et inscrit dans le PLR du Piémont Oloronais.

### **1.2.5 : Le verrou de Bisance**

La charnière paysagère de la colline de Bisance (792 m) s'ouvre donc sur un paysage plus cloisonné, de caractère franchement montagnoux, découverte qui s'accompagne également par le contact visuel avec le Gave d'Aspe qui restait jusqu'alors peu perceptible.

A la sortie du village d'Asasp, le Gave d'Aspe dessine un cours aux méandres de petite amplitude ; il serpente ainsi dans ce fond de vallée et devient perceptible, orientant largement le paysage.

La masse imposante de la colline de Bisance, avec son sommet nettement perceptible (792 m) annonce une autre dimension, tout en ayant pour effet d'imposer à la vision un champ cloisonné : le paysage se ferme au passage de cette porte naturelle. Le bâti est très peu présent. Il s'agit généralement de bordes, de quelques habitations contemporaines (au niveau de la centrale EDF) et de granges. La carrière et son front de taille imposent un abrupt qui contribue à ce cloisonnement et son effet brutal.

Deux talwegs latéraux tracés par des ruisseaux affluents du Gave (le Lourdios entre autre) dessinent ainsi la base circulaire de ce massif dont l'assise est à la mesure de son volume.



Photo : Vue RN 134 (depuis carrefour RN 134 / Route de Lourdios)

On retiendra de cette unité, la forme arrondie et massive de la colline de Bisance, ainsi que les bandes boisées d'accompagnement des ruisseaux, les boisements de plaine, les landes de pente. La carrière marque déjà d'une certaine distance, le paysage.

Dans ce secteur, la verticalité des haies et des boisements de plaine, de arbres de hautes tiges en bordure du Gave marquent le paysage. La présence habitée est celle de quelques bordes traditionnelles ou des granges plus courantes.

Il s'agit donc du verrou paysager de transition, semblable à un effet de porte et de resserrement. Il marque le passage d'un paysage à l'autre. Il marque surtout ce contraste entre l'ouverture du paysage précédente et la fermeture que l'on retrouve dans cette unité. C'est dans ce secteur qu'est marquée la lisibilité visuelle du Gave.



---

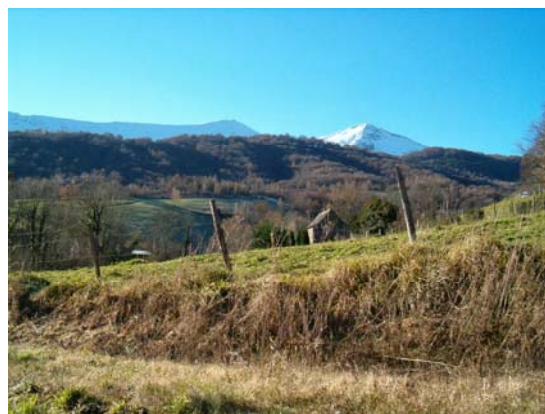
**1.2.6 : La vallée haute du Gave d'Aspe :**

Après avoir franchit le verrou de Bisançe depuis le talweg boisé, le paysage s'ouvre sur une ambiance de montagne, tranchant avec les séquences paysagères de la basse vallée. L'organisation du relief est autre, révélant une orientation Ouest / Est de part la disposition en alternance des crêtes et talwegs ; la plaine s'élargit à nouveau, tout en restant modeste dans ses dimension et ourlées par les sinuosités du Gave, qui tient ici, plus du torrent que de la rivière.

Le caractère très boisé augmente la puissance des reliefs et des pentes depuis la plaine. Le sentiment de resserrement s'intensifie en remontant le Gave jusqu'à devenir une gorge étroite. La plaine développe des aplats de prairies de dimension non négligeable, le bâti ponctue cet espace de façon très rythmée, le long de l'axe routier, pour arriver jusqu'au verrou de Souturou.

Dans ce paysage, la puissance du relief culmine ici à plus de 1000 m sur la Crête du Souturou qui marque l'entrée d'une gorge, étroit passage dans lequel convergent jusqu'à se superposer le Gave, la route et la voie ferrée Pau – Canfranc.

La vision ne peut appréhender la totalité de ce relief puissant et ce sentiment d'écrasement. Ce couloir est également un palier paysager qui annonce l'ouverture vers le grand spectacle de la haute montagne, vers la Vallée d'Aspe.



Photos ci-dessus : les vues du Lagnos

Les caractéristiques paysagères de cette unité sont marquées par les traits montagnards qui commencent à s'affirmer. On note la présence d'un espace agricole de plaine, sinueux et bocager. Les massifs boisés au loin se détachent sur les reliefs. On note aussi la présence de landes et de bandes boisées isolées. Avant de rejoindre le Verrou de Souturou, on retrouve une présence contenue du bâti : il est généralement en lien avec l'activité agricoles (granges, étables, bordes traditionnelles et quelques fermes).

Dès que l'on arrive vers le Verrou de Souturou, on notera la verticalité, l'abrupt des pentes, Les crêtes minérales se distinguent fortement et contrastent avec les formes boisées qui se détachent. Le bâti est inexistant dans cet ensemble du Verrou, du fait des pentes.

---

De par ce paysage, on sait que l'on entre dans le domaine de la montagne, qui alterne entre forts reliefs et prairies agricoles de fond de vallée. L'effet de surprise et de découverte marque les esprits et l'œil de l'observateur.

Ainsi, le verrou paysager constitue une limite perceptible qui annonce l'entrée dans le domaine montagnard.

***Ce secteur est alors marqué par les enjeux suivants :***

- Zone d'espaces libres à préserver aux abords du bourg, à fonction de coupure d'urbanisation,
- La qualité du bourg ancien est à mettre en valeur.
- Lisibilité de la plaine agricole et de son ouverture, qui permet des perspectives sur le bourg depuis la rive droite du Gave
- Centrage sur le bourg à voir avec l'impact du projet de déviation.
- Les boisements du bord du Gave marquent la présence de l'eau

## 2. Le milieu physique :

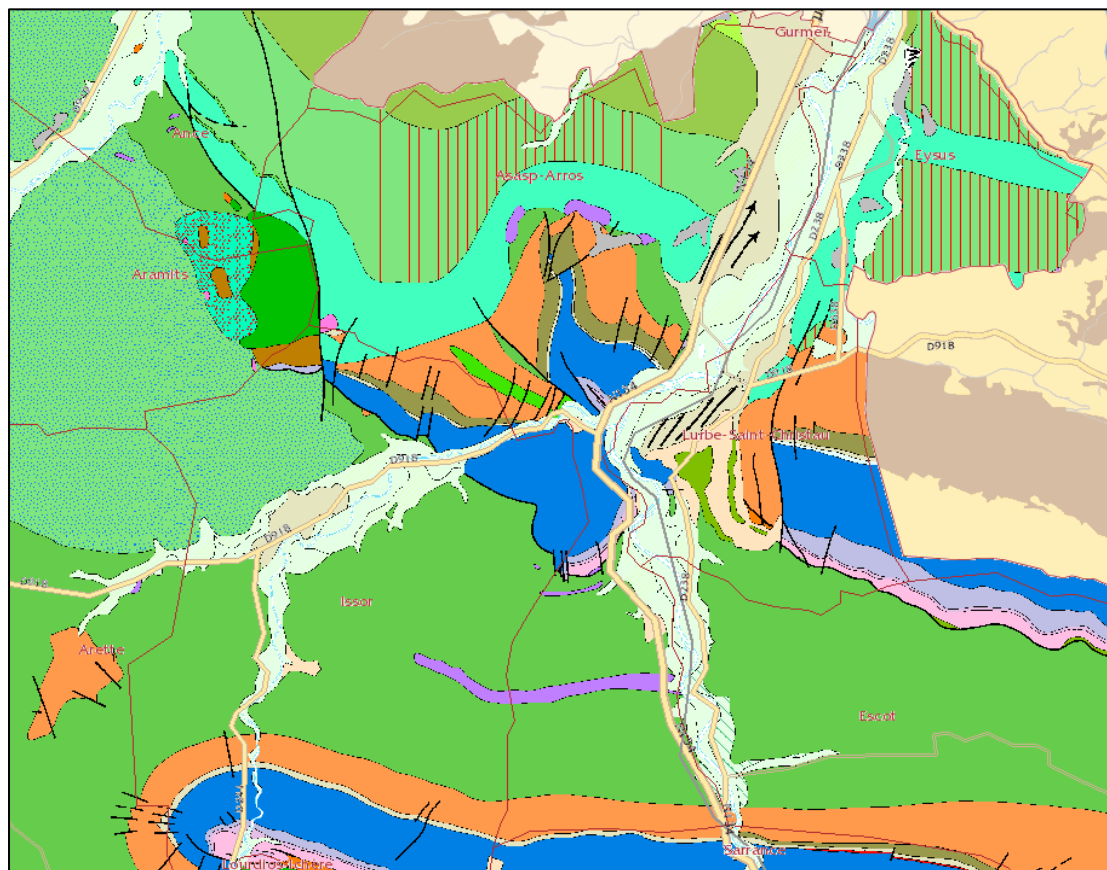
### 2.1 : Géologie :

Dans le prolongement de la Vallée d'Aspe, la commune d'Asasp Arros en prend certaines caractéristiques géologiques. Elle se décline comme une importante incision dans la chaîne montagneuse, perpendiculaire à l'axe de formation de celle – ci, et présente de ce fait de nombreuses couches géologiques différentes.

La zone est constituée d'une zone de flysch du Crétacé supérieur appartenant à l'avant pays. Au dessus de cette couche de base, se sont déposés des alluvions glaciaires et alluvions récentes qui constituent la couche affleurante dans la zone étudiée.

La RN 134 entre Gurmençon et Asasp a son horizon barré au sud par une longue ligne sombre forestière. La partie supérieure de ces hauteurs, le chaînon Bielle – Lurbe, plus dégagée, est souvent recouverte de neige en hiver. Son point culminant domine la région de ses 1251 m (le Mail Arrouy).

Sur le côté droit de la RN 134, les derniers niveaux du Crétacé supérieur s'attachent sur la structure anticlinale. Le contact s'observe à la sortie Nord – Ouest du village d'Asasp sur le flanc sud de la colline de Castet. Dans le bois de Bugangue, le chemin suit la limite entre le *Cénomanién* et l'*Albien*. Au détail, on note d'une part des bancs de calcaire bleu grisâtre, à grain fin, avec des lits de calcaire marneux en petites plaquettes à droite ; d'autre part, des marnes noires schisteuses à gauche. Quelques coulées de *splites* ponctuent cette limite. Par la suite, le paysage prend l'aspect de landes avec des collines à fougeraies.



Carte ci contre :  
Extrait BRGM  
carte géologique



Une barre calcaire datant de l'Aptien supérieur (Urgonien) arme le Pic de Bellevue (681 m), qui domine le Village.

Photo ci contre : Pic Bellevue



## **2.2 Le climat :**

La vallée d'Aspe est soumise au climat typique des Pyrénées Atlantiques, qui doit son caractère particulier à trois facteurs :

- de par sa latitude, c'est l'un des départements les plus méridionaux de France, ce qui le met à l'abri des zones les plus actives des perturbations océaniques,
- les Pyrénées constituent une barrière sur laquelle butent les courants atmosphériques du Nord – Ouest à la fin du printemps, ce qui crée une forte nébulosité de mi-avril à mi-juin, période de pluies fréquentes et abondantes. En automne et en hiver, par courant de Sud ou de Sud Ouest en provenance d'Espagne, les températures sont parfois agréablement élevées et accompagnées d'un ciel dégagé et d'une luminosité exceptionnelle, c'est l'effet de foehn : 20 à 25°C et du soleil en février à Pau et à Bayonne,
- enfin, la proximité de l'Océan Atlantique limite les écarts de températures et donne des étés secs.

Le climat se continentalise dans le piémont béarnais où l'amplitude thermique favorise les orages d'été. Ceux – ci peuvent se révéler très violents dans les hautes vallées pyrénéennes, ainsi que dans le Piémont. Sur le département, le nombre de jour d'orages par an est de 30 à 35. La commune a connu deux arrêtés de reconnaissance d'état de catastrophe naturelle depuis 1982 – en 1999, pour ruissellements et boues et en 1983 pour tempêtes et grains).

La neige et le gel sont rares en plaine, et ne subsistent jamais très longtemps. La température demeure rarement inférieure à 0 degré la journée et s'élève très vite après 10 h. L'insolation est supérieure à 150 h de mars à Octobre, et 200 h de Mai à Aout.

Les brouillards, dans les fonds des vallées et au bord des gaves, se dissipent en milieu de matinée au plus tard, quelques rares fois vers midi.

Le régime des vents montre une faible occurrence des vents violents. Cette vallée pyrénéenne est soumise au régime des brises thermiques et la vallée d'Aspe orientée Nord – Sud est un axe privilégié pour le vent du Sud, parfois violent.

Les vents sont en moyenne à 10 km / h mais certaines rafales peuvent atteindre 130 km/h.

### **2.3 : L'hydrographie**

Le contexte hydrogéologique général :

#### **1. Les terrasses alluviales :**

Peu de données sont disponibles sur les aquifères des terrasses alluviales du Gave d'Aspe, essentiellement concentrées entre Asasp et Oloron. La seule manifestation d'une nappe alluviale est représentée par l'ancienne gravière d'Asasp auprès de laquelle passe la déviation. Elle est désormais utilisée dans le cadre de la pratique de la pêche et du canoë.

#### **2. Les phénomènes Karstiques :**

De nombreux phénomènes karstiques se manifestent à l'amont d'Asasp dans les zones les plus montagneuses. Ainsi, ils permettent le captage d'eau pour l'alimentation humaine comme celui de la Source de Jean Petit.

#### **2.3.1. : Hydrogéologie superficielle**

#### **Le Gave d'Aspe**

L'ensemble du territoire étudié se situe dans le bassin versant du Gave d'Aspe, qui le traverse du Nord au Sud, se positionnant en tant que limite orientale de la commune. Il est alimenté par divers cours d'eau de plus ou moins grandes importances (certains d'entre eux sont en eau lors des périodes de fortes pluies ou de fontes des neiges). Le Gave présente des élargissements ponctuels, et des îles de taille réduite ; il reste généralement très encaissé sur la traversée du territoire communal et présente des physionomies variant de la rivière aux grandes ondulations, à un cours plus sinueux et plus torrentiel.

Le Gave d'Aspe est un milieu naturel d'intérêt écologique. Le gave d'Aspe a été classé Zone Verte du SDAGE par arrêté préfectoral du 06/02/03 comme un cours d'eau préservé de toute perturbation majeure. Il est aussi recensé dans le réseau NATURA 2000 comme site d'intérêt communautaire au titre des Directives Oiseaux et Habitats en septembre 2002.

Le gave d'Aspe et ses affluents sont classés en première catégorie piscicole en raison de la dominance des salmonidés et il est situé dans une zone à truite inférieure (pente de 1.1 à 0.75 % et largeur comprise entre 10 à 25 m) :

- Prédominance de la truite Fario,
- Un peuplement moyen à abondant, entre 2200 et 3500 truites / ha en 1983, qui s'affaiblit en aval (1000 truites/ha en 1983 en aval d'Eysus),

- La présence de saumons sur le Gave en aval de Bedous (34 individus /ha en 1996 en amont de la centrale d'Asasp),
- Présence de truites de mer,
- Présence des espèces d'accompagnement avec une densité variable.

Les principaux éléments du réseau hydrographique :

- Le Gave d'Aspe et ses ruisseaux affluents : le Lourdios (débouchant à Asasp au niveau de la centrale EDF), le Bugalas (débouchant à Asasp au niveau du Camping), le Toupiette (débouchant à Arros), le Payssas (débouchant entre Arros et Gurmençon), l'Ourteau (débouchant en amont de Gurmençon), l'Arrigouli (débouchant en amont de Gurmençon).
- les ruisseaux de la Mielle, de Labatnère et d'Arrayous

### **La qualité des eaux :**

La qualité physico – chimique :

Les études de l'Agence de l'Eau montrent que le Gave d'Aspe est de très bonne qualité en ce qui concerne la majorité des macros et micropolluants. Il est de bonne qualité en ce qui concerne l'Azote et le Phosphore en amont d'Oloron Sainte Marie. Il en va de même pour la qualité hydro biologique. Aucune mesure n'a été réalisée en ce qui concerne les phytoplanctons, les pesticides, les micropolluants organiques hors pesticides sur eau brutes et les bactéries.

### **2.3.2 : Les zones inondables**

A l'heure actuelle, il n'existe pas de PPRI (plan de prévention des risques d'inondations) mais un atlas des zones inondables recensant les secteurs soumis au risque d'inondabilité. Une étude hydraulique. L'étude d'aménagement du Gave d'Aspe et de ses affluents (par le bureau d'études STUCKY) a permis de définir les points de sensibilité aux inondations sur la commune réalisée en 1998. Deux ouvrages sur le Gave d'Aspe à Asasp-Arros ont un impact fort en période de crues :



1. Le pont de la Bigue (RD 918 / ci contre en photo) :

Il se compose d'un pont routier en service et d'une ancienne passerelle. Cette passerelle, située juste à l'aval du pont actuel, a un tablier plus bas que ce dernier. D'autre part, ses piles sont situées dans le

---

lit mineur du Gave et représentent ainsi un obstacle aux écoulements.

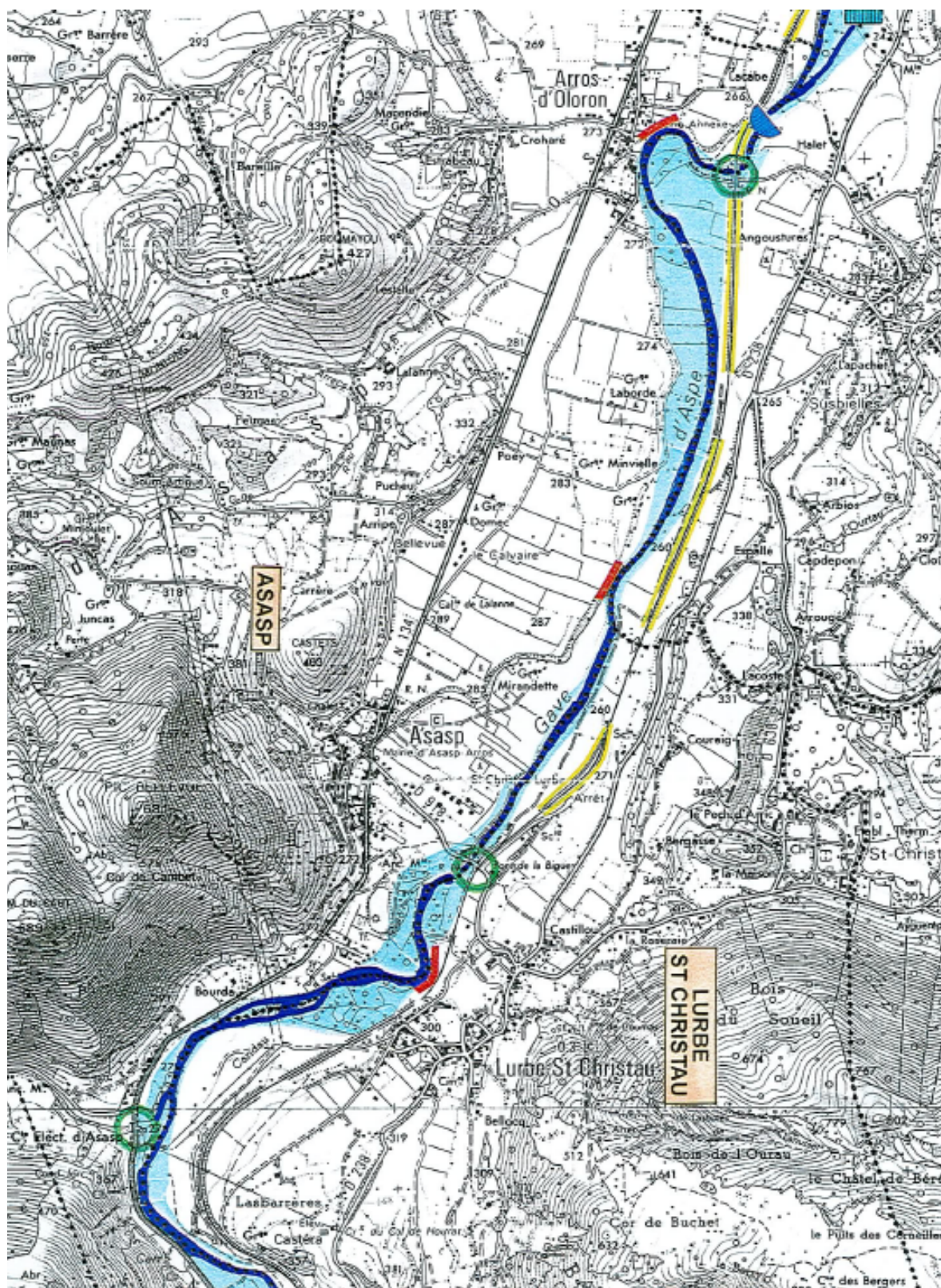
## 2. Le Pont SNCF :

Ce pont, situé sur la Voie ferrée Oloron – Canfranc, franchit le Gave au niveau du méandre d'Arros. Il ne présente pas un obstacle important aux écoulements dans le lit mineur du cours d'eau. Par contre, le remblai dans le champ d'inondation est perpendiculaire aux écoulements et crée donc un phénomène de retenue

### **.Les risques d'inondation et le projet de déviation :**

Une partie de la déviation d'Asasp est située dans la zone inondable du Gave d'Aspe : entre le Pont de la Bigue et les locaux techniques du Conseil Général, puis environ 50 m avant le giratoire d'Issor.





Carte ci-dessus : Extrait de l'étude STUCKY sur le Gave d'Aspe

### **3. : Les différentes composantes végétales dans l'espace naturel : boisements, ripisylves, landes et prairies**

L'agencement du végétal est fortement lié aux contraintes topographiques et à l'activité agricole qui reste l'activité dominante sur la commune.

#### **3.1 : Les boisements :**

Les entités boisées revêtent plusieurs aspects :

- Celles liées à l'eau
- Les massifs forestiers (collines boisées)

- *dans les boisements liés à l'eau :*

- *Les formations linéaires : elles s'étendent sur les berges du Gave et sont caractérisées par l'aulne glutineux et les saules souvent présents en pied de berge, alors que les moyennes et hautes berges sont dominées par le frêne élevé, avec forte présence du tilleul à feuilles larges et du chêne pédonculé. Ces formations, souvent bien développées, contribuent à donner au Gave une image de milieu sauvage préservé. Outre leur rôle écologique majeur en bordure du gave, elles participent à la protection et à la stabilité des berges ; le système racinaire des aulnes et saules en pied de berge, assure une bonne capacité à la fixation des sols.*

- *Les ripisylves : D'origine naturelle, ces boisements liés à la nappe d'accompagnement du cours d'eau, sont parfois développés et étendus. Les ripisylves présentent en général une composition spécifique semblable à celle des formations linéaires (caractéristiques de forêts alluviales dominées par l'aulne et le frêne), mais leur plus grande étendue favorise le développement des strates arbustives et herbacées et accueille des formations naturelles plus diversifiées.*

Le Gave présente très ponctuellement une ripisylve d'extension limitée sur la commune : notamment dans les parties amont du village d'Asasp, en contrebas d'Arros, au niveau du méandre et sur les petites îles du Gave. Sur son cours aval, la ripisylve du Gave est devenue une formation relictuelle et considérée comme rare.

Ces formations boisées forment des milieux riches sur le plan écologique : cet ensemble constitue un milieu favorable à de nombreuses espèces qui y trouvent refuge, sites d'alimentation.

- *Une particularité : Les îles*

Les îles boisées sont rares en vallée d'Aspe et elles se développent sur deux tronçons principalement :

- dans la prairie de Bedous, mais la dynamique fluviale dans cette zone est telle qu'elles peuvent disparaître et se reformer à chaque crue importante,
- en aval d'Escot où elles se sont développées : île de Jean-Petit, île du confluent Lourdios / Aspe, île d'Aspe et surtout île d'Eysus ; ces îles ont une taille variable



(d'une longueur d'une trentaine de m pour l'île Petit – Jean ; jusqu'à 200 m pour celle d'Eysus).

La végétation des îles boisées s'apparente à celle des ripisylves. Les îles forment toutefois un milieu particulier en raison :

- de leur situation (développement de la végétation sur des atterrissements bordés par des bras du Gave),
- de leur contexte de formation : elles sont issues de dépôts apportés par le gave qui peuvent être repris à l'occasion de fortes crues,
- des pressions d'aménagement dont elles font souvent l'objet : la formation d'une île peut entraîner une déviation de courant vers les rives et générer des problèmes d'érosion de berge en proximité ; des opérations de suppression des îles par des moyens mécaniques lourds sont parfois menées pour tenter de résoudre les problèmes de déstabilisation des berges.

Cet ensemble des îles peut être perçu comme un réseau écologique d'un grand intérêt faunistique et floristique pour les raisons suivantes :

- souvent peu accessibles, les îles constituent un ensemble de refuges pour la faune où l'on peut observer des espèces absentes d'autres milieux (faucon hobereau et blaireaux observés dans l'île d'Eysus),
- elles diversifient le milieu, augmentent localement le linéaire de berges naturelles et favorisent ainsi la présence du Desman des Pyrénées, espèce à forte valeur patrimoniale,
- les îles donnent à la rivière un aspect sauvage qui n'est pas à négliger, puisque cette rivière jouit d'une excellente réputation halieutique qui induit une fréquentation touristique intéressante ; la conservation du caractère sauvage de la rivière est l'un des éléments qui garantit le maintien à long terme de sa réputation halieutique.

### **3.2 : Les autres boisements :**

L'ensemble du territoire communal présente des massifs boisés importants :

- les boisements des collines couvrent des surfaces importantes.

Les principaux sont :

- o les forêts de Bugangue, Termy et Labaigtles au Nord de la Commune
- o les boisements de Bellevue et Bisançe au centre,
- o et sur la partie Sud, les Bois de Lagnos et de Garay.

Ces massifs notables dans le paysage, associent selon l'altitude le Chêne et le Châtaignier, le Robinier, le Bouleau, les Frênes et Aulnes, les Hêtres et conifères en altitude (les conifères étant présents très ponctuellement).

Les strates arbustives sont denses, dominées en altitude par le buis. Le rôle paysager, le rôle de maintien des sols sur les pentes et d'infiltration des eaux est à souligner.

Ces vastes espaces inaccessibles ont un intérêt écologique pour la grande faune sauvage.

### **3.3 : Les paysages agricoles : les pelouses d'altitude, prairies et autres landes**

Ces milieux ouverts participent à la mosaïque du paysage et à la diversité écologique en développant des habitats et des milieux complémentaires aux vastes espaces boisés. D'un point de vue paysager, ils font partie de l'image liée à la tradition d'élevage.

L'agriculture communale est essentiellement basée sur l'élevage (bovins, brebis). Il en résulte une proportion importante de prairies et dans une moindre mesure de cultures fourragères. Dans la plaine se sont concentrés, surtout dans la partie Nord, les champs de maïs, alors qu'ils restent relativement épars sur les coteaux et sur la plaine en amont du village d'Asasp. Le parcellaire est en général ample. Les éléments arborés sont la ripisylve linéaire du Gave, quelques haies de haut jet, quelques forêts alluviales peu développées et les ripisylves des différents ruisseaux.

La répartition des activités agricoles sur les collines s'inscrit dans les formes du relief. Le paysage est essentiellement constitué par des prairies ; les pentes les plus contraignantes sont des talwegs boisés, parfois des landes à fougères.

Les prairies de fauche et les prairies humides en bordure du Gave constituent des zones propices au maintien d'une faune et d'une flore diversifiée. Ces zones sont d'importants territoires de chasse pour les rapaces.

### **3.4 Eléments environnementaux sur la commune :**

#### ***3.4.1 Réseau NATURA 2000 :***

Le réseau NATURA 2000 est destiné à assurer un réseau cohérent d'espèces protégées visant à permettre le maintien de la biodiversité des habitats naturels et des espaces sauvages sur le territoire européen.

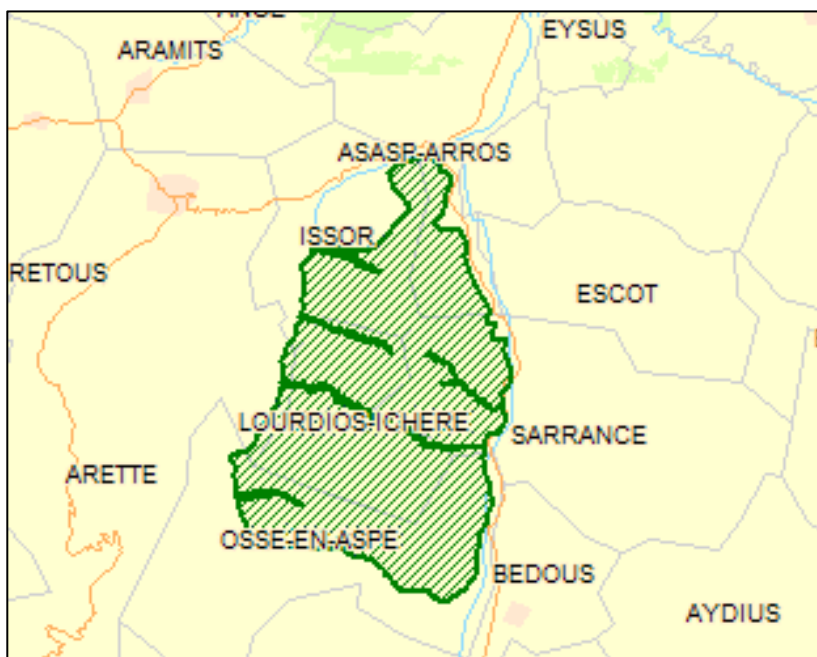
Sur la commune d'Asasp – Arros, sont proposés en site d'importance communautaire :

**1. Massif du Layens  
(n°FR 7200747)**

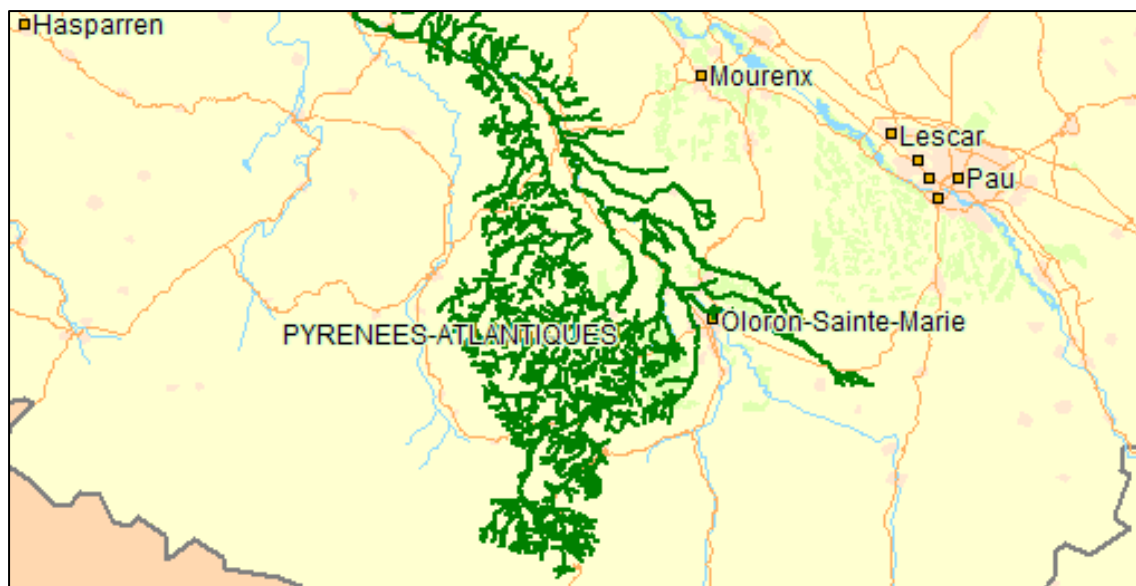
Sur ce site :

- populations mammifères  
résidentes :

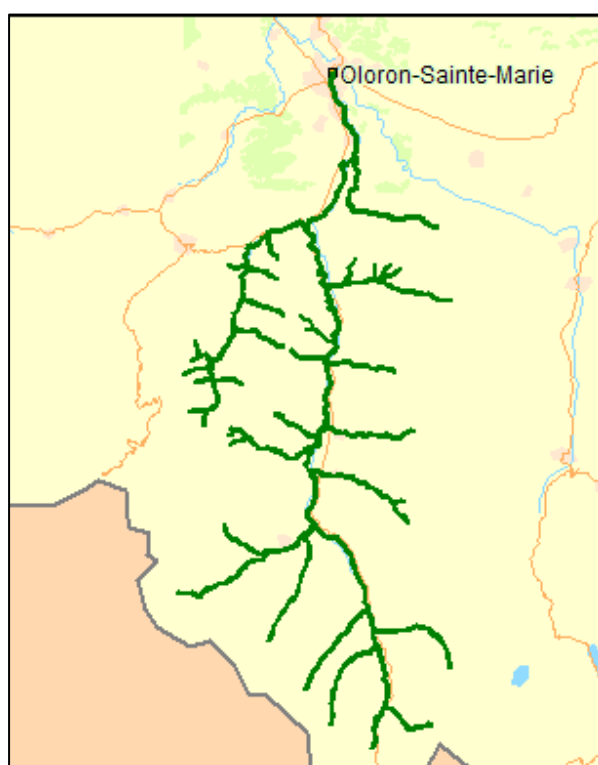
Ours Brun et  
Desman des Pyrénées.



## 2. Le Gave d'Oloron (cours d'eau) et Marais de Labastide Villefranche (n° FR 7200791)



## 3. Le Gave d'Aspe et le Lourdios (n° FR 7200792)



Les principales richesses naturelles liées au Gave à Asasp sont :

- les oiseaux de rivières comme le cincle plongeur, le martin pêcheur, le chevalier Guignette,
- les oiseaux de ripisylves : le pic vert, le pic épeiche et le pic épeichette,
- les reptiles et amphibiens : plusieurs espèces ont été rencontrées et apportent la preuve supplémentaire de la richesse du milieu naturel composé par le Gave et ses milieux associés.
- Les mammifères : le Gave et sa ripisylve constituent des zones d'alimentation très importantes

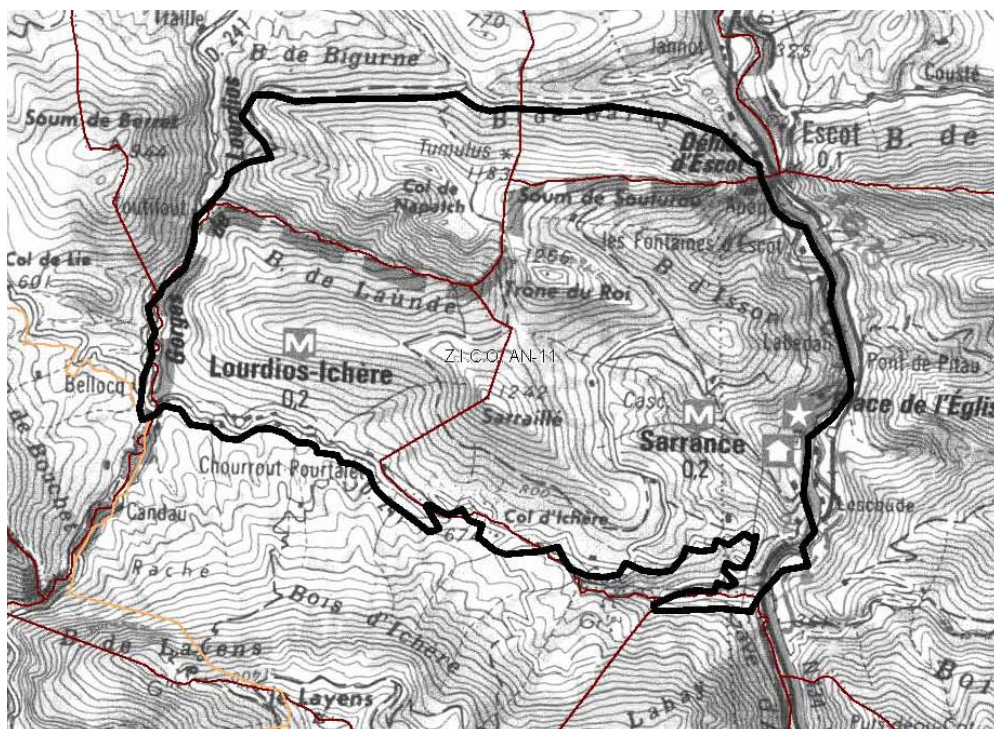
pour les chauves souris.

### 3.4.2 Directive Oiseaux

L'inventaire des zones d'importance communautaire pour les oiseaux, établi à partir de critères scientifiques, sert de base à la désignation des Zones de Protection Spéciale

(ZPS), et d'une ZICO (zone d'importance pour la conservation des oiseaux) dans lesquelles doivent être définies des mesures de protections adaptées garantissant la pérennité des populations et de leurs habitats.

- La commune d'Asasp-Arros est concernée par la ZPS et ZICO Eth Turon des Aureys



On note dans cette zone la présence de couples nicheurs de Percnoptères, de Gypaètes, de cincles plongeurs, Chouette de Tengmalm, le Pic noir, crabe à bec rouge.

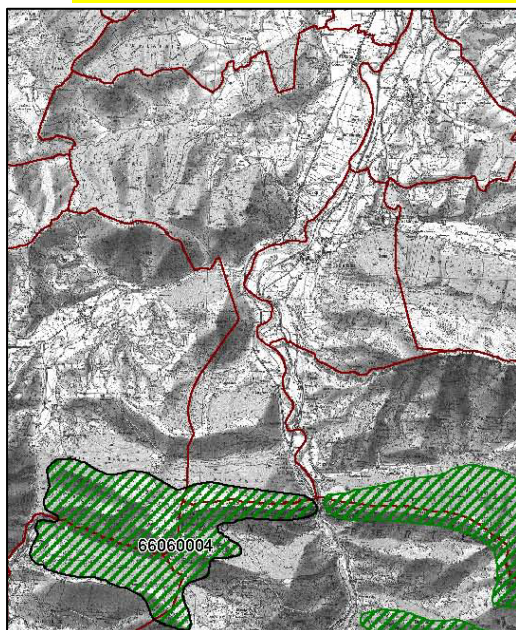
### 3.4.3 Les zones d'intérêt écologique particulier : ZNIEFF de type 1 et 2

Une ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares. Les ZNIEFF distinguent les zones de type 1, définies par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine, et celles de type 2 qui représentent des grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées, plateaux, zones humides, dunes estuaires), riches et peu modifiés, aux potentiels biologiques importantes.

Le territoire d'Asasp Arros est classé en :

- ZNIEFF de Type 1 :



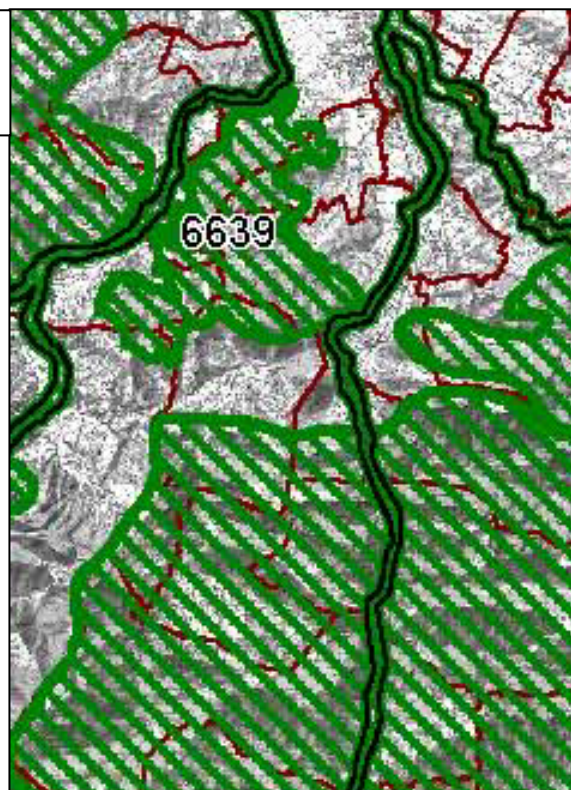
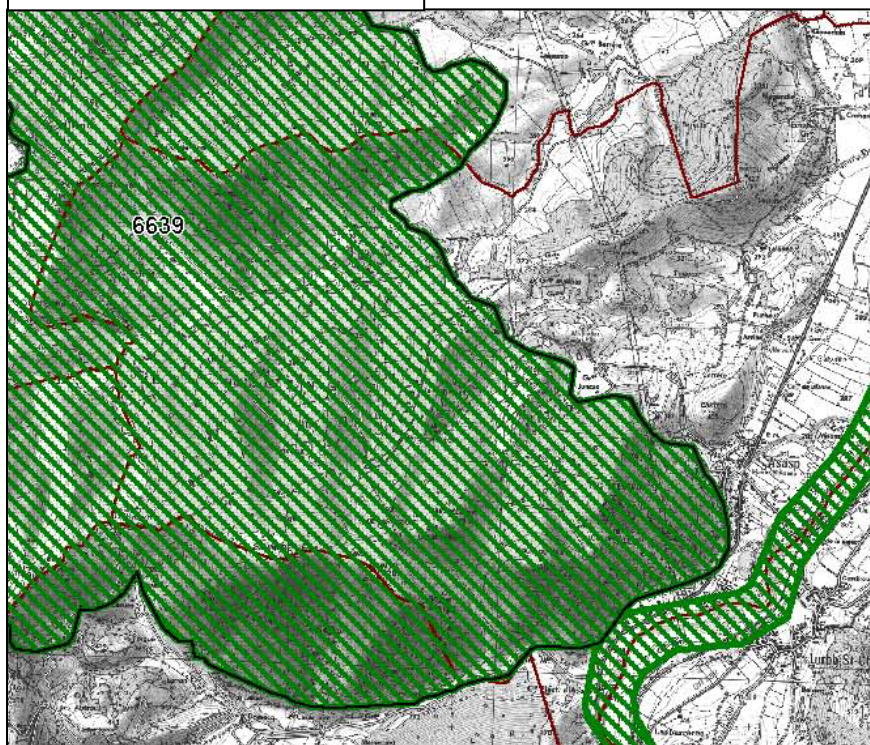


Le Massif calcaire du pic du trône du Roi (n°6606 0004)

- ZNIEFF de Type 2 :

Le réseau hydrographique du Gave d'Oloron et de ses affluents (n°6696)

Les massifs forestiers et landes de Bugangue et de Labaig (n°6639)





- La vallée d'Aspe (n°6606)

Le périmètre commence au sud de la commune d'Asasp jusqu'à la frontière espagnole, couvrant ainsi l'ensemble géographique de la Vallée d'Aspe.

## **4 : les occupations des sols :**

### **4.1 : La structure urbaine :**

La commune d'Asasp Arros a fait l'objet d'une fusion administrative en 1972, car à l'origine, il s'agit de deux villages séparés géographiquement : Asasp et Arros d'Oloron. En dehors des espaces urbains, les constructions sont isolées ou appartiennent au domaine de l'activité agricole.

Avant de détailler par villages, l'évolution de l'occupation des sols, des sites archéologiques permettent de dater une présence humaine dès l'Antiquité (Arros), mais sans doute bien avant, par des relevés protohistoriques à Gouroues (Asasp).

#### **ARROS D'OLORON :**

Le village d'ARROS se situe en limite Nord de du territoire communal. Il est en relation directe avec la commune de Gurmençon dont il est le plus proche. Du reste, les habitants se tournent plus souvent vers les communes de Gurmençon, d'Oloron pour les services, commerces ou école. Le village possède son église, sa mairie annexe, mais aucun service ou commerce.

Il n'y a pas de sites archéologiques à Arros mais un indice d'occupation antique par le calvaire, découvert en 1989. Ce dernier se situe au croisement d'une rue reliant la RN 134 et du vieil itinéraire le long duquel s'est constitué le village-rue d'Arros. Le village s'étend de part et d'autre de la confluence entre le ruisseau La Toupiette et la Gave d'Aspe. Un passage à gué permettait le passage du ruisseau jusqu'au début de ce siècle mais l'instabilité des berges du Toupiette fit qu'un chemin privé vers la future RN a été de plus en plus utilisé pour les déplacements jusqu'à l'abandon total du passage à gué.

Une occupation en rive droite du Toupiette, sur une plate forme à l'extrémité de l'éperon formé par la confluence est envisageable car il s'agit d'une situation privilégiée et recherchée pendant la période féodale pour exercer un contrôle du Gave au une longue distance grâce au méandre du cours d'eau à cet endroit, en plus du contrôle du passage à gué au pied de l'éperon.

Arros est mentionné pour la première fois vers 1220-1221 dans le for d'Oloron. En 1385, un dénombrement compte 6 maisons et une maison noble nommée « Ostau d'Arros, domenger ». Les seigneurs d'Arros sont connus du XIV<sup>e</sup> jusqu'à 1750.

Le village est constitué de belles maisons anciennes de caractère, les murs de clôtures épais, souvent en galets, marquent avec qualité la transition entre l'espace public et l'espace privé. En arrière des parcelles se trouvent les jardins. Plus loin, les champs cultivés.

Le développement récent s'est effectué vers le Sud et vers l'ouest, de l'autre côté de la route nationale. Un lotissement est implanté, perpendiculairement à la RN 134. Le reste des espaces est essentiellement agricole, profitant de terrains plats.

---

**ASASP :**

Le noyau ancien d'Asasp s'est constitué au pied du Castets, s'agissant d'une terrasse dominant la vallée du Gave d'Aspe. Le village semble s'être développé le long d'un cheminement établi à mi-côte correspondant à la carrère principale sur laquelle le village rue s'est développé au Moyen Age.

En 1385, un dénombrement donnait 16 maisons et une maison noble dite « Oustau de Domec Poc. Cette seigneurie a eu pour titulaires les Domecq, les Lâas, seigneurs de Lurbe, et les Courrèges.

La maison Labaig possède des vestiges datant du XV<sup>e</sup> siècle mais elle en ruine.

Dans une prospection – inventaire archéologique du canton d'Oloron Ouest (C. Chopin-Bourguinat – 1999), il est indiqué que le village d'Asasp n'ait pas toujours été à l'endroit où il se trouve. Le hameau figuré « Heugas » sur la carte Cassini (appelé Feugas actuellement) est un noyau d'habitation disparu et probablement à l'origine de cette tradition locale.

Le village d'ASASP se situe au Sud de la vaste plaine agricole qui longe le Gave d'Aspe, et identifiée jusqu'à Moumour. Il regroupe la mairie, des commerces et des services.

La RN 134 traverse le cœur du Village d'Asasp, pouvant entraîner des problèmes de sécurité routière.

Le village ancien s'est développé contre les premiers reliefs dans une orientation Nord / Sud. Il se dispose en étages sur la colline vers l'Ouest, desservi en interne par une rue parallèle à la RN 134.

Le village est constitué d'anciennes bâtisses, le bâti plus récent s'est développé le long de la voie vers le Nord, se trouvant limité de fait par la présence des exploitations agricoles et des champs cultivés de la plaine.

Le Sud du village est inconstructible du fait de la trop forte pente des sols. Des lotissements récents se sont développés vers l'Ouest dans une partie du territoire en plaine. Ils partagent l'espace avec les terrains agricoles.

La route Lurbe St Christau devenant alors une véritable « entrée de village ». Une attention particulière doit être portée aux espaces situés entre le Gave et la RN 134.



Photos ci-dessus : Quelques vues sur le village d'Asasp

Le projet de déviation de la RN 134, au lieu de couper en deux le village va permettre de réunifier les implantations anciennes et récentes et de développer une urbanisation entre ces différents espaces.

#### Occupation territoriale avant 19<sup>e</sup> s.

Le village d'Arros se compose d'une dizaine de constructions, selon le cadastre napoléonien, dont on trouve encore traces pour quelques unes d'entre elles. Elles se positionnent essentiellement entre la route nationale et le méandre du Gave d'Aspe.

Le village d'Asasp est déjà un bourg constitué.

Entre les deux villages, on trouve une multitude de bordes et autres granges qui servaient dans la pratique de l'agropastoralisme. Ces granges sont encore identifiées sur le cadastre sans pour autant connaître leur état et leur utilité actuelle.

#### Pour le 19<sup>e</sup>s. (Révolution industrielle qui a marquée une 1<sup>ère</sup> fois l'organisation territoriale)

Les deux villages ne connaissent pas une croissance remarquable dans cette période industrielle, bien que la construction de la ligne SNCF vers Canfranc s'achève (19...). Le territoire communal n'étant pas traversé par l'emprise, les arrêts les plus proches sont ceux de Lurbe et Gurmençon. La future route nationale permettra le développement de la commune.

#### De 1950 à 1970

Les nouvelles constructions sont majoritairement implantées dans le bas du talus d'Asasp, le long de la RN 134, ainsi qu'à proximité du carrefour avec le RD 918, en direction d'Issor. On note à Arros, la réalisation de quelques constructions, suite à une division en lot, en direction de la Centrale Béton.

#### De 1980 à nos jours : accentuation de l'étalement urbain.

A partir de cette date, le développement de la commune passe par la réalisation du lotissement du Stade, en direction de Lurbe, du lotissement Carrère à proximité du Stade, en direction d'Arros.

C'est ce dernier quartier qui a connu un développement récent : de part et d'autre de la RN 134, il bénéficie d'une topographie plane. Cependant, la partie Est est prise dans le tissu agricole, et y constitue une sorte d'enclave.

La partie ouest est accolée aux premières pentes du relief et contraint par ce dernier. Deux maisons situées sur les hauteurs dominant le quartier. Depuis la route nationale, on lit une unité paysagère entre les maisons situées en partie basse et celles et celles situées en partie haute, qui permet de qualifier ce quartier de « quartier constitué ».



Le développement récent s'est réalisé principalement dans la plaine, que ce soit aux abords du village d'Arros, d'Asasp ou du stade. La délimitation entre les zones bâties et les secteurs agricoles sont bien perceptibles dans le paysage.

#### **4.2. : Les espaces d'activités économiques :**

On note la présence d'activités économiques qui sont principalement implantées dans le village d'Arros : garages, boucherie, boulangerie, entre autre. La proximité de la future déviation et l'échangeur en projet pourraient être une opportunité de développement et de renforcement du tissu économique.

Dans le village d'Arros, on note la présence d'activités de services (garage), mais aussi une centrale béton dans le lieu dit « Payssas » en pied de talus. Il est inscrit un échangeur au sud d'Arros qui permettra la desserte du bourg.

Les espaces d'activités économiques représentent 0.05 % du territoire communal.

#### **4.3. Les exploitations agricoles :**

Elles constituent un élément important du patrimoine bâti de la commune d'Asasp – Arros. On les trouve à la fois à l'intérieur du tissu villageois, et à proximité immédiate, ainsi que dans les espaces de transition entre les espaces urbains et les secteurs de culture.

On trouve différentes typologies de bâti : corps de ferme avec granges, en galets et couverts par des ardoises. Ceux-ci sont souvent recherchés par des non agriculteurs pour une transformation en habitation, du fait de leur caractère architectural typique.

Des structures plus récentes et mieux adaptées à la pratique agricole ont été réalisées comme des stabulations, hangars à fourrage. Les matériaux sont en règle général, le bac acier, avec une ossature métal.

La particularité de la commune est de posséder un essaimage de granges sur l'espace naturel et agricole, héritage d'un passé marqué par le pastoralisme. On trouve donc des granges, plus ou moins utilisées.



photos ci-dessus : quelques exemples de granges et bâtis agricoles traditionnels.

---

Il s'agit aussi d'un patrimoine local qu'il faut conserver puisqu'il participe à la richesse culturelle locale : les bordes font parties d'un système agropastoral défini, structuré.

Les évolutions de l'agriculture ont fait que le bâti s'est lui-même transformé pour devenir plus fonctionnel et s'adapté aux matériels et exigences qu'imposent les normes actuelles. De fait, les matériaux ou même les implantations tendent vers un appauvrissement architectural du bâti agricole et une harmonisation des types de bâti : bac acier, bardage bois...).



Photo ci contre : installation agricole actuelle



## **Le cadre socio – économique**

## 1.: L'évolution de la population : une tendance à la baisse qui se prononce

En 1385, l'auteur Paul Raymond indique qu'on comptait 17 feux à Asasp et 7 feux à Arros. Les deux bourgs dépendaient du baillage d'Oloron.

Le bourg d'Arros semble avoir connu un développement moindre par rapport à celui d'Asasp.

- A l'échelle communale :

Au 1<sup>er</sup> Janvier 2009, la commune d'Asasp Arros comptait **524 habitants**, dont :

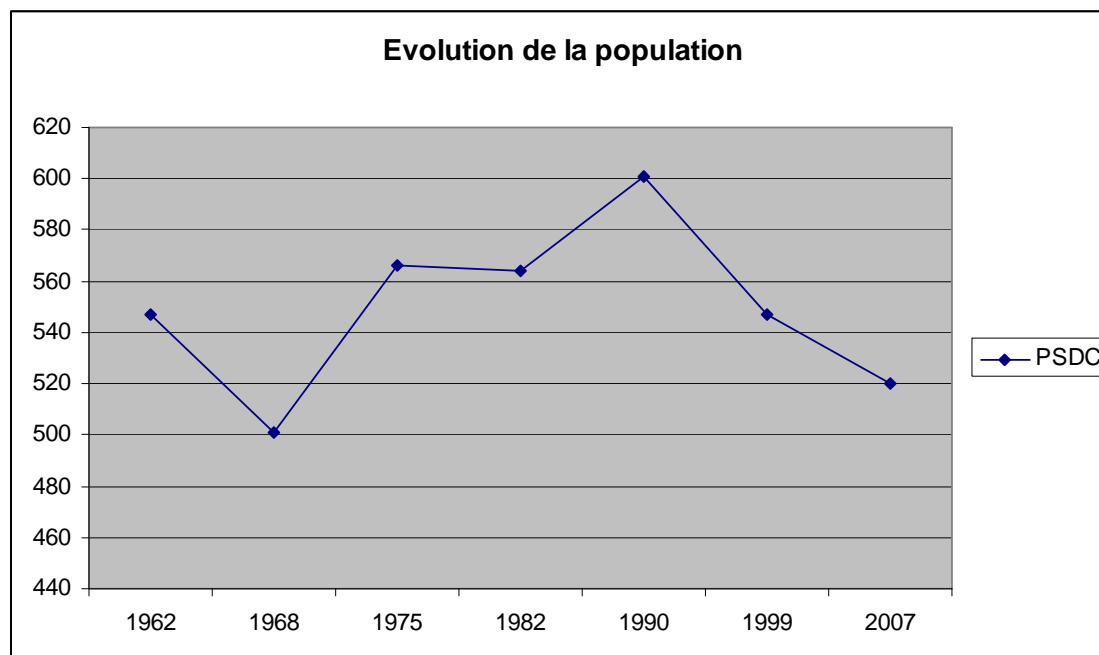
- 122 habitants à Arros d'Oloron
- Et 402 habitants à Asasp

On note une baisse de 4.9 % entre 1999 et 2009 (547 habitants en 1999, soit – 27 habitants). Si cette chute se poursuit, elle ramènerait la population à son niveau de 1968 (501 habitants). La commune a donc connu de nombreuses fluctuations démographiques, notamment entre 1910 et 1946 (relatifs aux conflits mondiaux, à l'exode rural).

Ainsi, au sortir de la 2<sup>nd</sup>e Guerre Mondiale, la commune a connu une évolution démographique positive jusqu'en 1962 (passant de 407 à 541 habitants), puis une baisse entre 1962 et 1968 (-46 habitants).

Les années 70 – 80 marquent le retour du dynamisme démographique pour la commune, puisqu'entre 1968 et 1990, 100 personnes supplémentaires sont comptabilisées dans la commune.

Dès lors, une déprise démographique régulière s'est engagée et se poursuit encore jusqu'à présent.

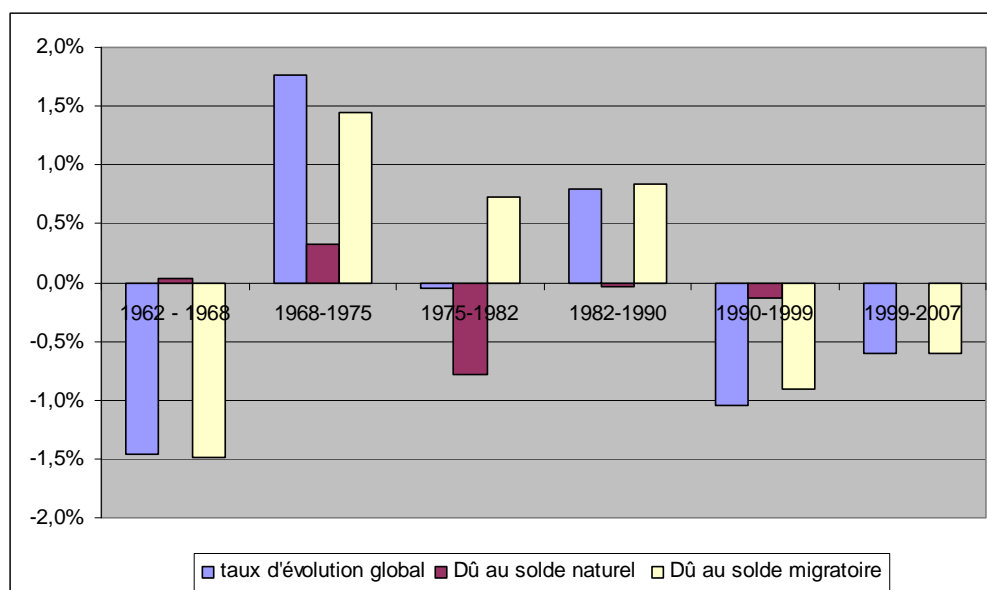




### 1.1 : Evolution du solde naturel et du solde migratoire :

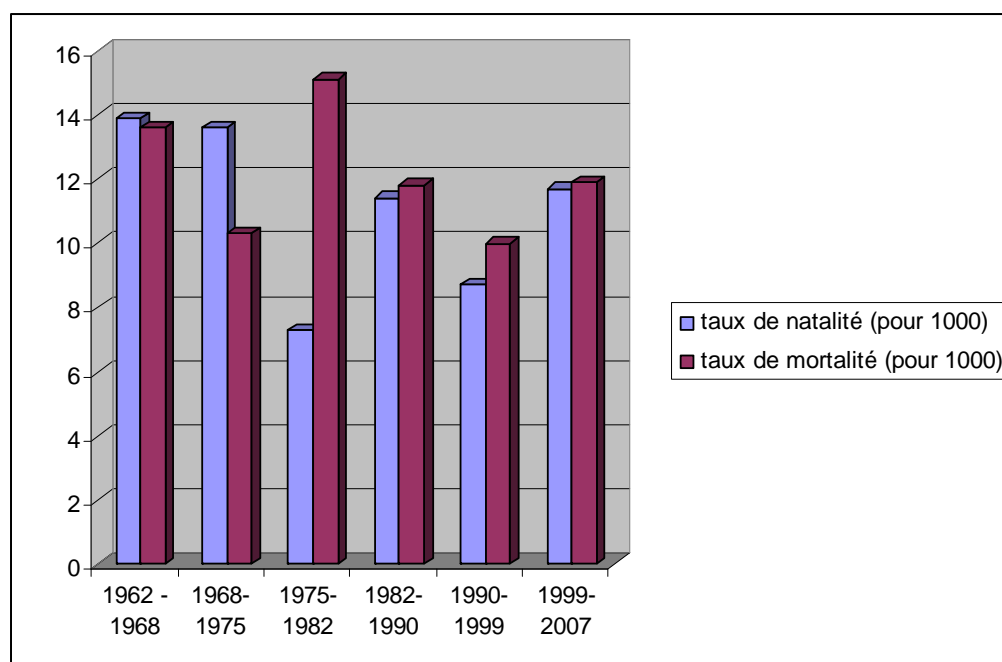
Entre 1968 et 1990, la croissance démographique s'est principalement appuyée sur le mouvement migratoire, à l'exception de la période 1968 – 1975 où soldes naturels et migratoires sont tous deux positifs, et ce à l'image des communes limitrophes d'Asasp : Agnos, Gurmençon et Eysus (sauf Lurbe St Christau).

Depuis 1990, l'ensemble des soldes est négatif, participant à la baisse du nombre d'habitants. Ces tendances, quel qu'elles soient peuvent avoir des incidences sur l'urbanisation : frein dans le développement des ouvertures à l'urbanisation, départs de population conduisant à la vacance....



Asasp – Arros ne connaît pas le même développement que le territoire intercommunal dans son ensemble : l'évolution du solde migratoire de la CCPO progresse positivement et tend à compenser la dégradation du solde naturel ; à l'exemple des communes limitrophes d'Agnos, d'Eysus et de Lurbe, dont la croissance du solde migratoire est toujours positive (env. + 1 % / an).

Concernant le solde naturel, on note que le taux de natalité (TN) est toujours inférieur au taux de mortalité (TM) depuis le recensement de 1975, comme le montre le graphique suivant :



L'excédent naturel a eu lieu entre 1962 et 1975 (plus marquée entre 1968 et 1975). Ainsi, le renouvellement des générations est difficilement acquis pour la population d'Asasp Arros. La population d'Asasp Arros est une population vieillissante (TN : 11.7/00 ; TM : 11.9/00), se démarquant de la tendance nationale où le dynamisme de la population est portée par un taux de natalité supérieur (TN : 12.8/00) au taux de mortalité (TM : 8.8 / 00).

### **1.2. : Asasp Arros, à l'échelle du Piémont oloronais,**

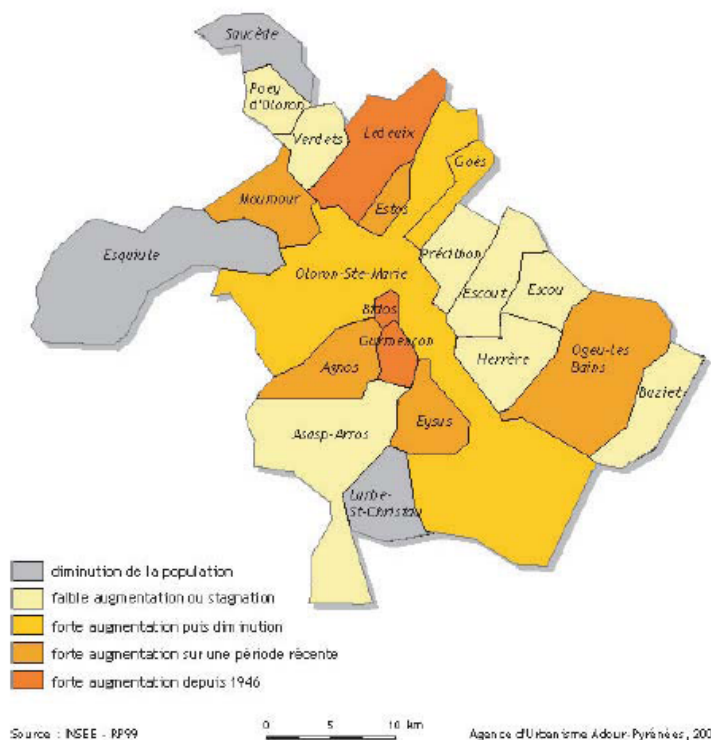
De par son appartenance à la Communauté de Communes du Piémont oloronais, il est donc important d'appréhender l'évolution d'Asasp Arros par rapport à celle de l'intercommunalité. Le territoire de la CCPO compte près de 25 000 habitants répartis sur les 24 communes qui composent le territoire.

Près de la moitié de la population totale du territoire du piémont réside dans la seule commune d'Oloron (plus de 11 00 hab). Les études réalisées dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) montrent que la population a augmentée en 50 ans de près de 4 000 personnes. Depuis 1962, le schéma dynamique est le suivant :

- Oloron retrouve son niveau démographique de 1946,
- Les autres communes de la CCPO poursuivent leur croissance, mais connaissent un tassement à leur tour vers 1990.

Les recensements démographiques effectués ces dernières années sur le territoire oloronais font état d'une reprise démographique sur de très nombreuses communes ; Mais seules les communes d'Escout, Estialescq, Ledoux et Asasp – Arros ont vu leur population baisser.

## DYNAMIQUES DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DE 1946 A 1999



Il semble que la croissance démographique du Piémont est le fruit d'un solde migratoire positif compensant le solde naturel dégradé. Les implantations nouvelles proviennent essentiellement des vallées montagnardes (Aspe, Barétous, Ossau), et d'autres départements.

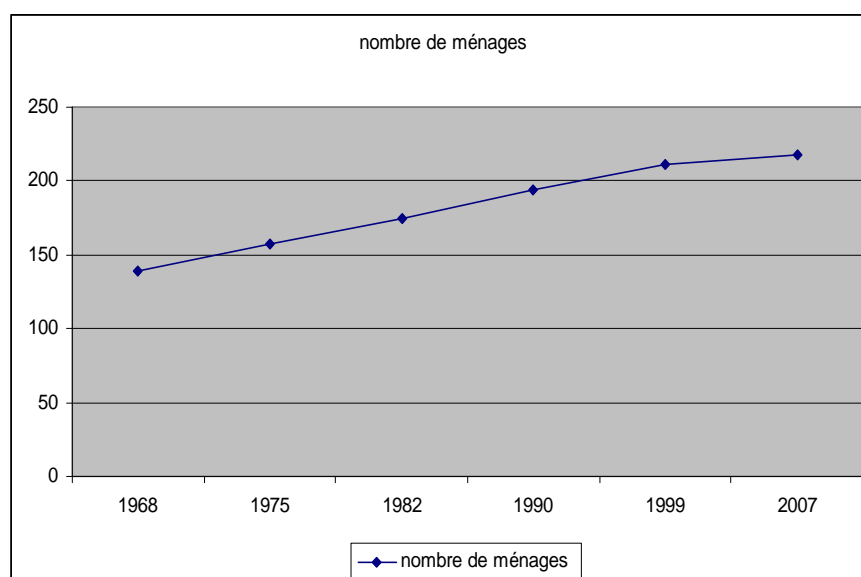
En contrepartie, les départs vers l'agglomération paloise sont nombreux voire supérieurs aux arrivées sur les communes du Piémont.

De même, les études du SCOT font apparaître que la population du Piémont oloronais est globalement plus âgée que celle des Pyrénées Atlantiques.

## 2. : La structure des foyers d'Asasp – Arros : les ménages

### 2.1 : Nombre de ménages :

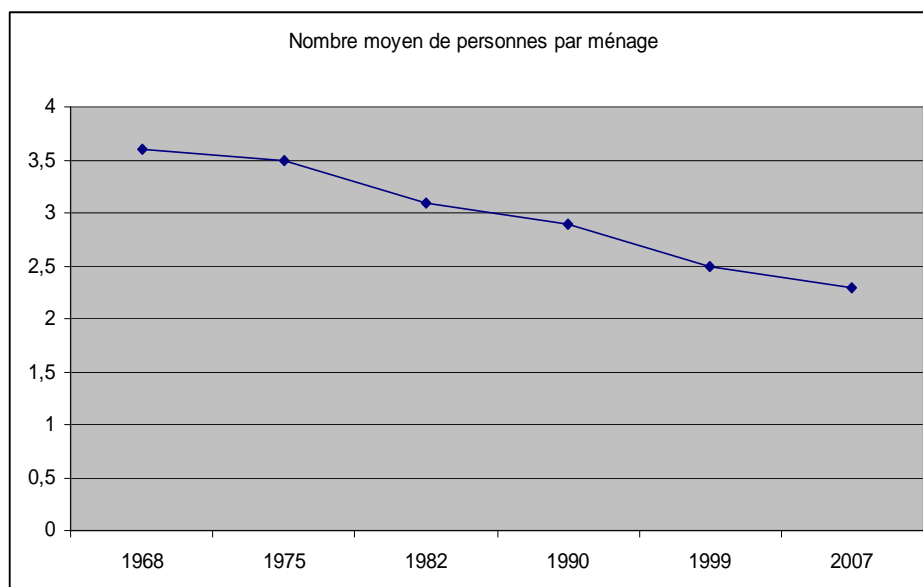
L'évolution du nombre des ménages sur la commune d'Asasp – Arros est la suivante : en 1982, on comptait **175 ménages**. Leur nombre est ensuite passé à 194 en 1990 et en 1999, 211 ménages. La progression est faible au regard du recensement de 2007 : la commune a accueillie **7 ménages** de plus (soit **218 ménages** et une augmentation de 3.3 %).



## 2.2 : La taille des ménages

En moyenne, en 2007, un ménage de la commune d'Asasp Arros était composé de 2,3 personnes (en 1968 : 3,6 personnes ; cf. graphique ci-dessous). Cette baisse est le résultat d'un mouvement général que l'on enregistre à toutes les échelles de territoire : les ménages du Piémont orlonais sont passés de 2,82 à 2,4 entre 1982 et 1999. En 2006, il était de 2,26 personnes par ménage.

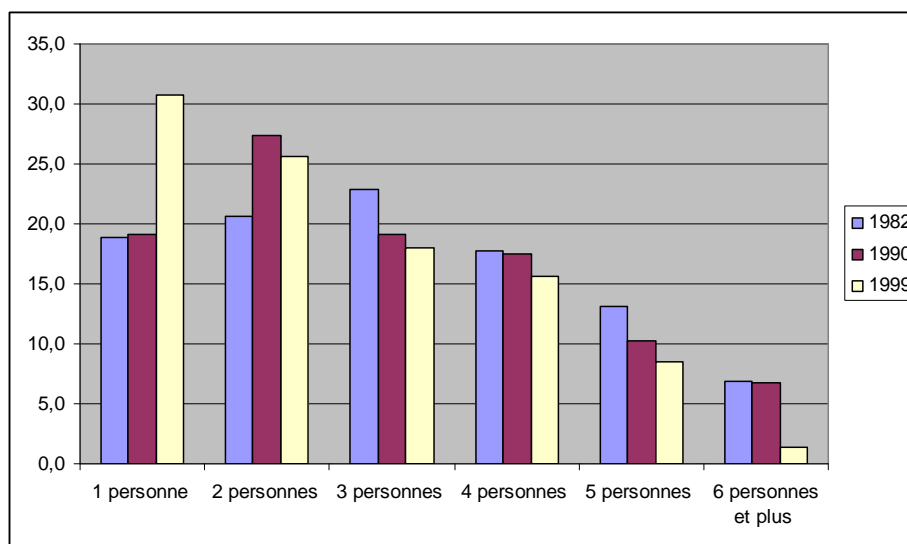
A l'échelle de la Région, puis de la France métropolitaine, ces indices étaient respectivement de 2,3 et 2,4 en 1999.



*A l'image de l'évolution nationale, le nombre de ménage augment mais la taille moyenne des ménages s'est modifiée pour diminuer.*



La part des ménages composés d'une seule personne a connue une très forte augmentation entre 1990 et 1999. Le recensement de 2007 montre un mouvement inverse : de 30,8 %, le taux de ménages d'une personne a baissé à 25,7%.



Aussi, plusieurs explications sont possibles :

- le nombre de personnes par ménage diminue puisque les modes traditionnels de cohabitation s'effritent,
- les unions libres, en nette progression, seraient moins solides que les couples mariés,
- la cohabitation de plusieurs générations, qui était le fait dans le secteur, devient de plus en plus rare : les personnes âgées vivent en meilleure santé à un âge plus avancé et préfèrent conserver une autonomie résidentielle ; l'éloignement géographique plus fréquent entre parent et enfants peut constituer un obstacle à cette cohabitation.

### **2.3. : Evolution par tranche d'âge :**

Les données issues du document d'urbanisme précédent de la commune permet de déterminer l'évolution de la structure de la population par tranches d'âges et ce, depuis 1982, on note que :

- la part des 0 – 19 ans a constamment baissé pour arriver en 1999, à près de 20 % de la population totale;
- la part des 20 – 39 ans est aussi en baisse mais le taux reste à 25 % ;
- pour les « 40 – 59 ans, la hausse est importante depuis 1990 (+ 5 %) ;

on note une augmentation constante et régulière des plus de 60 ans, pour représenter près de 25 % de la population totale (à titre de comparaison, la commune d'Agnos : 15%). Ainsi, le maintien à domicile des plus âgés va être rendu plus difficile par la dépendance et le manque de structure adaptée dans le village (maisons anciennes peu accessibles, structures d'accueil...).

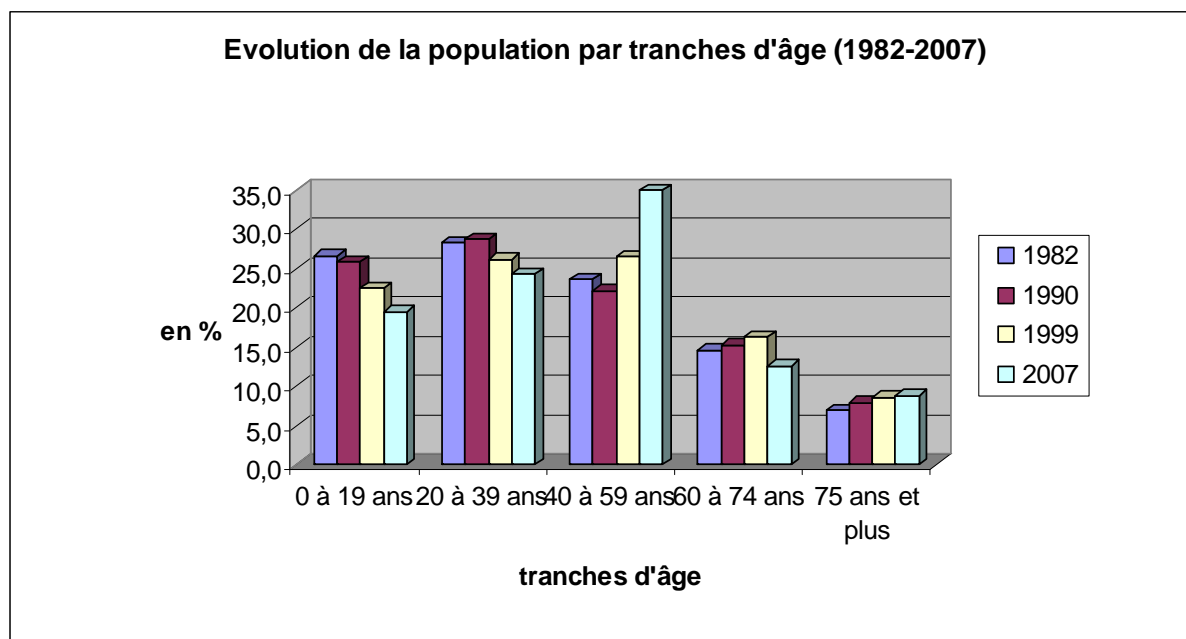
Ainsi, au recensement de 1999, les « 20 – 39 ans » et les « 40 – 59 ans » étaient les plus nombreux dans la commune. On note donc un équilibre démographique pour ces tranches d'âge intermédiaires, celles qui sont plus susceptibles de s'installer durablement sur la commune.

La comparaison avec l'évolution de l'aire urbaine oloronaise en 1999 confirme le mouvement. Le maintien au même niveau des « 40-59 ans » que l'aire urbaine est le fait d'une résidentialité qui se confirme : il s'agit souvent d'un achat de logement effectué 10 à 20 ans auparavant.

Le recensement de 2007 apporte de nouveaux éclairages sur la structure de la population.

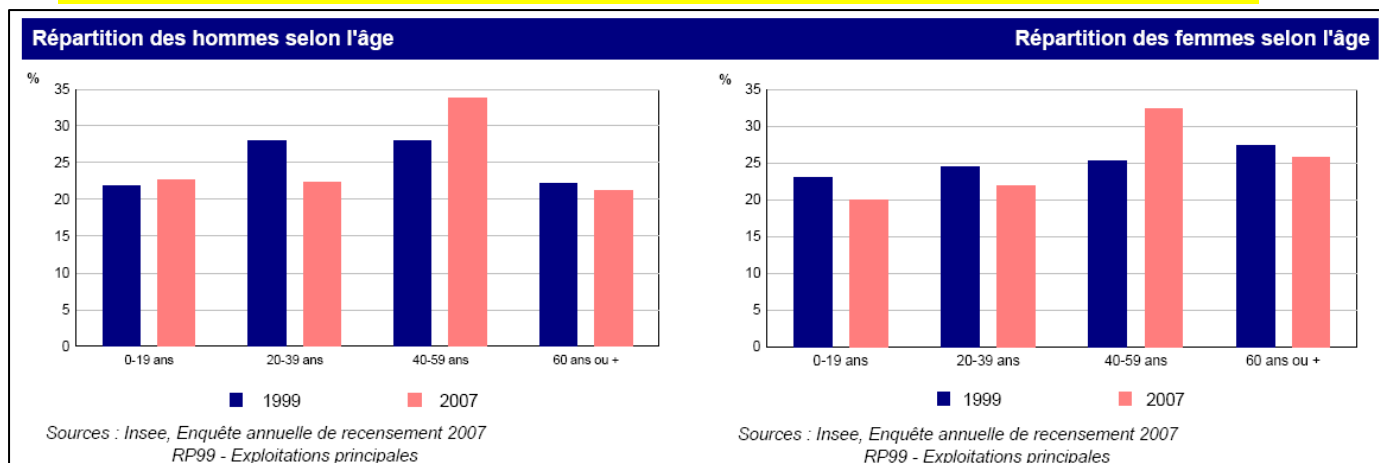
Ainsi, on note que :

- la part des 40 – 59 ans connaît une augmentation d'environ 5 à 7 %.
- Les 20 – 39 ans sont en baisse par rapport à 1999.
- Idem pour les plus de 60 ans, mais de façon moins affirmée.



Il est à noter qu'en général, la répartition de la population est quasi similaire à celle du département.

Pour compléter les comparaisons des structures démographiques, les études du SCOT ont confirmé que « *la population du piémont oloronais est relativement plus âgée que celle du département des Pyrénées Atlantiques* ». Cependant, l'indice de vieillissement (rapport entre les plus de 60 ans et les moins de 20 ans) rapporte l'existence d'une « structure en auréole » en seconde couronne d'Oloron, où le nombre des personnes âgées est légèrement supérieur à celui des jeunes (indice 1 à 1.3).



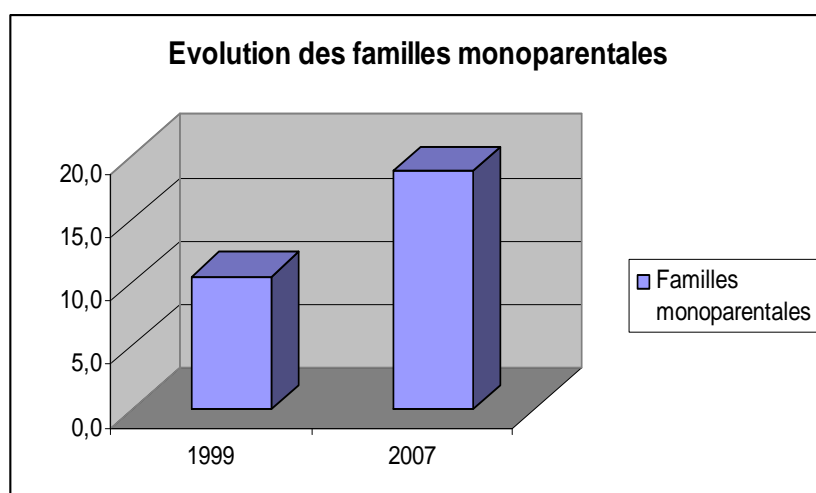
(Extrait recensement de 2007)

A l'échelle intercommunale, les études de SCOT ont mis en lumière un fort déficit de jeunes dans la tranche d'âge « 20-30 ans ». Les facteurs sont nombreux : manque de logements, accès plus importants aux études supérieures, et recherche d'emplois sur les aires urbaines plus grandes.

Ce phénomène se retrouve sur Asasp Arros. On notera que pour les 20-39 ans, ce sont les hommes qui connaissent une baisse des effectifs entre 1999 et 2007 plus importantes que celles des femmes.

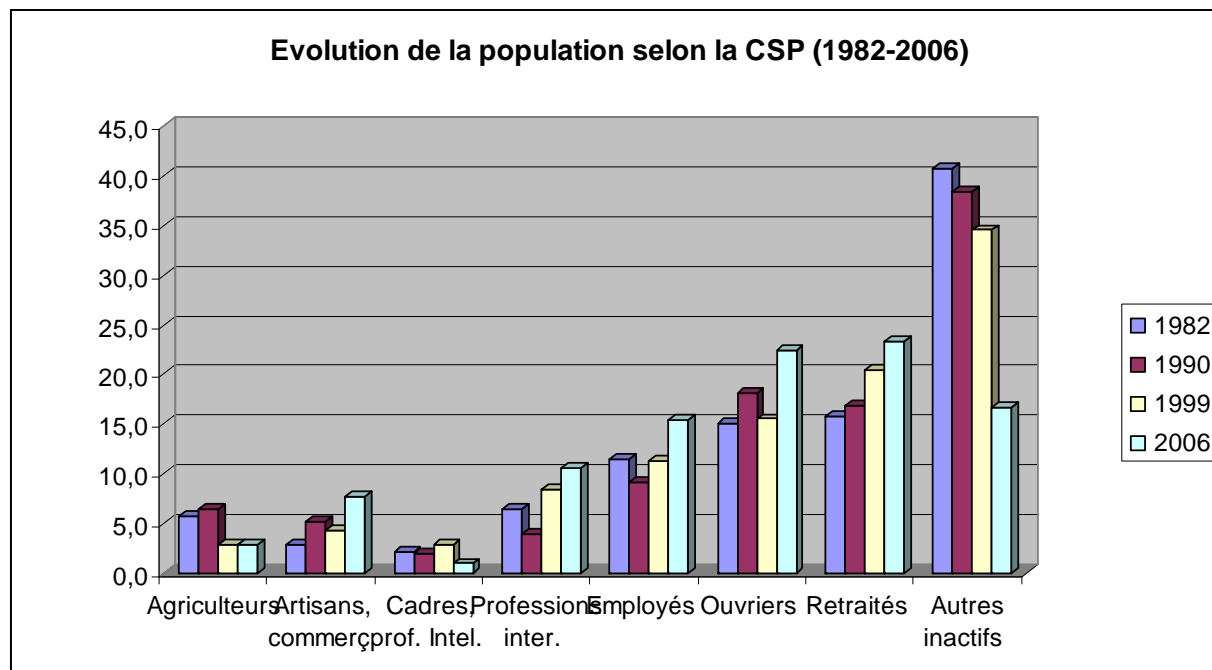
La commune doit ainsi répondre à cette problématique dans son projet de développement à long terme. Il s'agit d'un enjeu pour le maintien du dynamisme de la commune.

De même, la structure des familles permet de mettre en **évidence une augmentation du nombre de familles monoparentales** sur le territoire communal. Cependant, ce phénomène se prolonge sur le reste du territoire intercommunal : cette progression est notable entre 1999 et 2007 pour la CCPO (11% en 1999 / 13 % en 2007).



## 2.4 : La représentation socio – économique des habitants :

Cette série sur le long terme (1982-2006) permet de suivre l'évolution de la population dans sa structure socio-économique :

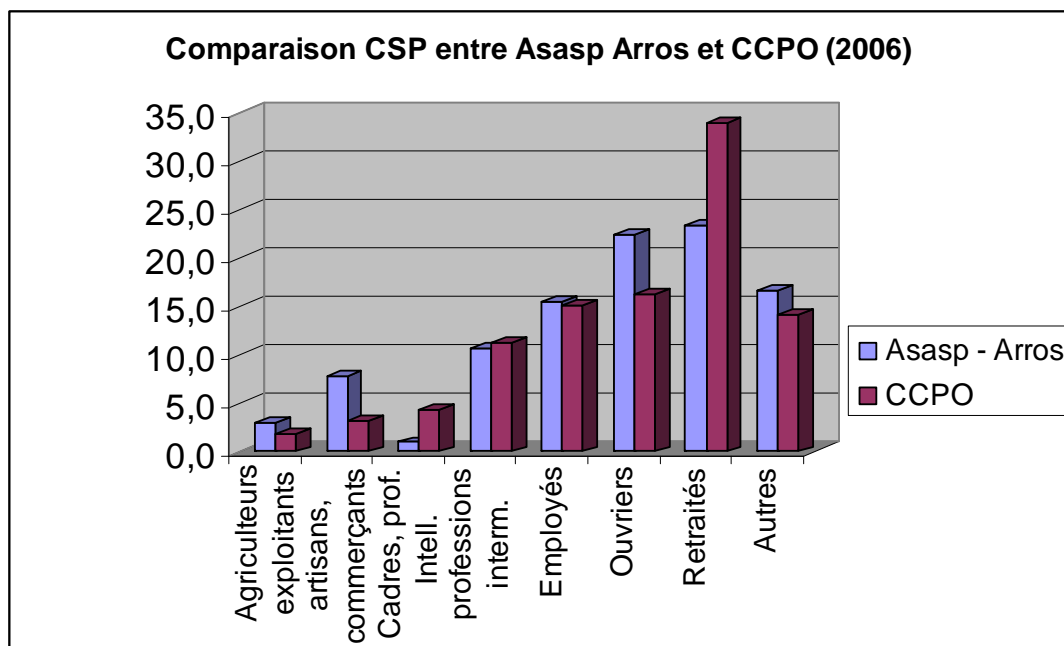


- la catégorie des agriculteurs exploitants marque le pas depuis 1990, comme les cadres.
- La catégorie « autres inactifs » <sup>1</sup> qui était la plus représentée dans la population d'Asasp Arros en 1982, voit ses effectifs diminuer fortement en 2006, s'expliquant par une « migration » vers des pôles d'emplois plus actifs (retour vers la ville centre ou autres agglomérations – Pau / Lacq / Bayonne)
- Les retraités et les ouvriers sont majoritairement représentés dans la commune : pour les premiers, il s'agit d'un territoire où le foncier est abordable financièrement et permet de répondre à une logique résidentielle (construction d'un logement individuel ou loyer abordable) ; à une moindre mesure, cela peut aussi expliquer l'augmentation du taux d'employés ; pour les seconds (retraités), cette augmentation est à mettre en lien avec le vieillissement de la population sur Asasp Arros.
- L'augmentation relative du taux d'artisans, commerçants et professions intermédiaires s'expliquent par la présence d'un tissu économique suffisamment dynamique pour un maintien et une pérennisation des activités.

<sup>1</sup> Il s'agit de chômeurs n'ayant jamais travaillés, d'inactifs divers (autres que retraités), élèves, étudiants de 15 ans ou plus, militaires du contingent (source INSEE)



En comparant à l'échelle intercommunale :



- ouvriers, artisans, commerçants sont plus représentés à Asasp que sur le territoire intercommunal se justifiant par la présence d'un tissu économique important pour l'échelle communale, ainsi que par les possibilités d'accès à un foncier financièrement abordable pour les ouvriers et les employés.
- La sous représentation des cadres et professions intellectuelles indique que la commune d'Asasp-Arros n'est pas un lieu de résidence privilégiée, et ceci est à mettre en relation avec le manque d'infrastructure de communication (internet haut débit par exemple).
- Bien que les effectifs des exploitants agricoles soient plus importants à Asasp Arros que sur le territoire de la CCPO, leur taux ne dépasse pas 3 % du contingent général.

## 2.5 :Le revenu des habitants :

On note des différences sur les revenus des habitants d'Asasp Arros ; la moyenne des foyers fiscaux en 2005 se situait à 13 982 €, au-dessous de la moyenne de la CCPO (15 026 €), mais aussi du département (16 108 €).

La part des foyers fiscaux non imposables est plus haute au niveau local et départemental (52.2 % pour Asasp Arros ; 32 % pour le piémont oloronais et 51.3 % pour les Pyrénées Atlantiques).

---

**Prévisions et objectifs démographiques de la commune à l'horizon des 10 prochaines années (2010 – 2020) :**

Asasp Arros est une commune qui connaît un déclin démographique régulier depuis 1990. Par ailleurs, le solde migratoire, qui peut être considéré comme un indicateur du dynamisme démographique compensant le solde naturel qui se dégrade, est aussi négatif.

La taille des ménages a diminué depuis ces 20 dernières années entraînant une croissance du nombre de foyers, enjeu important dans la projection du nombre de constructions à envisager.

*Les objectifs démographiques :*

La commune d'Asasp – Arros est un bourg rural d'équilibre dans le Schéma de Cohérence territoriale. Dans cette logique de rééquilibrage du territoire, la commune souhaite retrouver un poids démographique proche de celui qu'elle possédait au début des années 80-90, soit :

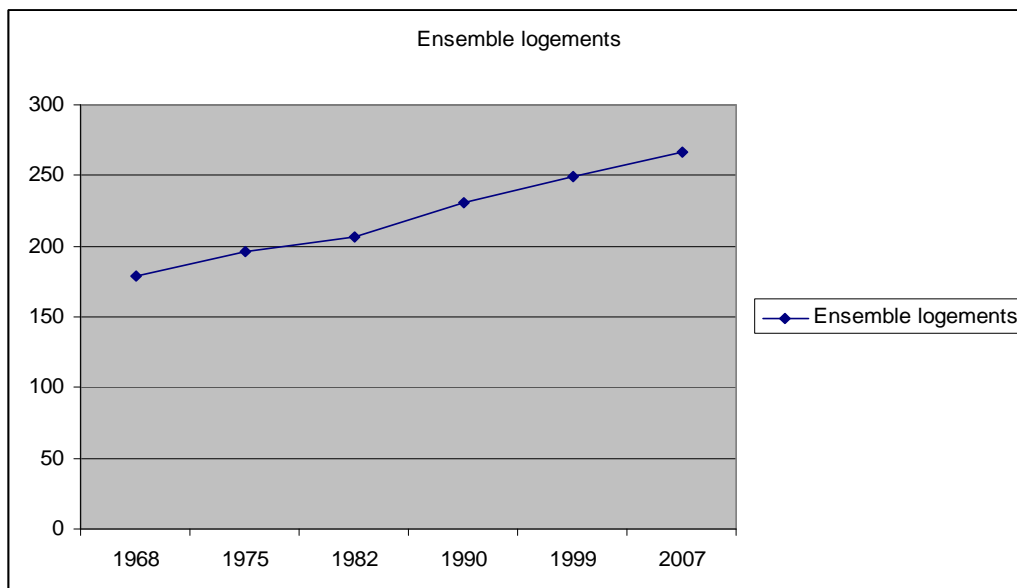
- Asasp : 500 Habitats (+ 120 hab pour 2020)
- Arros : 170 Habitants (+ 30 hab pour 2020).

### 3 : Le logement :

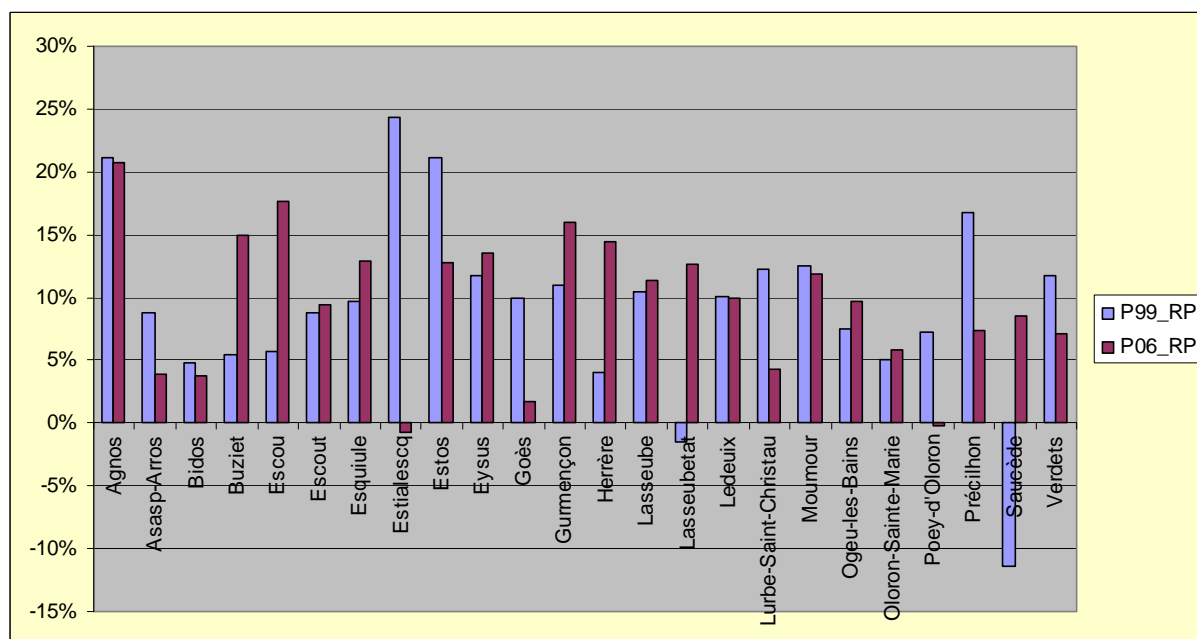
#### 3.1 : Les caractéristiques du parc de logements

##### 3.1.1. : Evolution du nombre de logements

En 1999, le nombre de logements était de **249**. En 2007, la commune d'Asasp – Arros avait **266 logements**. Ainsi, on compte **17 logements** supplémentaires depuis 1999, ce qui représente une augmentation de 6.8 %.



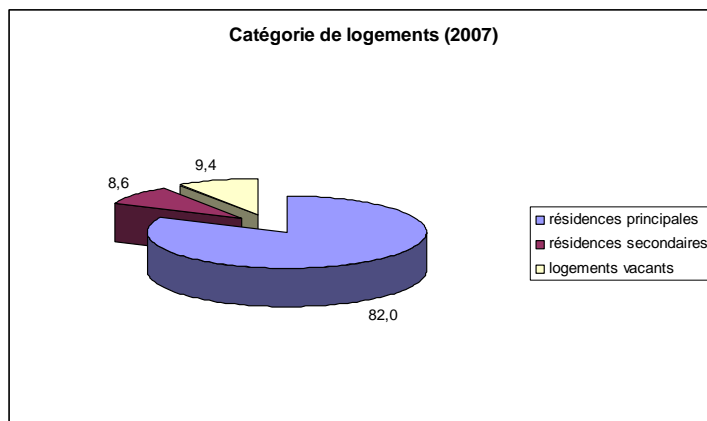
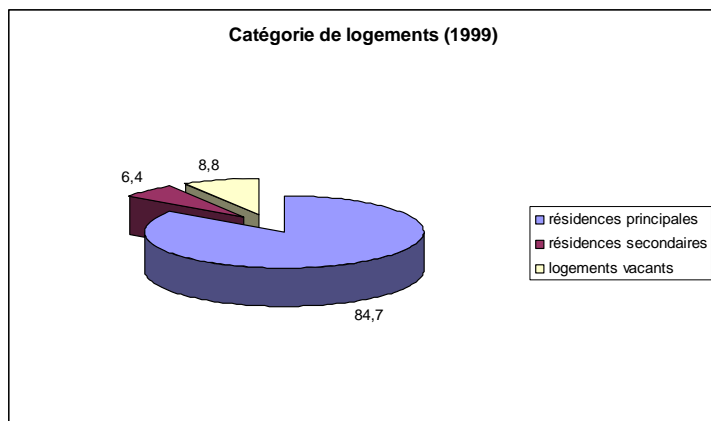
A titre de comparaison, sur le piémont oloronais, l'évolution entre 1990 et 2006 était de 4 et 9 %, positionnant Asasp Arros au dessous de la moyenne de la CCPO (env. 10 % d'évolution en moyenne pour la période 1999 - 2006).



Evolution des constructions entre 1990 et 2006 (territoire du piémont oloronais)

Sur les 266 logements recensés en 2007, la répartition par type était la suivante :

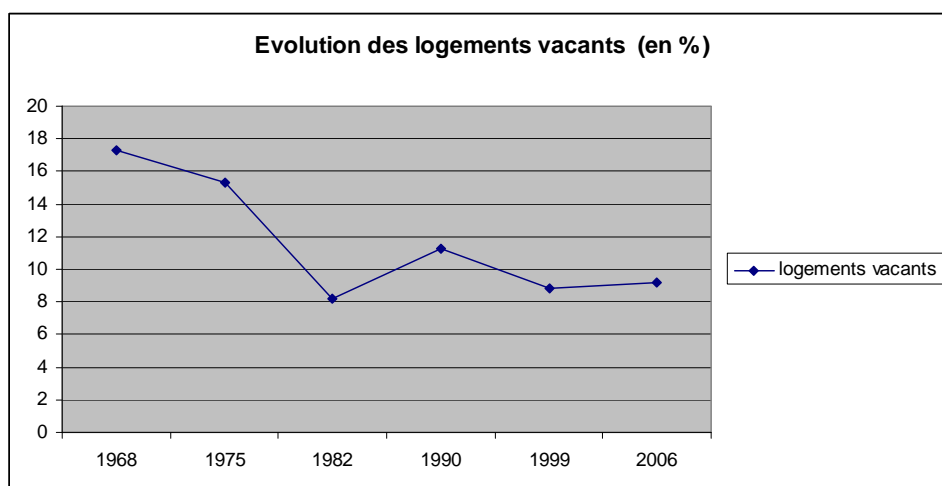
- 82 % de résidences principales (84.7 % en 1999), soit 218 logements
- 8.6 % de résidences secondaires (6.4% en 1999), soit 23 logements
- 9.4 % de logements vacants (8.8 % en 1999), soit 25 logements.



Le taux de résidences principales dans le parc de logements total de la commune a baissé entre 1999 et 2006. Cette baisse s'est faite au profit des logements occasionnels et résidences secondaires : on constate que sur la totalité des logements de la commune (chiffre en hausse entre les deux recensements), la proportion de résidences principales a augmenté moins rapidement celle des résidences secondaires.

### 3.1.2 : Les logements vacants

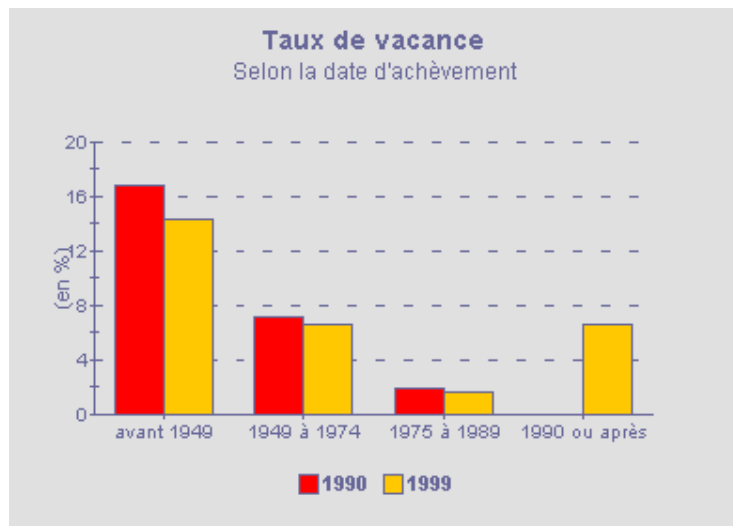
Le taux de logements vacants sur la commune est important avec une hausse de 8.8 % à 9.4% entre 1999 et 2007. Ce phénomène de vacance est constant sur la commune avec des taux parfois élevés (cf. graphique ci-dessous).



Le graphique ci-dessous montre un taux de vacance plus important dans les logements anciens.



Cependant, il faut relativiser les mouvements statistiques puisque le contingent municipal est peu significatif. Suite à un comptage en mars 2009, on dénombre dans le bourg d'Asasp, 10 logements vacants, et 2 logements vacants sur celui d'Arros.

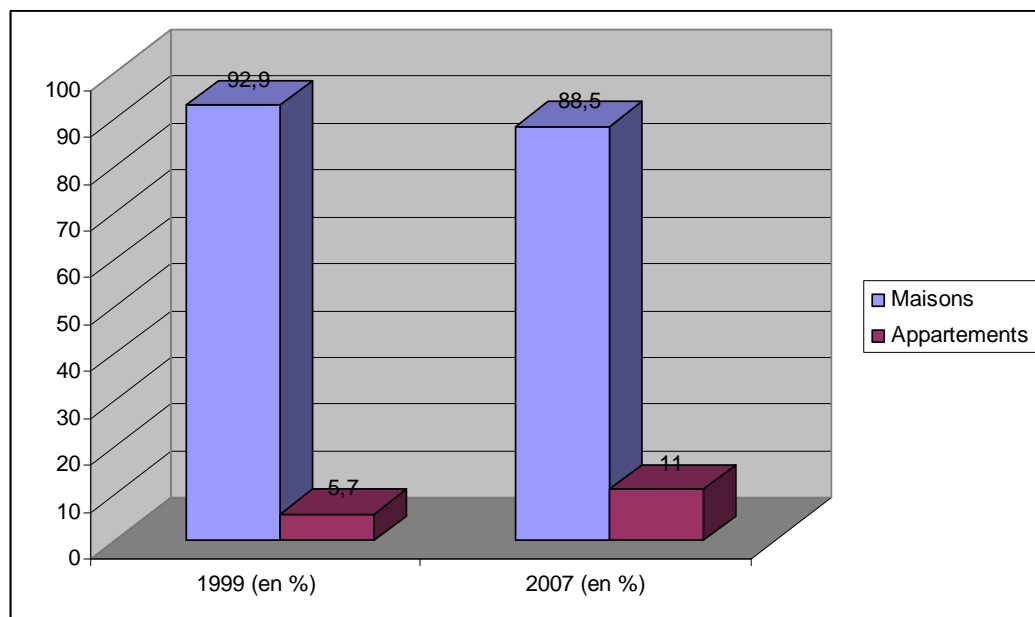


Malgré une Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat Revitalisation Rurale (OPAH RR) entre 2005 et 2009, ces logements vacants ne sont pas revenus sur le marché immobilier.

### 3.2 : La structure des logements :

Le parc de logements se compose essentiellement de maisons individuelles (88.2 % du parc, en 2007) : il s'agit de fermes, de maisons de ville et de pavillons.

Ce taux reste dans les normes des communes du piémont oloronais, à l'inverse de la typologie de la ville centre (54 %) et du département (50 %). Il a cependant baissé par rapport à 1999 (92.4 %) au profit de la part des appartements, qui doublent en 8 ans, passant de 5.7 % à 11 % en 2007.



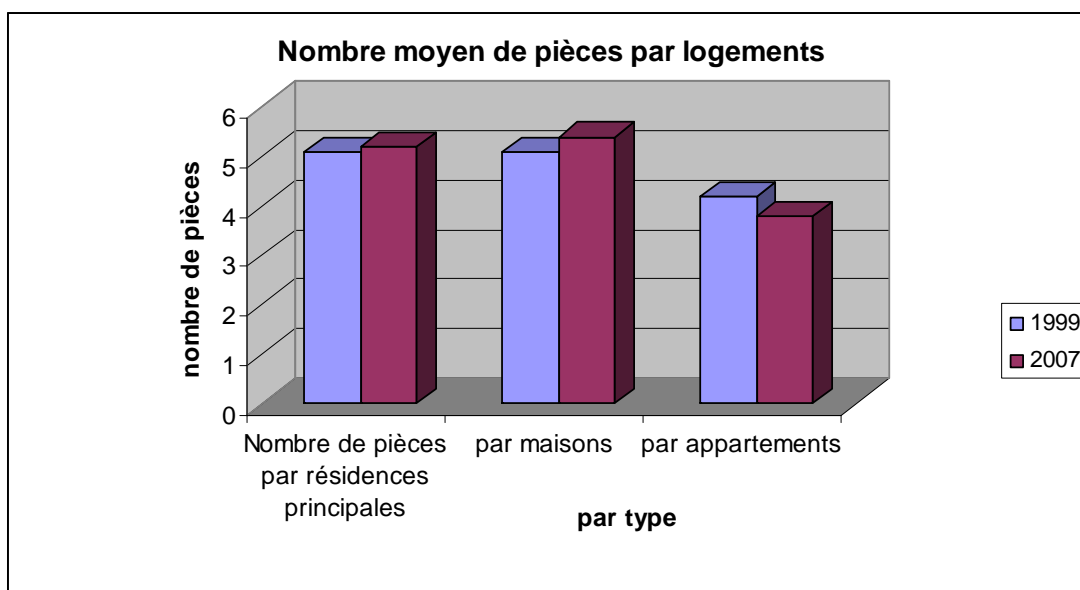
### 3.3 : Taille des logements

Le nombre de pièces des résidences principales en 2007 est relativement stable par rapport à 1999. Ainsi, les logements sont généralement grands avec 4 pièces et plus (env. 90% du parc), les logements de 3 pièces et moins constituant le reste du parc : il n'y aurait par exemple qu'un seul logement d'une pièce et ce chiffre n'a pas bougé entre les recensements de 1999 et 2006.

Les communes riverains à Asasp Arros connaissent une évolution quasi identique dans la répartition des logements selon le nombre de pièces (environ plus de 80 % des logements ont au moins 4 pièces).

Entre 1999 et 2007, le nombre moyen de pièces par résidences principales a peu évolué : 5.2 pièces / logements (répartis come suit : 3.8 pièces / appartement et 5.4 pièces / maison en 2007).

Il s'agit d'une donnée que l'on retrouve sur l'ensemble des communes riveraines à Asasp Arros (en moyenne 5 pièces / logements pour Eysus, Gurmençon, Lurbe).



De nombreuses études de l'INED<sup>2</sup> et de l'INSEE montrent qu'il existe un rapport très étroit entre le nombre de logements et le nombre de ménages puisqu'un logement a pour but d'héberger un ménage.

Ainsi, lorsque la taille des ménages diminue, le nombre de ménages augmentent plus vite que la population. Au niveau national, depuis 1975, le ménage moyen ayant perdu ½ personne, le nombre de ménages s'est accru en moyenne de 1.2 % par an, alors que la population de 0.4% seulement.

Cette diminution est imputable en grande partie au vieillissement de la population : les ménages des personnes âgées sont plus petits que la moyenne.

<sup>2</sup> Institut national des études démographiques

Le nombre moyen de personnes par ménage diminue aussi car les modes traditionnels de cohabitations s'effritent.

En Général, si les ménages comprennent moins de personnes qu'autrefois, les logements eux comportent davantage de pièces. Le nombre moyen de pièces par personne a ainsi augmenté très fortement. Cette situation reflète tout à la fois le vieillissement de la population, la proportion croissante de personnes vivant seules et l'élévation du niveau de vie.

D'une part, le nombre moyen de pièces par personne augmente de façon très sensible lorsque les enfants quittent le foyer familial, les parents déménageant rarement à cette occasion. D'autre part, le nombre moyen de pièces par personne a augmenté à (presque) tous les âges entre 1982 et 1999, quelle que soit la taille du ménage.

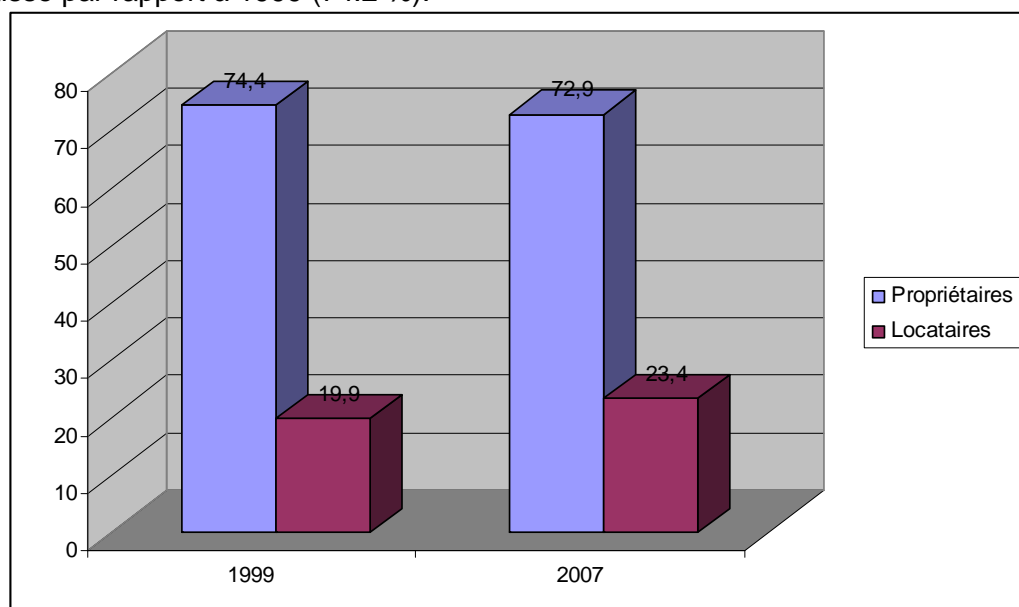
A l'avenir, le vieillissement de la population de personnes seules aura ainsi pour effet d'accroître la taille moyenne des résidences principales, en dépit du nombre moyen de personnes par ménages.

Cependant, il faudra tenir compte de la diminution de la taille des ménages due à la décohabitation (veuvage, départ des enfants, ...) mais aussi de l'accroissement du nombre de familles monoparentales lors de la réalisation des programmes de logements sur la commune. Même s'il apparaît que la taille des logements ne diminue pas, les phénomènes exposés précédemment auront une incidence sur le type de logements à construire.

### **3.4 : Le statut des résidences, caractéristiques des occupants :**

#### **3.4.1. : Statuts**

En 2007, 72.9 % des habitants d'Asasp Arros étaient propriétaires de leur logement, soit en baisse par rapport à 1999 (74.2 %).



En comparaison avec les communes du piémont oloronais, Asasp se situe dans un pourcentage équivalent (exception faite d'Oloron et de Lurbe, où les taux sont plus bas), mais reste parmi les taux les plus bas des communes riveraines (Eysus, Agnos et Gurmençon).

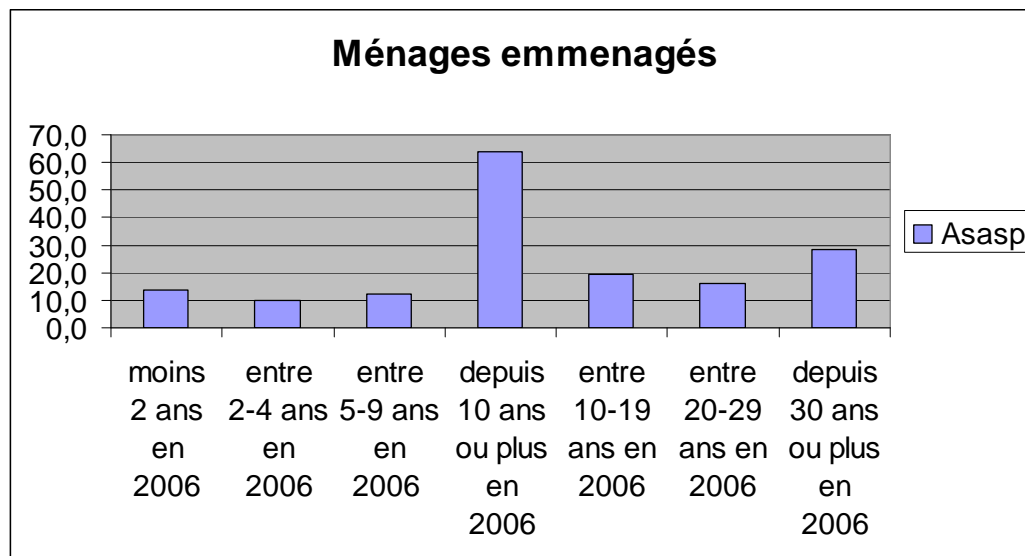
Les locataires représentaient 23.4 %, en 2007, en hausse significative par rapport à 1999 (19.9 %). Concernant l'évolution du nombre de locataires, Asasp Arros enregistrait déjà une augmentation de 16 % entre 1990 et 1999.

En 2010, 32 logements sont inscrits en appartements sur la base des fichiers FANTOIR<sup>3</sup> : 2 sont déclarés vacants, 20 seraient loués et 10 seraient occupés par l'usufruitier. En 1999, l'INSEE indiquait 12 logements dans un immeuble collectif (non HLM).

### 3.4.2. : La présence sur le territoire communal

Près de 64 % des ménages occupent depuis plus de 10 ans leur logement sur Asasp Arros, taux sensiblement identique pour les communes riveraines, à l'exception de Lurbe (52 %) :

- Gurmençon : 64 %
- Eysus : 67 %



De fait, les installations sur la commune sont relativement anciennes, et sont parfois le fait de programmes de lotissements (comme celui du stade).

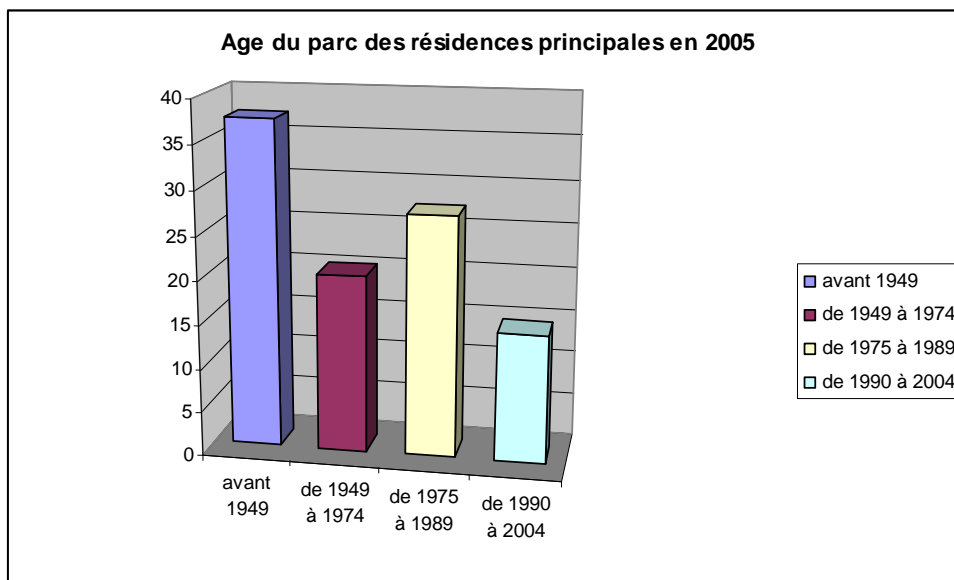
## 3.5 : L'état des logements :

### 3.5.1 : L'ancienneté :

<sup>3</sup> **Fichier ANnuaire TOpographique Initialisé Réduit**, anciennement **fichier RIVOLI** (répertoire informatisé des voies et lieux-dits), est un fichier (au sens administratif du terme) français listant les noms des voies (routes, chemins, etc.)



Le parc affiche une certaine ancienneté : en effet, en 2005, 37.4 % des résidences principales sont antérieures à 1949, un taux plus élevé qu'à Agnos, Gurmençon ou Eysus ; seule la commune de Lurbe St Christau se détache avec un parc très ancien puisque 63 % des constructions de la commune datent d'avant 1949.



Ce parc ancien recèle des typicités architecturales locales ; ainsi, il sera important de le conserver et de le mettre en valeur.

Les constructions réalisées entre 1990 et 2004 ne représentent que 15 % du parc de logements mais rapportés aux territoires voisins et à l'exception de Lurbe (6.5 %), on note que ce taux est inférieur à ceux des communes d'Eysus (env. 19 %), ou de Gurmençon (22.5 %). De fait, la dynamique des constructions neuves a été relativement faible pendant cette période.

### 3.5.2 : Le confort des logements :

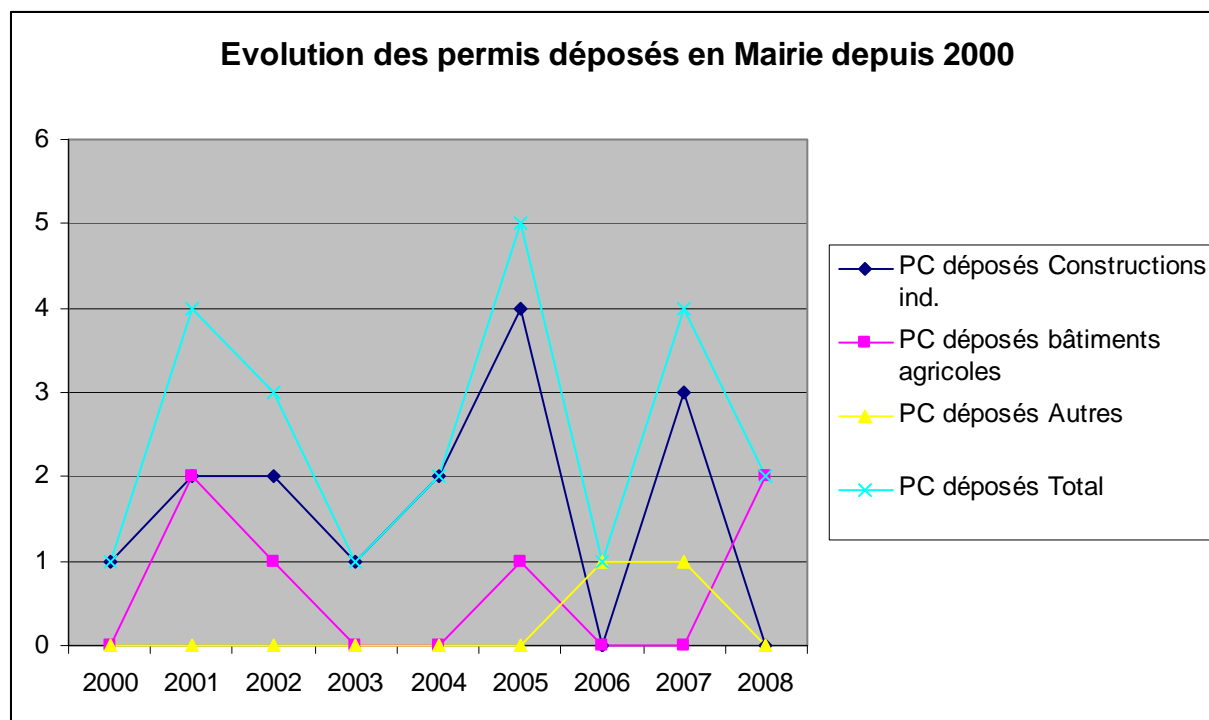
Le niveau de confort des logements est très globalement satisfaisant et reste dans les caractéristiques des communes du piémont oloronais.

Ainsi, en 1999, le taux de confort était le suivant :

- plus de 96 % des foyers disposait de baignoire ou douche, WC intérieur.
- **En 2007**, ce taux se renforce pour passer à plus de 99 % et ce par le biais des constructions neuves. Cependant, on note de réels progrès en matière de confort intérieur généralisé à l'ensemble du territoire.

### 3.6 : Evolution de la construction et des permis de construire depuis 1990 :

*Présentation de l'évolution des permis de construire sur deux périodes, de 1990 à 2001 et de 2002 à Nov 2008 (il s'agit là des permis déposés en mairie) :*



Sur 10 ans, la commune a répertorié 20 demandes de PC de maisons individuelles soit une moyenne de 2 / an, 9 demandes d'extension et 5 demandes de rénovation, 2 de bâtiments agricoles neufs, 11 d'extension et 1 demande en bâtiment à usage professionnel.

Par année, les constructions de maisons individuelles sont variables, avec une plus forte demande en 1994 et 1999 (3 et 4 par an). Cette demande baisse en 2000 à une maison. Les extensions sont à peu de choses près similaires. Les rénovations sont de l'ordre d'une par an avec une plus forte demande en 1999.

Les constructions neuves de bâtiments agricoles sont quasi inexistantes, en revanche, la population agricole effectue des extensions des bâtiments existants.

*Pour la période 2002 à 2008 :*

Sur 7 ans, la commune a répertoriée 14 PC répartis entre de l'habitation individuelle (12 maisons individuelles), un magasin pour vente directe (Boucherie Lespoune), et la création du bâtiment d'exploitation de la Centrale Béton.

Concernant les bâtiments agricoles, 4 PC ont été déposés et sont destinés à du stockage matériel ou de l'abri de bétail.

**Moyenne depuis 2000 : 1.67 constructions individuelles / an.**

---

## ***Les besoins en logements***

---

En tant que bourg rural d'équilibre, les ouvertures à l'urbanisation s'effectueront de la manière suivante :

- la possibilité de produire 130 logements, avec une enveloppe mobilisable de 2.5 Ha sous forme 1 AU et U (surfaces déjà classées mais non construites supérieures à 1 Ha, ou à renouveler).

Ces besoins nécessaires pour l'accueil résidentiel, par commune ont été calculés en tenant compte :

- des perspectives de croissance du Piémont Oloronais,
- des objectifs d'accueil déclinés par secteurs
- des barèmes de densité appliqués par secteur,
- des surfaces nécessaires pour la voirie publique (20%).

A noter que la commune a affiché dans ses projets de développement un objectif de reconquête démographique qui sera retranscrit dans les besoins en foncier qu'elle souhaite mobiliser.

#### **4. Les composantes de l'économie**

##### **4.1 : La population active :**

###### *Le taux d'activité et le chômage :*

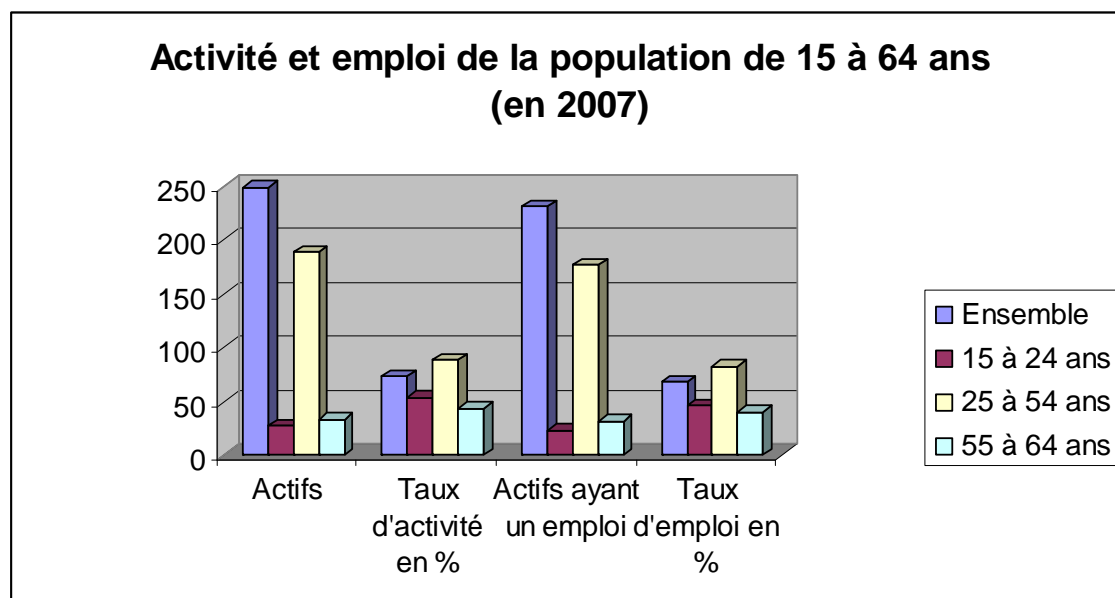
En 1999, la structure par âge de la population communale laisse apparaître une répartition assez dynamique de la population : la population active des 20 – 64 ans représente environ 45 % de la population totale de la commune. Malgré la baisse démographique, ce chiffre est conforté **en 2007** : la population active représente près de 48 % de la population totale.

En 1999, le taux d'activité<sup>4</sup> était de 68%. En 2007, on note une augmentation du nombre d'actifs, passant ainsi à 249. Le taux d'activité connaît aussi une hausse de 5 points, à 73 %.

En valeur absolue, la population active a augmenté entre 1982 et 2007 (217 à 249).

Le taux de chômage de 1999 est de 9.9 % (ce chiffre est inférieur au taux départemental qui avoisine les 12 %).

**En 2007**, le taux de chômage de 7.2 %. On note que ce taux est de 6 % sur le bassin d'emploi Oloron – Mauléon, fin 2007.

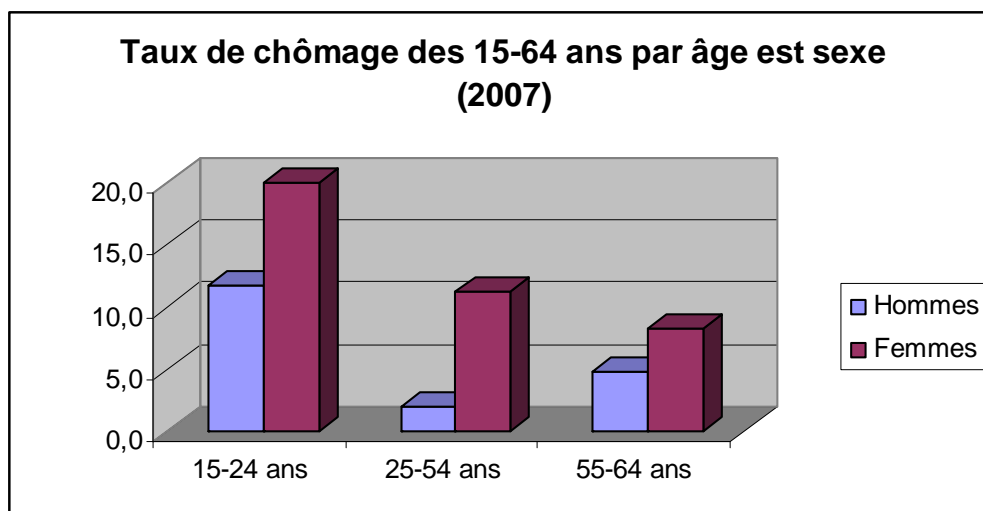


La classe d'âge 25 – 54 ans s'inscrit dans une dynamique d'emploi importante par rapport aux autres tranches d'âge : en effet, leur taux d'activité est de 88 % (15 -24 ans : 54 % / 55 – 64 ans : 43 %). Les moins de 25 ans et les plus de 55 ans sont plus fréquemment confrontés à

<sup>4</sup> Rapport entre la population active reportée à la population totale

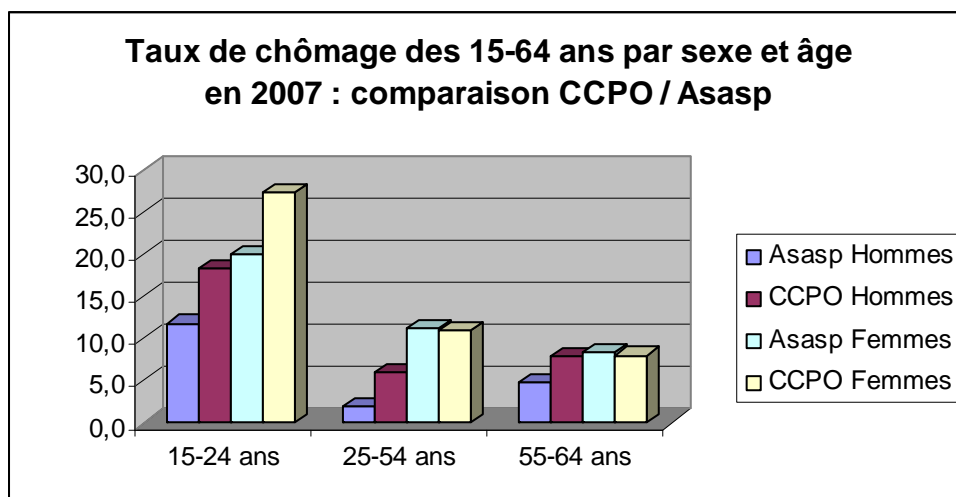


des situations de chômage (cf. part des actifs et nombre d'actifs). Cette situation est corroborée par le graphique suivant :



Les moins de 25 ans sont touchés par le chômage, et en particulier les femmes. Puis viennent les plus de 56 ans où les femmes sont aussi plus concernées par les femmes.

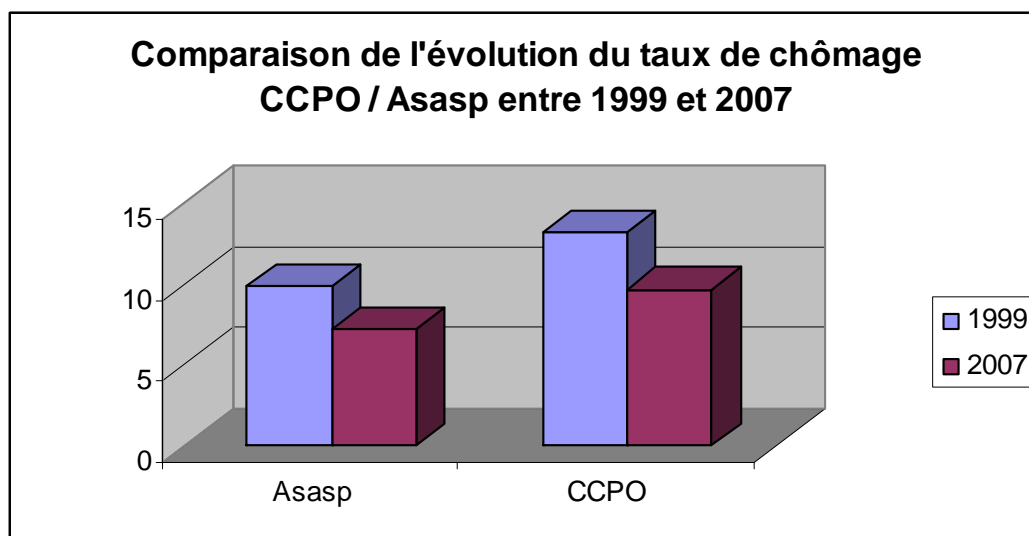
En comparant à l'échelle intercommunale :



**En 2007**, les femmes de 25 à 64 ans d'Asasp connaissent un taux de chômage identique au territoire de la CCPO ; les femmes de moins de 25 ans d'Asasp sont moins touchées par le chômage au regard des données globales de l'intercommunalité.

Quelque soit la tranche d'âge, les hommes sont moins touchés par le chômage à Asasp au regard de la situation sur le territoire de la CCPO en 2007.

Le tableau suivant confirme les données précédentes en comparant les évolutions du chômage au niveau local et intercommunal entre 1999 et 2007.



#### **4.2 : La répartition des actifs par secteurs d'activités**

**En 1999**, les actifs salariés représentent 174 personnes, soit 80 % des emplois. Cette proportion a augmenté depuis 1990, où elle était de 71 %.

Les actifs non salariés correspondent à 43 personnes en 1999 contre 64 en 1990. En 1999, la population active ayant un emploi non salarié correspond à 20 % des actifs occupés.

Depuis 1990, le nombre d'actifs non salarié a subi une diminution sensible puisqu'il correspondait à 64 personnes montrant une baisse de 33 %.

La répartition des emplois salariés en 1999, indique que 8.6 % sont des CDD, 69 % des CDI et 15 % sont de la fonction publique. L'emploi paraît donc être un emploi durable, à temps complet.

Pour ce qui est du travail non salarié, 51 % sont des travailleurs indépendants, 37 % des employeurs et 11 % des aides familiaux. Depuis 1990, le nombre d'aides familiaux a fortement chuté puisqu'il était au nombre de 32, et s'élève à 5 en 1999.

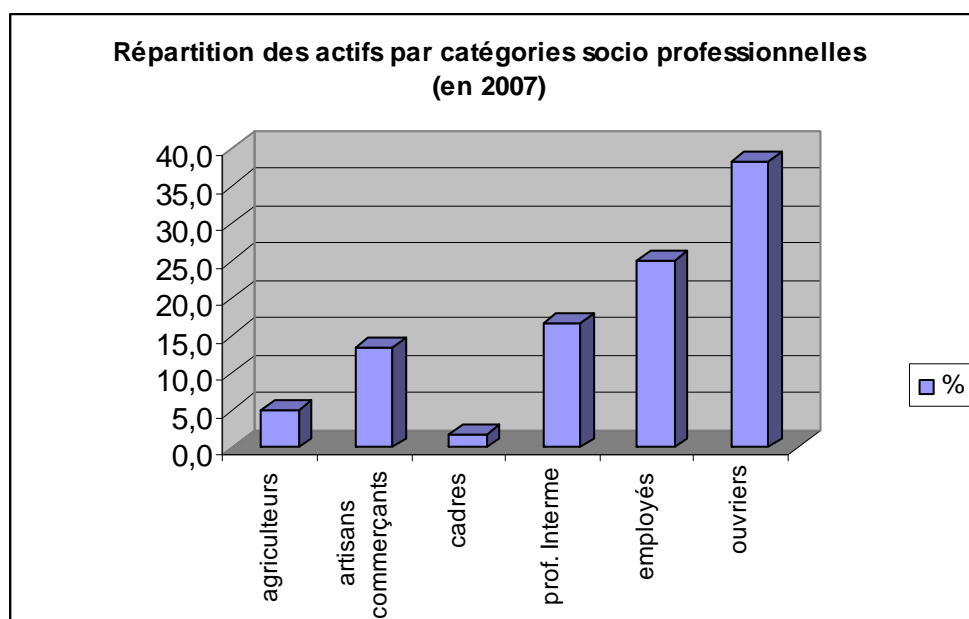
L'agriculture représente 8 % des actifs occupés en 1999 : elle constitue 28 % des emplois communaux, et 39 % des actifs non salariés.

En comparaison, en 1990, ce chiffre était de 5 % des actifs occupés. L'agriculture affiche un bon maintien face à ce phénomène de réduction de l'emploi.

**En 2007**, le nombre d'inactifs baisse par rapport à 1999, passant ainsi de 304 à 271. Ils se répartissent de la façon suivante :

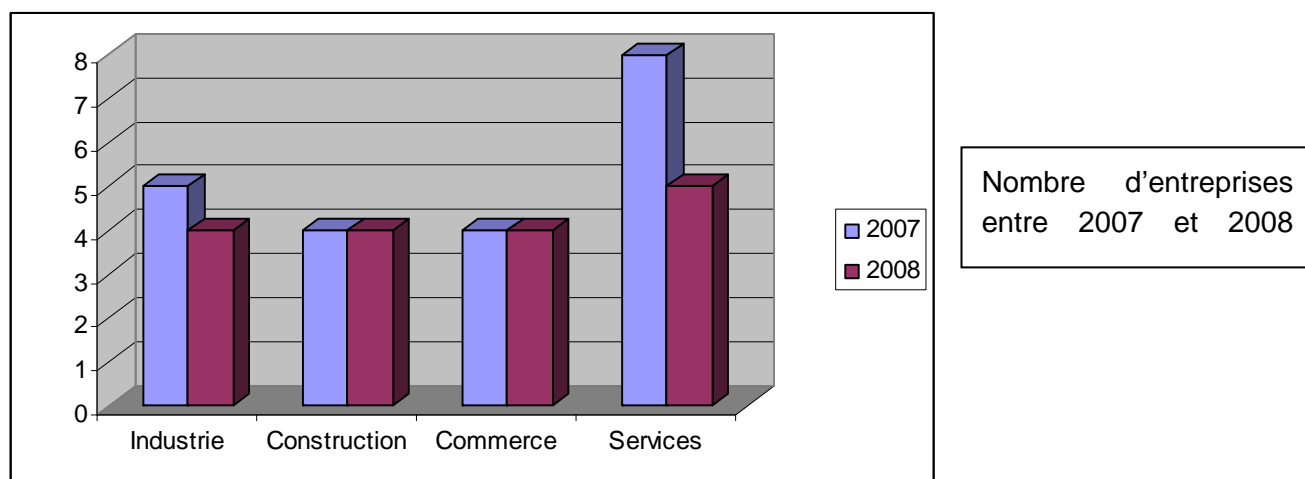
- le taux de retraités et pré retraités augmente depuis 1999 (20.5 à 22.9 %),
- le taux d'habitants scolarisés ou stagiaires est en baisse trahissant un vieillissement de la population

A cette même période, concernant les actifs, les agriculteurs représentent 5 % de l'ensemble des « actifs occupés ». Ouvriers, employés et professions intermédiaires sont toujours majoritaires sur la commune.



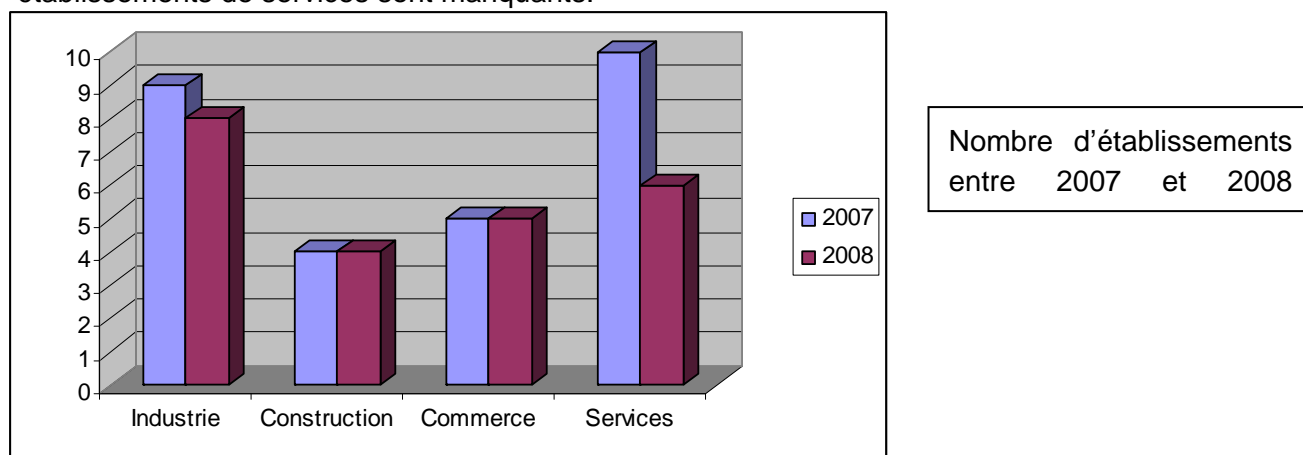
#### 4.3 : Démographie des entreprises :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, la commune d'Asasp Arros comptait 17 entreprises (sièges sociaux actifs) sur son territoire, en recul par rapport aux années précédentes (-15% entre 2000 et 2008, soit 21 entreprises en 2007).



Le secteur des services a particulièrement connu une baisse, avec 3 entreprises manquantes, bien que ce dernier reste dominant. Le nombre d'établissements (siège social non domicilié sur le territoire étudié) est plus élevé que celui des entreprises mais on note aussi une baisse depuis 2000.

En 2008, la commune comptait 23 établissements pour 28 en 2007 ; un site industriel et 4 établissements de services sont manquants.



La taille des établissements ne dépasse pas 19 salariés. On compte une grande majorité d'établissements sans salariés (entrepreneurs seuls).

Le secteur des services et de l'industrie est source d'emplois sur la commune. Le maillage des artisans est relativement bien structuré et en place pour offrir une certaine stabilité économique.

La commune a enregistré des créations d'entreprises dans l'année 2008 : 3 créations réparties entre la construction, le commerce et les services, dont deux en entreprises individuelles.

Mais le tissu reste cependant fragile même si des sites industriels relativement importants se trouvent sur la commune (carrières Daniel).

#### **4.4 : Les activités économiques :**

##### **4.4.1 : Les activités agricoles** (source RGA 1988, 2000, enquête terrain).

Deux types de structures géographiques se côtoient :

- une plaine agricole composée de grandes parcelles. Une telle structuration est propice à la culture céréalière : maïs, blé, orge.... Il s'agit aussi d'un lieu d'élevage avec des exploitations dédiées au cheptel bovin, ovin. Cette plaine se prolonge vers Agnos et au plus loin, Oloron.
- Un secteur vallonné composé de pacages, de forêts, de corps de ferme....

La commune d'Asasp – Arros est classée en zone défavorisée Montagne au titre de l'agriculture.

#### 4.4.2 : Le maintien des exploitations professionnelles :

- Le nombre total des exploitations :

Entre 1988 et 2000, le nombre d'exploitations passe de 33 à 27, soit une diminution de 18,2% (+ de 1.5% par an).

Un recensement récent effectué sur la commune dans le cadre du PLU porte à 16 le nombre des exploitations professionnelles ou non. La carte ci contre les situe sur le territoire communal.

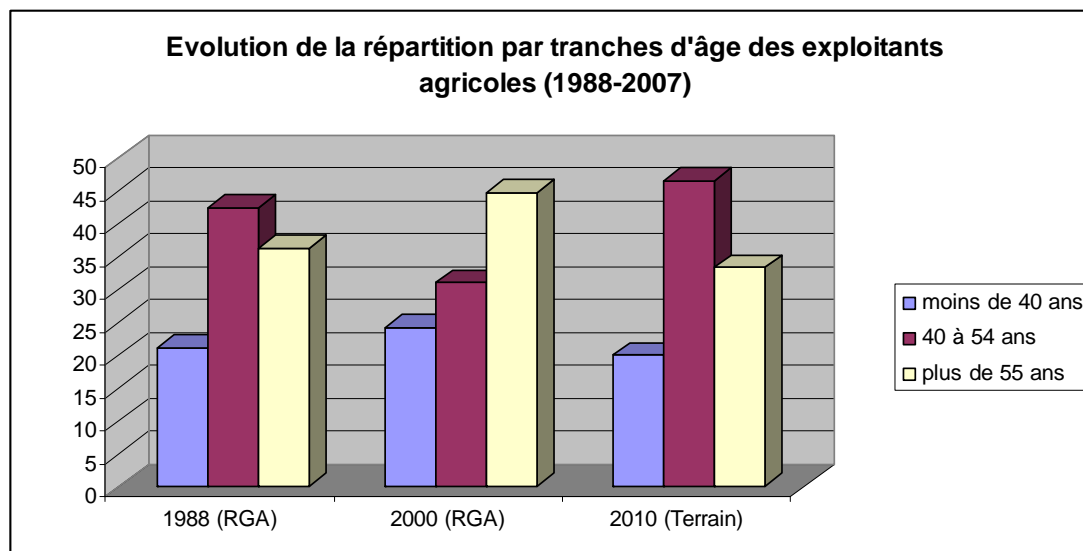
- Le nombre d'exploitations professionnelles :

Entre 1988 à 2000, le nombre d'exploitations professionnelles augmente d'une unité, de 13 à 14, retrouvant ainsi le chiffre de 1979.

L'évolution du nombre d'exploitations professionnelles indiquait donc une stabilité de ce tissu contrairement à l'évolution départementale caractérisée par une baisse constante de l'ordre de 1.3 % par an pour cette période.

En 2010, on note la présence de 11 actifs à temps complet, 2 doubles actifs (artisan et salarié), de 2 retraités et d'une cessation d'activité.

#### 4.4.3 : L'âge des exploitants



En 2010, près de la moitié des exploitants en activité ont majoritairement entre 40 et 54 ans (45%) ; la tendance s'inverse par rapport au RGA de 2000 où les plus de 55 ans étaient les plus représentés (env. 45 %). Cependant, le pourcentage des plus de 55 ans reste élevé : la



---

question des poursuites d'activités se pose, par des reprises dans le cadre familiale ou hors de ce champ.

Dans le recensement général agricole de 2000, il ressortait que les principales exploitations étaient tenues par des exploitants dont l'activité agricole n'était à ce moment, pas remise en cause par des départs à la retraite d'ici 10 ans, à l'exception d'une grosse structure dont la succession était encore incertaine. Ainsi, au total, sur l'ensemble des exploitations communales concernées par des retraites d'ici 10 ans, 6 exploitations sur 10 n'avaient pas de succession assurée.

Evolution de la situation entre 2000 et 2010 au regard d'un relevé de terrain :

- des sièges d'exploitations présents sur Arros : le rapport de présentation de la carte communale dénombrait 4 sièges d'exploitations et trois bâtiments agricoles. En 2010, un siège d'exploitation n'a pas été repris ; un bâtiment n'accueille plus de bétail mais du matériel agricole (de par sa position en limite entre espace urbain et agricole, les possibilités de réaffectation semblent possibles)
- des sièges d'exploitation présents sur Asasp bourg : en 2003, le nombre de sièges d'exploitation était de 6 et le nombre de bâtiments agricoles était de 18 (granges abritant du bétail). En 2010, un siège d'exploitation n'a pas été repris. On note une installation à proximité du bourg.
- Des sièges d'exploitation au Lagnos : le rapport de la carte communale indiquait 2 sièges d'exploitation et 8 bâtiments agricoles. en 2010, 3 sièges d'exploitation étaient recensés et on note une cessation d'activité.

En 2010, on notera la présence d'une EARL et d'un actif en GAEC (située sur Eysus)

#### *4.4.4 : Evolution de l'occupation des terres :*

En 2000, 27,8 % de la surface de la commune était utilisée comme surface agricole utile : 657 ha sur les 2359 ha du territoire communal.

Les exploitations professionnelles représentaient 91 % de la SAU des exploitations communales en 2000. En 1979, cette proportion était de 61 % alors qu'elle était de 60 % en 1988.

La taille des exploitations professionnelles avait augmenté de 30 % en 12 ans. Les surfaces en fermage avaient augmenté, et correspondaient à 26, 5 % de la SAU communale.

La SAU des exploitations ayant leur siège sur la commune était de 615 Ha en 2000 avec une taille moyenne de 23 Ha / exploitations en 2000.

Les surfaces en fermages, depuis 1979 avaient augmenté : 141 Ha en 1979, 138 Ha en 1988 et 163 Ha en 2000, soit respectivement 22 % de la SAU des exploitations communales en 1979, 24 % en 1988 et 26.5 % en 2000.

#### *4.4.5 : La typologie des activités agricoles :*

---

- Les productions animales :

Elevages bovins et brebis restent les activités dominantes depuis 1988. De 1988 à 2000, l'évolution des productions animales montrait une certaine stabilité à l'exception du cheptel ovin qui s'est développé.

*L'état du cheptel en 2000 :*

- Bovin viande : 375 têtes en 2000, contre 322 têtes en 1988. Stabilité du cheptel bovin viande
- Vaches laitières : 148 têtes en 2000 réparties sur 7 exploitations contre 174 têtes réparties sur 13 exploitations en 1988. stabilité du cheptel bovin lait.
- Vaches nourrices : 181 têtes en 2000 réparties sur 14 exploitations contre 166 têtes réparties sur 13 exploitations en 1988. Augmentation légère du cheptel vaches nourrices.
- Volailles : le cheptel correspond à une consommation familiale.
- Equidés : en 2000, il correspond à 75 chevaux.
- Porcs : en 2000, l'élevage porcin s'est fortement réduit en comparaison à 1988 ; il reste limité à la consommation familiale.
- Brebis mères : 589 têtes en 2000 réparties sur 4 exploitations contre 446 têtes réparties sur 5 exploitations (1988). Augmentation sensible du cheptel brebis.

**Evolution en 2010 :** un recensement terrain indique que :

- le cheptel bovin est composé d'environ 350 têtes
- le cheptel ovin est composé d'environ 775 têtes (dont une exploitation à 600 brebis au Lagnos)
- on compte une cinquantaine de chevaux : stabilité du cheptel
- peu de porcins (moins d'une dizaine) : idem que les recensements précédents, cela reste de l'élevage familial.
- autre production animale d'importance : la pisciculture à l'exploitation Carrère – Menat.

*Commercialisation du fromage de brebis :* vente directe à la ferme pour une exploitation sur Arros et une vente en saloir (à Lescar) et en direct pour une EARL. On notera aussi des montées en Estive vers Pyranère qui permet la production de fromage d'estive.

*A noter que,* l'ensemble de la commune est située dans l'AOC Ossau Iraty, concernant le fromage de brebis. Il existe d'autres labels sur la commune tel que le Label Rouge pour la viande bovine, la Charte Qualité pour le lait de Vache et le Label Agneau des Pyrénées.

---

#### 4.4.6 : La production végétale :

Lors du recensement général agricole de 2000, les exploitations communales spécialisées dans la culture du maïs étaient au nombre de 2 en petites structures. Par contre, une exploitation dont le siège est situé hors de la commune, exploitait une quarantaine d'hectares en maïs sur ARROS.

Les terres labourables constituaient une surface de 142 Ha (23 % de la SAU environ) en 2000 ; ce chiffre restant stable depuis 1988. Les productions étaient réparties de la manière suivante :

- Céréales : 24 % des terres labourables ( 34 Ha)
- 94 % de la SAU en superficie fourragère (574 ha)
- surface en herbe : 77 % de la SAU des exploitations communales (473 ha) en 2000.
- cultures fourragères (maïs fourrage et ensilage) : 11 % des superficies fourragères (65 Ha),
- Maïs grain et maïs semence : 34 Ha en 2000
- pas de jachères sur la commune.
  
- L'évolution de la main d'œuvre agricole :

En 2000, le RGA faisait apparaître la présence d'un salarié agricole, la main d'œuvre restant essentiellement familiale. En 2010, suite à un relevé de terrain, il semblerait qu'il n'y ait plus de salariés agricoles. Cela confirme que la main d'œuvre se structure dans le cadre familial uniquement. Les volumes de productions ne nécessitent pas d'emploi extérieur permanent.

**En 2000**, la double activité concernait 4 exploitations. **En 2010**, elle ne concerne que 2 exploitants (artisan et employé).

#### Perspectives et développement :

Un aménagement foncier lié à la mise en place de la déviation de la nationale pour éviter la traversée des villages a été réalisé et concerne les espaces de la plaine. Les parcelles agricoles liées aux exploitations en cessation d'activités sont parfois exploitées par des agriculteurs qui ne sont pas d'Asasp Arros (fermage, location).

On note une diversification des activités : ainsi, une exploitation dispose de 2 gîtes. Quelques bordes et bâtiments agricoles ont été transformés en habitat. Elles aussi sont parfois à l'abandon car plus en retrait et difficiles d'accès.

#### **4.5 : L'industrie :**

La commune ne présente pas de sites d'activités industrielles : ces activités se situent à Oloron. On peut noter la présence sur le territoire de trois carrières de calcaire.

**4.5.1 : L'artisanat et le commerce :****Commerce :**

Nom	Activités
ANTONIETTI Patrick	Pâtisserie
CAMAROT Germaine	Bar / tabac / restaurant / station - service
DAVANCENS Pierre	Boulangerie
CARRERE MENAT	Truites
NOUZEILLE Lucienne	Café
SARL LESPOUNE	Boucherie / charcuterie / conserverie

**Artisanat :**

Nom	Activités
ANTONIETTI Walter	Soudure
LOUSTAU Maurice	Maçon
ETCHEVERRY Joseph	Carreleur
MORA Bernard	Plombier
RIBERO	Peinture
CHAGUE J P	Garagiste
CAMSUZOU Claude	Garagiste
LIQUET Gilbert	Garagiste
Ets LABORDE	Carrière Dolomée
Ets DURRUTY	Carrière
Ets DANIEL	Carrière

**4.5.2. : Le tourisme :**

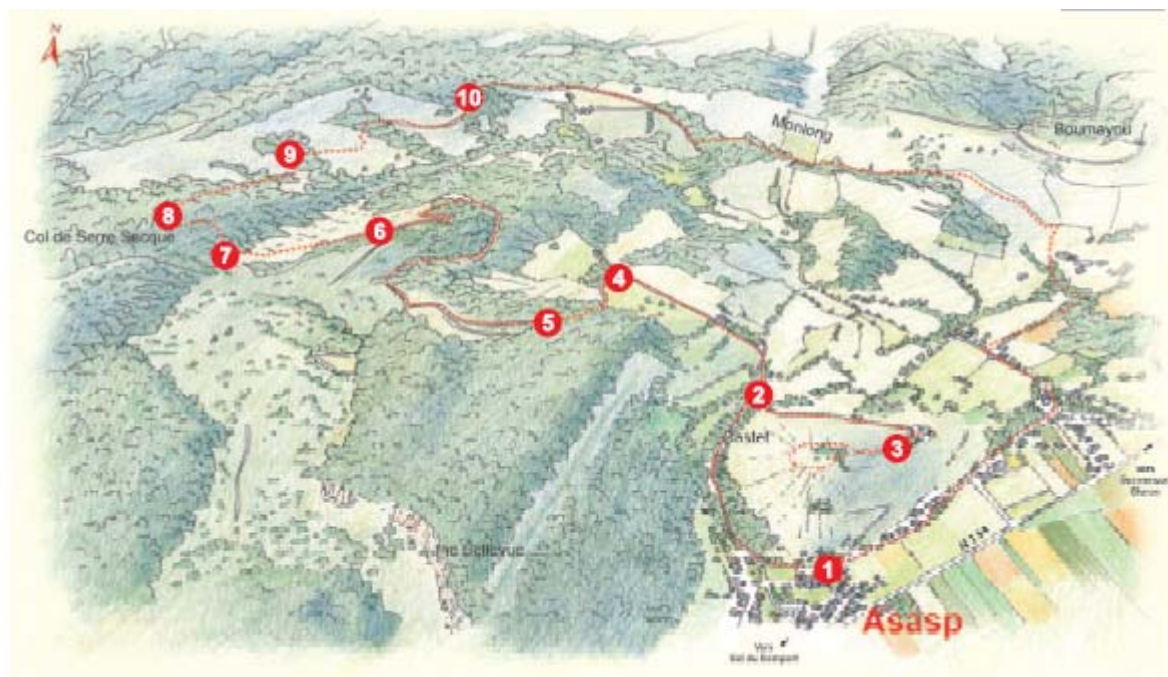
La commune d'Asasp Arros possède des éléments paysagers, architecturaux et patrimoniaux qui font l'attractivité du territoire. On peut considérer la commune, de par sa situation géographique, comme la porte d'entrée de la Vallée d'Aspe.

Cependant, l'hébergement touristique n'est pas suffisamment représenté. On compte à Asasp Arros (nov 2008) :

- 3 gîtes, (Dutter, Sabalot, Carrère Menat)
- 1 camping deux étoiles (40 emplacements de 100 m²) : camping les 4 saisons
- chambres d'hôtes (Dutter)
- pas d'hôtel.

De fait, la commune n'entre pas dans l'offre globale hôtelière du territoire du Piémont. Cependant, le tourisme vert est une activité sur laquelle Asasp Arros entend accompagner l'office de tourisme du Piémont oloronais. Ainsi, des tracés du **Plan local de Randonnée** s'inscrivent à Asasp en particulier, avec les thématiques suivantes :

- « Le Castet : la Vache Béarnaise » (Randonnée pédestre - Niveau Facile)



- « Bois de Bugangue » – VTC / VTT : une partie du sentier passe sur la commune mais dans un secteur isolé.

On peut noter la présence du lac artificiel dans le sud du centre bourg d'Asasp, qui pourrait être aménagé avec un chemin de découverte.

Historiquement, la commune est sur le chemin de St Jacques de Compostelle (ville étape au XVII<sup>e</sup> siècle) même si le chemin de randonnée GR 653 passe sur la commune voisine (coté Est). Ainsi, Asasp pourrait accueillir les pèlerins, qui empruntent la RN 134.

De l'autre coté du gave d'Aspe, la réouverture des thermes de Lurbe Saint Christau est un élément qui permettrait de développer le tourisme lié au thermalisme.

## **5 : Infrastructures, équipements du territoire**

### ***5.1 : Equipements publics***

L'ensemble des services publics tels que les pompiers, gendarmerie, impôts, Pôle Emploi, communauté de Communes se trouvent sur la commune d'Oloron. La Poste possède un bureau- relais dans le village d'Asasp.

Les structures d'accueil et de loisirs disponibles à Asasp – Arros sont les suivants :

- Une salle des fêtes,
- Une salle polyvalente
- Un terrain de rugby



- Un relais départemental de la bibliothèque (permanences 2 h 30 / semaine)
- Un fronton,
- La mairie (et salle annexe du conseil) et la mairie annexe d'Arros
- Un cimetière, face à l'église St Jean l'Evangéliste à Asasp.

### **5.2 : Edifices religieux :**

La commune compte deux églises : l'église Saint Jean l'Evangéliste à Asasp référencée au Moyen Age ; de même pour le cimetière.



L'église Saint Vincent Diacre à Arros. L'église St Jean l'Evangéliste à Asasp

### **Espaces publics :**

La commune est équipée de places aménagées face à l'école, entre la mairie d'Asasp et l'église. Il y a peu d'espaces verts publics, et la commune ne compte pas pour le moment d'aires de jeux.

### **5.3 : L'enseignement :**

La commune dispose d'un groupe scolaire situé dans le bourg d'Asasp, qui fonctionne dans le cadre du regroupement pédagogique entre Asasp, Escot et Lurbe, avec deux écoles regroupant 60 enfants dans la maternelle de Lurbe et le primaire à Asasp. L'école à Asasp dispose de locaux neufs. La capacité d'accueil des écoles reste compatible avec les effectifs actuels.

Les enfants du village d'Arros vont à l'école à Oloron ou Gurmençon. Pour le secondaire, les collégiens ont le choix entre Oloron ou Bedous ; et pour les lycéens, ils sont scolarisés à Oloron.

Un ramassage scolaire journalier est assuré vers Oloron (au titre du département comme Autorité Organisatrice des Transports Urbains).

---

En 2008-2009, la scolarisation des enfants se structure de la façon suivante :

- 71 enfants sont scolarisés sur le RPI dont 43 sur Asasp.

Ils ont à disposition une garderie et une restauration assurée par la cuisine centrale (CCPO).



Ecole d'Asasp

#### **5.4 : Associations communales**

Les associations communales sont les suivantes :

- ACCA d'Asasp Arros (association de chasse) :
- Association « Douma Noste vilatje » : activités : *Défense de droits fondamentaux, activités civiques / Environnement*
- Association des Parents d'élèves d'Asasp Arros
- Association de Gym d'entretien
- Association des anciens combattants
- Basket club du Haut Béarn qui réunit les villages d'Agnos et d'Asasp Arros
- Rugby ASAAR
- Comité des fêtes d'Asasp Arros
- « Asasp Animation » qui organise la chorale *Chorasane*

#### **5.5 : Les infrastructures de déplacements**

##### *5.5.1 : Les infrastructures routières :*

Le centre primitif d'Arros est traversé par un « chemin vieux » à l'est, qui pourrait bien être un tronçon de la voie romaine menant vers Sainte Marie ; et la partie récente s'étire sur la RN 134 : une courte rue longeant l'église les réunit. Au croisement de celle – ci avec le chemin vieux se trouve un calvaire, de facture romaine, avec un chapiteau incomplet corinthien, ainsi qu'une colonne de marbre vert retaillée à son sommet.

A Asasp, l'ancienne voie romaine passait par les hauts du village (rue d'en Haut), où l'on trouve des traces de maisons anciennes (cf Etat initial de l'environnement-occupation des sols).

---

La route dite « d'Oloron à Bedous » a fini par passer par le bas du talus entre village et Gave. Cette voie a pris le statut de route nationale dite RN 134.

- La RN 134

Il s'agit de l'axe routier principal de la Vallée. Il assure le trafic de transit en direction ou en provenance d'Espagne, mais il joue aussi un rôle de desserte locale. La RN 134 traverse tous les villages et hameaux de la zone d'étude (Gurmençon, Arros et Asasp).

Le trafic entre Arros et Asasp était de 4400 veh/j (en moyenne journalière annuelle) ; Les projections pour 2020 donnent 7000 véh/j.

Les derniers chiffres de comptage effectués en 2010 par la DIRA sont d'environ **1 960** Véhicules jour [moyennes journalière annuelle dans les deux sens (sur PR 78 + 210/ sortie d'agglomération sud d'Asasp et le carrefour RD 918 Issor, Arette )].

On notera une pointe de trafic pendant la période estivale lié à l'attrait touristique de certains sites de la Vallée d'Aspe (plus de 2000 véhicules / jour entre Juin et septembre).

La RN 134 a été classé en route nationale (classe 4), avec toutes les fonctions qui en découlent notamment pour :

- l'organisation des interventions prévisibles de viabilité,
- la prise en compte de perturbation non prévue,
- une aide aux déplacements de l'usager.

- Le projet de déviation de la RN 134 (cf. annexes) :

La RN 134 est un axe accidentogène dans la totalité de son parcours. Sur la commune d'Asasp, on note des accidents dans la traversée du bourg (camions percutant des constructions).

L'aménagement de la section Gurmençon – Asasp entre dans le cadre de la modernisation de la RN 134 entre Oloron et le Somport. Il se fait en deux sections : déviation de Gurmençon et déviation d'Asasp. La DUP de cette déviation a été prononcée par arrêté préfectoral du 7 septembre 2001, prorogé le 9 juin 2006 et l'arrêté d'autorisation loi sur l'eau a été pris le 7 janvier 2008.

Sur la commune d'Asasp – Arros, le tracé du projet traverse donc le plateau d'Ouest en Est en direction du Gave d'Aspe. Il longe ensuite la crête du plateau qui surplombe le Gave. Et va longer ce dernier jusqu'au sortir du village d'Asasp. La déviation prend par un aménagement du croisement avec la RD 918 en direction d'Issor.

Ce tronçon est long de 4 km 4.

*Conditions d'exploitation du projet et déclassement de la RN existante.*

Le classement en route nationale devrait s'appliquer à la future déviation; la voirie entre Arros et Asasp (actuelle RN 134) devrait être déclassée au profit du Conseil Général des

Pyrénées Atlantiques. Le tronçon de la RN 134 actuelle allant du sud d'Asasp et jusqu'à la Route d'Issor, devrait être transférée à la commune.

- La voirie départementale :

Outre les voies communales et autres accès riverains, se greffe sur la RN 134, la RD 918 en deux endroits : d'une part à Asasp (liaison de la rive droite du Gave d'Aspe et Lurbe St Christau), et d'autre part au droit de la centrale électrique d'Asasp (route d'Issor).

- Les passages sur le Gave d'Aspe :

Ceux –ci s'effectuaient d'abord par un gué sur le Gave, surveillé par le « castéra », et mentionné encore par l'ingénieur Thierry en 1686 : il est situé au sud à la fois d'Asasp et de Lurbe, au niveau d'une sablière. La voie romaine du col du Somport à la cité d'Iluro (Sainte Marie d'Oloron) changeait là de rive en venant du défilé de la Pène d'Escot.

La nouvelle route ouverte en 1756 par l'Intendant Mégret d'Etigny (1751-1767) et baptisée « chemin royal de la vallée d'Aspe » (l'actuelle RN 134), franchit le Gave dès le pont d'Escot.

Au Moyen-âge, une simple passerelle en bois située un peu plus en amont et dénommée « la bigue d'Aspe » permettait aux piétons de rejoindre Lurbe en évitant le gué, alors que cavaliers, voituriers et charretiers devaient continuer de l'emprunter. Oloron s'étant toujours opposée à la construction d'un pont qui aurait trop favorisé sa rivale Sainte Marie, la ville de l'Evêque, en détournant une partie du trafic. Le pont actuel, qui a doublé un ouvrage plus ancien édifié à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur piles de pierre et surmonté d'un tablier métallique, porte encore ce nom de « bigue ».



Photo : Pont de la Bigue

Ligne SNCF (Oloron Canfranc)



La ligne SNCF Oloron – Canfranc traverse la commune sur sa partie Est, le long de la rive droite du Gave d'Aspe. Le fonctionnement de cet axe s'est arrêté en 1970. La gare se situe à Lurbe St Christau : pour parvenir au village d'Asasp, il suffit de traverser le Pont de la Bigue ; le bourg n'ayant pas d'arrêt.

Photo : Voie SNCF et maison du garde barrière

A Arros, la voie traverse par le territoire communal par un pont au dessus du Gave ; le bourg d'Arros n'a pas d'arrêt sur son territoire

Photo : Pont SNCF à Arros



L'emprise de la ligne entre Oloron et Bedous a été nettoyée dans le cadre d'une réhabilitation et d'une réouverture programmée par la Région Aquitaine en charge des transports de voyageurs régionaux (TER). Ainsi, cela pourrait permettre d'apporter des perspectives de desserte du village d'Asasp pour des mobilités pendulaires (domicile – travail / domicile – école), ainsi que saisonnières (tourisme).

#### *5.5.2 : Divers déplacements : voirie piétonnière, cyclable*

##### *5.5.2.1. : Les réseaux :*

Les réseaux d'assainissement collectif et d'eau potable ainsi que les dispositifs d'assainissement non collectif sont traités dans un document annexe dit « *annexes sanitaires* ».

La couverture ADSL de la commune est partielle sur la commune, ne concernant que les habitations le long de la RN 134 (principalement dans les bourgs d'Asasp et d'Arros) et la RD 918 en direction de Lurbe : il s'agit d'une desserte Voix + Internet ADSL par cuivre (10-50 Mb/s) et TV par satellite.



**6. : Contraintes de développement de la commune*****6.1. : Les servitudes d'utilité publique :***

PM1	Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé le 11/10/2017	Périmètres de protection autour des chutes de blocs, de crues torrentielles et de mouvement de terrain	Secteurs soumis en fonction de la localisation des aléas	
AS 1	Conservation des eaux	Captage des eaux potables	Source Jean Petit (Lagnos)	
I 2	Energie hydraulique	Usine et Périmètre de protection de l'usine	EDF / GEH Adour et Gaves	Décret de début de concession : 20/09/1957 Fin de concession : 31/12/2035
I4	Canalisation électrique		Asasp – Marsillon : 63 Kv Asasp – Bidos : 63 Kv Asasp – ESQ5 : 63 Kv	
PT 1	Télécommunication	Centre de réception radioélectrique	Oloron Ste Marie / Soubielle	Date de mise en service : 08/09/1967. TDF DO Toulouse
PT 2	Télécommunication	Centre radioélectrique d'émission et de réception	Oloron Ste Marie / Soubielle	Date de mise en service : 05/01/1968. DO5
T 1	Servitude relative au chemin de fer	Voie ferrée	Ligne Pau – Canfranc	

### Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) :

La commune d'Asasp-Arros comprend un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de chute de blocs, de crues torrentielles et de mouvement de terrain approuvé par arrêté préfectoral le 11 octobre 2017.

Intégration au Plan Local d'Urbanisme (PLU) :

L'article L. 562-4 du Code de l'environnement indique que le PPRN approuvé vaut servitude d'utilité publique. Conformément aux articles L. 151-43 et L. 153-60 du Code de l'urbanisme, le PPRN est donc annexé au PLU d'Asasp-Arros par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme, ici, la Communauté de Communes du Haut-Béarn.

Présentation synthétique du zonage :

Le PPRN délimite différentes zones pour lesquelles sont définies des règles spécifiques qui s'imposent aux règles du PLU.

Cette cartographie réglementaire est constituée de 3 zones réglementées :

- Une zone rouge **R** correspondant aux zones d'aléas moyen-fort d'inondation par débordement du Gave d'Aspe et du Lourdios ;
- Une zone rouge **Re** correspondant aux zones concernées par le phénomène de mouvement de terrain d'aléa moyen et fort qui pourront être concerné par un risque d'inondation par le gave d'Aspe ;
- Une zone **verte** correspondant aux secteurs inondables du bourg d'Arros en aléas d'inondation par écoulement diffus où l'urbanisation déjà présente est en phase d'achèvement, et où sont présents les enjeux fort de développement économique.

Enfin une zone **blanche** est en l'état des connaissances actuelles, une zone pouvant recevoir des aménagements. Cependant, pour les zones blanches situées à proximité des terrains soumis au zonage Re, certaines prescriptions seront à respecter.

**Le PPRN est intégré en annexe du PLU d'Asasp-Arros, en partie 1 « Servitudes d'Utilité Publique » page 5.**

Autres éléments affectant l'occupation des sols.

### Bois et forêts :

Il existe sur la commune des bois et forêts soumis au régime forestier.

### Information de la DRIRE :

- Présence de carrières en exploitation sur la commune :
  1. une carrière de calcaire exploitée par la société Carrières et Matériaux d'Asasp aux lieux dits « Canton de Hourcq » et « Lacoste ».
  2. deux carrières exploitées par la Société Carrières Daniel SARL au Lieu dit Lacoste (carrière de Calcaire) et au lieu dit « Bisarce » (carrière de Dolomite)

### Les zones inondables

Selon l'étude STUCKY, un secteur est sujet à des inondations et devra faire l'objet de précautions. Ce secteur correspond toutefois au projet de passage de la déviation de la nationale.

Depuis, le PPRN approuvé le 11/10/2017 a défini un nouveau zonage correspondant aux aléas identifiés. Les plans sont disponibles en annexes.

### Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF) et Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Le territoire d'Asasp est concerné par :

- une ZNIEFF de type I : *Le massif calcaire du trône du roi* (n° 6606 – 0004), décrite en 1987. Sa superficie est de 810 ha et son altitude varie entre 319 et 1266 m.
- trois ZNIEFF de Type II :
  - a. *Le réseau hydrographique du gave d'Oloron et de ses affluents* (n° 6696), décrite en 1989. Sa superficie est de 12700 ha et son altitude varie entre 10 et 1800 m.
  - b. *les massifs forestiers et landes de Bugange et de Labaig* (n° 6639), décrite en 1988. Sa superficie est de 2780 ha et son altitude varie entre 220 et 765 m.
  - c. *la Vallée d'Aspe* (n° 6606) décrite en 1973 et 1987. Sa superficie est de 49150 ha et son altitude varie entre 325 et 2606 m.
- ZICO : Eth Turon des Aureys (FR7212007) : la liste des oiseaux à protéger est indiquée en annexe du présent dossier.

### NATURA 2000

Il a été porté à connaissance de la commune la présence de la zone de protection spéciale suivante :

- Site NATURA 2000 éligible comme SIC (site d'intérêt communautaire) : le Gave d'Oloron (cours d'eau) et marais de Labastide – Villefranche (FR 7200791)
- Site NATURA 2000 éligible comme SIC (site d'intérêt communautaire) : Massif du Layens

### Sites archéologiques

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) indique la présence de 7 sites archéologiques, dont trois présentent un intérêt de protection, de mise en valeur et de requalification pour des motifs d'ordre culturel et historique. Aussi, la réalisation de toute construction, ouvrage ou travaux portant atteinte au sous-sol devra être interdite (Liste 1).

Il s'agit des sites suivants :

- Enceinte protohistorique de Gouroues

- 
- Motte castrale médiévale d'Arripe
  - Vestiges d'une enceinte médiévale au Castets d'Asasp

La liste 2 indique les zones dites sensibles :

- les tertres protohistoriques du Pic de Boumayou
- l'église, le cimetière, l'abbaye laïque et la maison forte (datant du Moyen Age) dans le Bourg d'Asasp.
- La maison médiévale, Labaig et Lafargue
- Les traces d'occupation antiques à Arros.

### Risques sismiques

La commune d'Asasp est classée en risque modéré (4) dans la nouvelle nomenclature relative au décret du 22 Octobre 2010. Ce dernier précise les règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « normale » précise pour chaque type de bâtiment, équipement ou installation les règles à appliquer et ce depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011. Elles prennent désormais en compte les dernières avancées scientifiques et le nouveau code européen de la construction parasismique, l'Eurocode 8.

Depuis, le PPRN approuvé le 11/10/2017 a défini un nouveau zonage correspondant aux aléas identifiés. Les plans sont disponibles en annexes.

### Risques d'éboulement

La commune d'Arros est concernée par un phénomène d'éboulement des falaises en bord du méandre du Gave d'Aspe. Aussi, une étude a été réalisée en 2008 par la CIBAMAR (université de Bordeaux) établissant les zones de risques selon les effondrements et reculs observés :

- Risque fort.
- Risque moyen

Ce risque est pris en compte dans le PLU et traduit dans le zonage réglementaire.

Depuis, le PPRN approuvé le 11/10/2017 a défini un nouveau zonage correspondant aux aléas identifiés. Les plans sont disponibles en annexes.

### Risques de retrait gonflements des sols argileux

La commune d'Asasp Arros est concernée par le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Le BRGM indique un niveau d'aléa qualifié de faible à moyen. La commune intègre dans les annexes de son PLU les informations relatives à ce risque, transmis dans un courrier en date du mois de février 2010. Cependant, la commune n'a pas connu d'arrêt de catastrophe naturelle concernant ce risque.

**2<sup>ième</sup> partie**  
**Exposé des choix retenus**



## **1. Les choix retenus pour l'élaboration du projet d'aménagement et de développement durable**

### **1.1 : Définition des enjeux de développement territorial**

Le diagnostic territorial a permis la mise en perspective de différents thèmes pour dégager des enjeux de développement afin de donner des **orientations de développement du territoire communal pour les prochaines années.**

#### *Une croissance mesurée du nombre de logements qui ne répond pas à la demande locale :*

Les phénomènes de desserrement des ménages font que le nombre de construction reste en hausse, mais la rapidité de croissance a été moindre que sur les communes riveraines. La carte communale en 2005 n'a pas été le levier de développement de l'habitat comme énoncé dans le PADD. En effet, la commune avait comme objectif suivant :

*« La commune souhaite maintenir sa population voir même d'attirer les jeunes, en tentant de regagner la population perdue depuis 10 ans, soit 10 %, soit une soixantaine d'habitants ».*

La commune ne disposait pas de foncier mobilisable permettant de programmer des opérations de construction, et la rétention foncière privée a, *in fine*, été plus forte que prévue au moment de l'élaboration de la carte communale. Cette dernière prévoyait un taux de rétention foncière aux environs de 2 / 2.25. Les raisons de ce blocage peuvent être attribuées :

- au manque de réseaux (Eau potable / assainissement collectif / voirie) sur certains secteurs et qui n'ont pas permis de classer les sites « stratégiques » en zone constructibles dans la carte communale : les parcelles entre le stade et le centre bourg d'Asasp par exemple,
- A la protection des terres remembrées dans le cadre de l'aménagement foncier pour la modernisation de la RN 134 entre Asasp et Arros : ces parcelles ont été intégrées logiquement dans la zone agricole, puisque le projet empiétait sur le foncier agricole de la plaine d'Asasp,

Dès lors, la commune prend le parti de renforcer sa trame urbaine, ce que la carte communale n'avait pas nécessairement pris en compte. Il s'agit pour la commune de formuler un projet de territoire en adéquation avec le positionnement de Bourg rural d'équilibre de la Commune d'Asasp Arros dans le SCOT.

L'enjeu du maintien démographique et de l'attractivité du territoire se posait hier, dans la carte communale, et se pose encore actuellement, lors de l'élaboration du PLU : les jeunes ménages sont souvent au stade du projet d'acquisition d'un logement individuel ou de la construction neuve dans leur parcours résidentiel. La difficulté d'accession au foncier constructible est préjudiciable pour la démographie de la commune : baisse du taux de natalité, par exemple, qui aura des répercussions sur la fréquentation de l'école et des équipements publics locaux.

---

La commune a ainsi enregistré des demandes de jeunes issus des villages pour s'installer durablement. L'enjeu est de répondre à ces demandes, participant ainsi à la reconquête démographique affichée par la commune.

*Les modifications du cadre de vie liée à la création de la déviation des bourgs d'Asasp et d'Arros et autres infrastructures de déplacements :*

La commune est donc traversée par un axe de transit international (RN 134), à fort trafic, dont les effets (nuisance, sécurité routière, trafic) ont été développés précédemment. Le projet de modernisation de la RN 134 par la création de déviation des bourgs d'Arros et d'Asasp permettra d'appréhender différemment le cadre de vie des habitants, avec une diminution de la circulation des poids lourds et voitures. Il existe alors des opportunités de reconquête de secteurs de la commune qu'il n'était jusqu'à présent pas opportun d'ouvrir à l'urbanisation : les parcelles entre le stade et le Centre bourg d'Asasp, ainsi que celles en vis-à-vis. De fait, le projet de déviation permet de classer en secteur à urbaniser (AU), ces parcelles sur Asasp, ainsi que des parcelles en vis-à-vis de la mairie d'Arros.

*- L'opportunité de la déviation d'Asasp Arros pour le développement économique :*

La commune d'Asasp Arros possède un tissu économique structuré et composé d'artisans, de commerçants qui couvre une diversité de secteur (alimentaire, services, mécaniques, productions industrielles, agricole, etc). Aussi, le projet de déviation affichant une desserte d'Asasp par l'Est, en amont du Pont de la Bigue, peut être un moteur de maintien et de développement des activités économiques sur la commune. Il se fera dans un espace structuré telle une zone d'activités, déjà envisagée dans la carte communale, mais dont la superficie sera doublée par rapport au projet précédent.

En général, ces entreprises et ces services de proximité sont autant d'éléments attractifs pour la population. De fait, le maintien et le développement de ces services permet aussi de voir se réduire les déplacements vers Oloron.

La présence d'une activité d'extraction de matériaux marque à plusieurs égards la commune : que ce soit en terme de paysage, de trafic routier et surtout d'économie. Aussi, il s'agit, par le PLU, de pérenniser cette activité mais aussi de protéger la population des nuisances que cette dernière peut engendrer, en classant les 3 sites d'extraction en zone naturelle destinée à cette seule activité (Ny).

*La place prépondérante de l'activité agricole :*

L'agriculture est une activité importante sur la commune d'Asasp Arros, où l'on trouve 13 sièges d'exploitations toujours en activité (estimation enquête terrain 2010). Pour les exploitations (sièges, bâtiments) insérées dans le tissu urbain existant (5 à Asasp et 2 à Arros), il ne sera possible d'effectuer que des mises aux normes. Aussi, dans la logique du SCOT et dans celle de la prise en compte des règles sanitaires départementales (RSD), les possibilités d'installations de stabulation ou d'autres bâtiments nécessaires à l'activité se

---

feront en recul de la zone urbaine, et ce dans la zone agricole instaurée à cette effet dans le PLU.

Cette zone recouvre aussi le foncier voué à la pratique agricole et qui constitue la trame du secteur à fort potentiel productif identifié dans le SCOT allant de Moumour à Asasp. Ainsi, le développement de la commune prend en compte ces espaces agricoles afin de pérenniser les sites de productions existants (terres agricoles, de pacage, bâtiments d'élevage....).

#### *Une volonté de protection de la biodiversité*

La présence des éléments paysagers, mis en avant dans l'état initial de l'environnement, participe d'autant plus à la réflexion sur une nécessaire protection.

La commune souhaite protéger ces espaces naturels de l'urbanisation en les classant en zone naturelle, où seules les extensions mesurées, des changements de destinations ou encore des reconstructions à l'identique seront possibles.

Cette protection est renforcée par la présence de zonages particuliers : sites classés NATURA 2000, ZICO (zone protégée pour la migration et la reproduction des oiseaux).

Ces derniers seront protégés de manière stricte par un classement en zone naturelle ne permettant aucunes possibilités de constructions (Nz). Le sous secteur Nz couvre donc le sud de la commune sur le Turon des Aureys, les berges du Toupiette, une partie de celle du Gave d'Aspe.

#### **1.2. : Le contexte réglementaire :**

D'autre part, le contexte législatif et réglementaire a évolué. Le Plan local d'urbanisme d'Asasp Arros doit prendre en compte :

- les dispositions de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain de 2000, qui crée les PLU,
- les dispositions de la loi Urbanisme et Habitat de 2003,
- la modification du régime des autorisations d'urbanisme en 2007, qui crée de nouvelles dispositions en matière de permis et déclarations.
- les différentes lois sur un engagement national pour l'habitat (loi Borloo et loi Boutin) ou encore pour l'environnement (Grenelle 1).

#### **1.3. : Les enjeux de développement de la commune d'Asasp Arros**

Suite au diagnostic socio-économique, environnemental, les objectifs de développement sont les suivants :

- ⇒ **Trouver le juste équilibre entre développement urbain en partage avec les terres agricoles et maintien de l'intégrité des paysages et de la continuité des espaces naturels en général.**
- ⇒ **Appuyer le développement résidentiel d'Asasp Arros en tant que bourg rural d'équilibre afin de conforter la commune dans cette nouvelle fonction, et ce en permettant une dynamique démographique (maintien de la population et implantation de nouveaux habitants).**

- 
- ⇒ **Accompagner le développement urbain de manière durable et empreinte de qualité en créant des liens entre les différents quartiers de la commune, anciens et nouveaux, de privilégier d'autres formes de déplacements que l'automobile (élargissement de la desserte TER jusqu'à Lurbe),**
  - ⇒ **Maintenir la structure des divers secteurs d'activités présents sur la commune en s'appuyant sur le projet de déviation.**

*13.1. Trouver le juste équilibre entre développement urbain, maintien des terres agricoles et de l'intégrité des paysages et des espaces naturels en général.*

Dans le document d'urbanisme approuvé précédemment, 98 % de la surface du territoire communal a été classé en zone où les constructions ne sont pas autorisées à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les extensions de la commune se sont plus ou moins avancées dans les espaces dédiés à l'activité agricole. L'habitat dispersé sur la commune existe peu et se limite surtout au quartier du Lagnos. Il a de plus été longtemps adossé à une activité agricole : corps de ferme, granges.

Il est nécessaire pour maintenir le caractère rural de la commune et pour protéger les espaces naturels du mitage de :

**- Conserver l'intégrité des espaces agricoles**

Les productions agricoles dans la commune d'Asasp Arros sont les suivantes : céréales (maïs, blé...), élevage (ovins, bovins, pisciculture), que ce soit au sein de structures importantes ou de l'élevage familial. Elles se situent dans la plaine agricole entre Gurmençon et le bourg d'Asasp, dans les collines de Labaig et au Lagnos. Il s'agit donc conserver ces terres à fort potentiel productif et support de l'activité agricole dans les secteurs identifiés, de la manière suivante :

- en ne permettant pas le mitage dans les écarts par l'ouverture de zones constructibles,
- en limitant les ouvertures à l'urbanisation en renforcement des deux centres bourgs,
- en identifiant les secteurs de la commune où des protections particulières pour l'activité agricole seront édictées : possibilité de construire uniquement des bâtiments liés et nécessaires à l'activité agricole.

**- Renforcer la présence des espaces naturels :**

- par la non constructibilité dans les ZNIEFF de type I, ainsi que des secteurs NATURA 2000, comme les berges du Gave d'Aspe et le réseau hydrographique qui lui est rattaché ou encore le Massif du Layens.

- Par le maintien d'une « trame » naturelle sur les bords du Gave d'Aspe afin de limiter l'urbanisation en direction des zones inondables et ainsi de protéger les populations de ce risque.

*1.3.2. Appuyer le développement résidentiel d'Asasp Arros en tant que Bourg rural d'équilibre en permettant une dynamique démographique (maintien de la population et l'implantation de nouveaux habitants).*

### **La capacité d'accueil démographique :**

La commune d'Asasp Arros connaît une déprise démographique régulière depuis les années 90 : la commune a perdu environ 76 habitants entre 1990 et 2007, soit environ plus de 4 habitants par an pendant cette période.

Les raisons de départs ne sont pas identifiées mais elles peuvent être multiples : manque de foncier disponible, d'activités professionnelles, etc.

Les mouvements démographiques sur la commune ont souvent été le fait de migration et apparaissent fortement sur les rythmes de croissance qu'ils soient positifs ou négatifs.

La croissance du nombre de logements et de ménages se fait sur un rythme quasi identique mais en recul par rapport à des communes comme Agnos ou Gurmençon. De fait, plusieurs scénarii peuvent se dessiner :

- un scénario, au fil de l'eau : le recul démographique se poursuit et la commune se base sur les superficies ouvertes à l'urbanisation dans la carte communale.
- Un scénario volontariste où la commune d'Asasp Arros tend à renverser la tendance de la baisse démographique par des superficies d'ouverture à l'urbanisation en rapport avec les besoins démographiques que nécessitent le positionnement en tant que Bourg rural d'équilibre, soit une hausse de population d'environ 150 habitants réparti sur les deux bourgs à hauteur de
  - o **120 habitants sur Asasp**
  - o **30 habitants sur Arros.** Arros est en position intermédiaire entre Oloron et Asasp et ne doit pas être un contrepoids au développement du bourg d'Asasp.

Pour répondre à ce « défi » démographique, la commune peut disposer d'une enveloppe maximale de 25 ha de surfaces urbanisables, avec un facteur de rétention foncière de 2.5. Cela permettrait de pourvoir à la réalisation d'environ 130 logements, comme inscrit au SCOT (prescription B3-1 : réduire la consommation foncière »).

*1.3.3. : Accompagner le développement urbain de manière durable et empreinte de qualité en créant des liens entre les différents quartiers de la commune*

### **La forme urbaine :**

La commune d'Asasp Arros est constituée de deux centres bourgs, marquée par une forme urbaine caractéristique où le bâti ancien béarnais se positionne à l'alignement de l'espace



---

public. Les constructions sont souvent des maisons béarnaises constituées de corps de ferme, de granges et parfois de maisons bourgeoises du milieu du 19<sup>ième</sup> siècle.

Sur Asasp, en particulier, les constructions se sont implantées sur le talus, avec cette même forme urbaine, à l'alignement de l'espace public.

Les extensions contemporaines se sont inscrites en continuité de l'existant, souvent en vis-à-vis des bourgs, de l'autre côté de la RN 134 qui marque un effet de coupure lors des traversées de villages.

Cependant, ces extensions ont quelques peu « appauvries » la relation entre les espaces publics et privés : en règle générale, les opérations de constructions se traduisent par des pavillons posés au milieu des parcelles, et dans un lotissement imperméable aux échanges extérieurs : impasses, peu d'espaces verts....

L'objectif du PLU est donc d'éviter les situations d'urbanisation qui dénatureraient le patrimoine architectural existant dans les centres bourgs en encadrant la restauration ou les constructions neuves dans les dents creuses : cela passe par l'identification d'une zone précise dans laquelle se porteront des prescriptions sur le bâti.

*Outre la forme urbaine*, le statut du « locataire » doit être favorisé dans les propositions d'urbanisation car il s'agit très souvent d'une transition dans le parcours résidentiel des individus : avant d'être propriétaire de sa maison, on est souvent amené à être locataire d'un logement (maison ou appartement).

L'enjeu sur Asasp Arros est important puisque les personnes originaires de la commune souhaiteraient rester mais disposent difficilement, soit d'un logement immédiatement habitable (location, construction individuelle existante et disponible), soit du foncier adéquat pour faire aboutir un projet immobilier. La commune affiche la volonté de maintenir les Asaspois sur la commune mais aussi d'attirer de nouveaux habitants par l'intermédiaire de son PLU, en développant une diversification de l'habitat :

- en proposant des formes d'habitats différents qui pourront satisfaire à l'ensemble des demandes et des possibilités des habitants : collectifs, individuels groupés, individuel pur, locatif, accession à la propriété... En premier lieu, le bourg d'Asasp est le secteur privilégié pour accueillir ces diverses formes urbaines, en mobilisant des parcelles dont le positionnement est central.
- En proposant des modalités de construction tendant vers la densification : Les programmes de collectifs pourront être accompagnés d'opérations de logements individuels pour permettre une densification et inversement Les prescriptions du SCOT de 15 logements / ha en moyenne sur l'ensemble du territoire seront ainsi respectées, car modulables selon les projets.

### **Equipements nécessaires aux besoins futurs (voirie, réseaux)**

De par son positionnement et son attractivité géographique pour les communes au Sud de la CCPO, Asasp Arros possède une structure de services et d'équipements pour les habitants. Pour les années à venir, l'objectif est de maintenir un niveau de qualité identique prenant en compte les modifications des structures de la population : vieillissement, arrivée d'enfants...

---

C'est dans cette optique d'amélioration du cadre de vie que la déviation d'Asasp Arros doit s'inscrire : le trafic routier, notamment poids lourds, entre le Béarn et l'Espagne, reporté sur cette voie, soulagera ainsi les riverains de la RN 134.

*1.3.4. Maintenir la structure des divers secteurs d'activités présents sur la commune en s'appuyant sur le projet de déviation.*

La commune dispose d'une structure d'artisans, de commerces, de services qu'il serait utile d'organiser en un lieu. Cela se fera par la création d'un parc d'activités intercommunal en lien avec la déviation de la RN 134. Les activités économiques sur ce site pourront être tournées vers l'artisanat communal et intercommunal. L'agriculture est un autre secteur d'activité économique à pérenniser car elle est présente et marque fortement le paysage de la commune. Ainsi, l'objectif de la commune par l'intermédiaire du PLU est de lui conférer des espaces dédiés.

#### **1.4. : Les objectifs de développement de la commune traduit dans le PADD (projet d'aménagement et de développement durable)**

Le PADD doit prendre en compte les thématiques suivantes :

**- L'environnement :**

- en protégeant les paysages, les espaces naturels, la commune maintient la diversité écologique et la qualité des terres agricoles. Il s'agit aussi de conserver intactes les composantes du cadre de vie des habitants ou d'interférer le moins possible :

- \* Eviter le mitage, qui nécessite de construire des routes et d'étendre les réseaux,
- \* Densifier et diversifier les formes d'habiter,
- \* Y introduire des problématiques de protection de l'environnement (gestion des eaux pluviales, des ruissellements, des déperditions d'énergie...).

**- L'économie :**

- en conservant les activités économiques sur le territoire (artisanat, agriculture, commerce...) et en s'appuyant sur les projets de désenclavement et la modernisation des axes routiers du territoire, la commune conserve son attractivité et renforce son positionnement en tant que bourg rural d'équilibre.

**- Le social :**

- l'objectif est le maintien de la qualité du cadre de vie, la pérennisation des emplois (création d'une zone artisanale, maintien des services publics...) ; toutes les actions qui permettront aux habitants d'Asasp Arros de disposer de service à proximité de leur lieu de vie.

La problématique majeure de cette évolution est de permettre un développement de la commune qui ne se ferait pas au détriment des éléments précédents.

### **Les principaux axes du projet**

De par les éléments fournis par le SCOT, par le diagnostic territorial, par l'expression de la population et des élus, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable est décliné sur 3 axes majeurs, répartis sous les thèmes suivants :

- **AXE 1 : Développer la commune sans sacrifier la pérennité des activités agricoles et l'intérêt et la richesse des espaces naturels.**
  - o En conservant les coupures paysagères par des zones non constructibles
  - o En limitant les effets des constructions sur les paysages (pas de constructions en crêtes par exemple).
  - o En protégeant les populations des risques naturels : inondation du Gave d'Aspe et éboulements à Arros, en empêchant l'ouverture à l'urbanisation dans ces zones.
  - o En densifiant la zone urbaine pour limiter les extensions dans la plaine agricole.
- **AXE 2 : Inscrire le développement de la commune dans une démarche durable.**
  - o En densifiant le territoire par une urbanisation moins consommatrice en foncier en priorité en continuité des centres bourgs existants,
  - o En diversifiant l'offre de constructions, que ce soit par la densité, la forme urbaine ou encore les statuts d'occupation.
  - o En intégrant les questions de gestion des eaux pluviales à la parcelle ou dans les projets d'aménagement quelque soit leur taille,
  - o En diversifiant les modes de déplacements par des propositions de création de cheminements piétons / cycles dès les orientations d'aménagement,
- **AXE 3 : Conforter Asasp Arros en tant que Bourg rural d'équilibre**
  - o En prenant en compte les effets de la déviation de la RN 134 sur le cadre de vie des habitants, par la modification de l'usage de la voirie urbaine et la création d'une zone d'activité intercommunale,
  - o En accompagnant la commune dans sa volonté de reconquête démographique, en prévoyant de plus, le foncier nécessaire pour cet objectif.





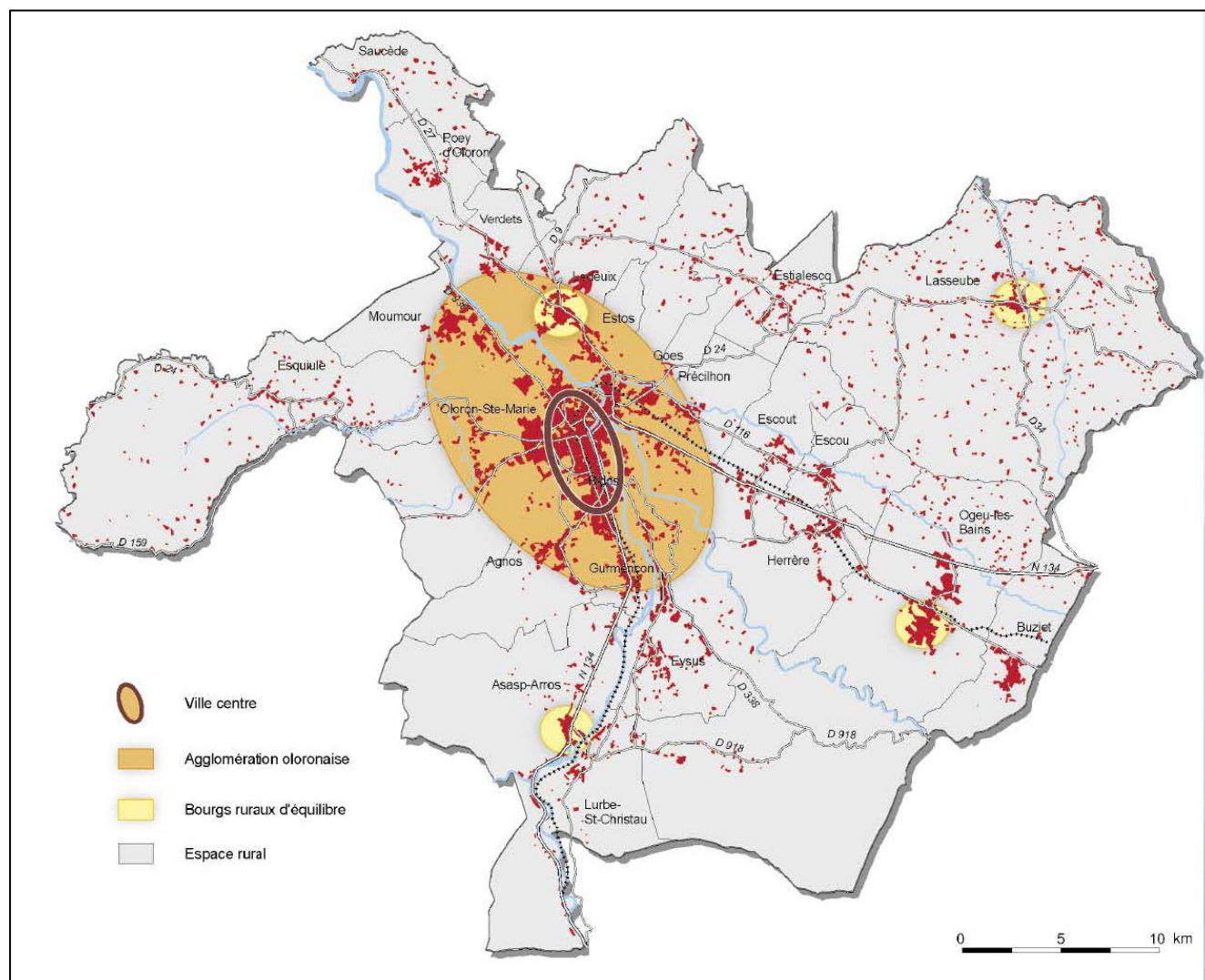


### 1.5. Asasp Arros dans le SCOT (Schéma de Cohérence territoriale).

La commune d'Asasp Arros fait partie du SCOT du piémont oloronais, approuvé en octobre 2010.

Dans les études relatives à l'élaboration du SCOT, il a été démontré qu' d'Asasp est une commune dotée d'un centre bourg constitué, disposant d'atouts de localisation qui ont permis le développement de services et d'équipements pour ses habitants mais aussi pour les communes à proximité, qu'au fil des ans cette attractivité s'est renforcée. Ainsi, le SCOT a encouragé la création de bourgs ruraux d'équilibre basés sur ce modèle de développement. Trois autres communes sont concernées : Ogeu les Bains, Ledeux et Lasseube.

Le tableau ci après indique les points sur lesquels la commune d' d'Asasp Arros s'est appuyée pour rendre compatible son projet de développement avec les orientations du SCOT.



Pour un bourg rural d'équilibre, les prescriptions du SCOT sont les suivantes :



*En matière de consommation foncière :*

La maîtrise de l'étalement urbain passe par des préconisations de densité, de consommation foncière.

Orientations du SCOT	PLU d'Asasp Arros
A : Prescriptions en matière d'économie et de positionnement stratégique	
A1 : Améliorer l'accessibilité du territoire, faciliter le transport et le transit international	<p>Le PLU d'Asasp Arros prend en compte le projet de déviation de son centre bourg initié par l'Etat en n'y ouvrant aucune zone constructible. Ce projet s'inscrit dans une volonté de protéger les populations du trafic important lors de la traversée de la RN 134 par le centre bourg d'Arros et d'Asasp. Cela permet de favoriser les relations entre l'oloronais et ses territoires limitrophes.</p> <p>La commune a émis le souhait à travers son PLU, de sécuriser sa traversée de bourg en identifiant l'entrée Nord d'Asasp par des aménagements spécifiques, soumises à des emplacements réservés (n°1), ainsi que des possibilités d'ouvertures à l'urbanisation encadrées par des aménagements spécifiques (1 AUy). Ils se traduisent par des reculs d'implantation des constructions par rapport à la route, des aménagements paysagers....</p> <p>Le PLU d'Asasp prend en compte le projet de réouverture de la voie ferrée entre Oloron et Bedous, en ne créant aucune zones urbanisables à proximité de la ligne SNCF.</p>
A2 : Conforter le pôle économique et d'emploi	<p>Le PLU prévoit la création d'un parc d'activités intercommunal à dominante artisanale en 1 AUy, dans le bourg d'Asasp. Elle bénéficiera de l'opportunité de développement que permettra la déviation de la RN 134. Ce positionnement demeure stratégique pour pouvoir bénéficier d'une certaine attractivité.</p> <p>De même, le règlement du PLU (zone 1 AUy) limite à 1000 m<sup>2</sup> la superficie des terrains constructibles afin d'être en adéquation avec les prescriptions d'économie en foncier pour les activités</p>

	économiques.
A3 : Consolider les images de marques du territoire	<p>Le PLU d'Asasp Arros prend en compte la nécessité de préservation de la biodiversité et la continuité végétale le long du Gave d'Aspe en classant en zone Nz (strictement inconstructible) les bords du cours d'eau et son milieu naturel associé.</p> <p>Par ailleurs, le règlement du PLU inscrit dans l'ensemble des zones un recul obligatoire des constructions et des clôtures de 6 m minimum pour permettre les entretiens et les accès aux rives.</p> <p>De plus, les projets d'urbanisation se situent principalement dans les centres bourgs afin de bénéficier du réseau d'assainissement collectif. Ces ouvertures à l'urbanisation ont été définies selon la capacité de traitement des deux stations (Lurbe et Bidos).</p> <p>Il n'y a donc pas de création de hameaux sur le territoire communal.</p> <p>Les espaces agricoles identifiés dans le SCOT et dans le PLU sont classés dans une zone agricole qui n'autorise que cette activité (bâti fonctionnel, sièges d'exploitation, etc...), protégeant ainsi les outils de production ainsi que les acteurs.</p>
<b>B : Prescriptions en matière d'habitat</b>	
B1 : Veiller à une répartition équilibrée de l'accueil résidentiel / maîtriser les déplacements	<p>Le projet de la commune s'inscrit dans la tendance de développement des bourgs ruraux d'équilibre avec une prévision de 150 habitants supplémentaires répartis entre les deux bourgs (120 hab à Asasp et 30 hab à Arros). Le nombre de logements seraient donc de plus ou moins 75 logements avec une préférence d'ouverture à l'urbanisation dans le centre bourg.</p> <p>Il s'agit pour la commune d'affirmer son rôle de Bourg rural d'équilibre par une reconquête démographique.</p> <p>La commune d'Asasp Arros s'est dotée d'un tissu de commerces et de services qui renforce son attractivité à l'entrée sud de la</p>

	<p>CCPO. La volonté de la commune de se tourner vers une urbanisation dans la continuité des centres bourgs d'Asasp et d'Arros, permet d'encourager la maîtrise des besoins en déplacements et la promotion d'alternative à la voiture : les orientations d'aménagement définissent des cheminements piétons et cyclables, déconnectés de la voirie automobile.</p> <p>Le report de la déviation des deux centres bourgs permet d'envisager dans le PLU la requalification de la RN 134 en desserte de village lors de sa traversée urbaine : cela se traduit dans les orientations d'aménagement par la définition d'une entrée de village au Nord d'Asasp (Stade/ lotissement), qui sécurisera les trajets des habitants et limitera les nuisances.</p>
B 2 : Diversifier l'offre de logements	<p>L'offre de logement s'est principalement axée ces dernières décennies sur de l'accession individuelle à la propriété qui pénalise l'installation des jeunes. Le PLU d'Asasp-Arros s'inscrit dans une volonté de développer une offre diversifiée en réservant un emplacement pour des opérations de mixité urbaine (forme et offre) dans les centres bourgs en permettant la réalisation de logements à accession sociale (PLS / PLUS, PTZ). Le volume projeté de logements à accession sociale représente 25 à 30 logements soit 25 % de la production globale.</p> <p>Les dispositions du règlement permettent la réalisation de ce type d'opération en 1 AU.</p> <p>La commune ouvre à l'urbanisation la superficie nécessaire à son projet d'accueil de population et dans un esprit de densification (13, 14 ha) soit en dessous des possibilités offertes par le SCOT (25 ha).</p> <p>La commune complète son offre touristique par la création d'un secteur 1 AUt près du lac (propriété communale) : un camping existe sur la commune et quelques gîtes. Il</p>

	s'agit d'accompagner la politique touristique du piémont oloronais à l'échelle de la commune en permettant le développement d'une structure touristique.
B3 : Assurer une urbanisation de qualité / réduire la consommation foncière	<p>Le PLU prend en compte les prescriptions du SCOT sur la nécessité d'être économe en foncier, en appliquant, lors des ouvertures à l'urbanisation, une densité de 15 logts / ha en moyenne sur le territoire communal qui pourra être modulée au regard des propositions faites par les aménageurs.</p> <p>Une étude de faisabilité dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation sur les sites du Camou et du Castet est en cours.</p> <p>Le règlement permet les projets de constructions dans les dents creuses en reprenant la forme urbaine existante : alignement au domaine public pour le centre bourg, recul possible dans les secteurs contemporains....</p> <p>Des espaces de respirations paysagères ont été identifiés dans le village d'Asasp (végétaux identifiés en application de l'article L. 123-1 7°).</p> <p>Le PLU prévoit aussi un traitement paysager et architectural (1 AUP et orientations d'aménagement) pour les projets sur la RN 134.</p>
<b>C : Prescriptions en matière d'environnement</b>	
C 1 : Préserver les espaces naturels / maintenir l'armature des espaces agricoles et forestiers.	<p>La commune maintient l'armature agricole car la quasi totalité de son développement urbain futur se fait en continuité des bourgs d'Asasp et Arros. Il n'y pas de développement dans les hameaux agricoles.</p> <p>Par ailleurs, les zones ouvertes à l'urbanisation ont été définies en prenant en compte les périmètres de protection des exploitations agricoles inscrits au SCOT (100 m), afin de pérenniser ces activités et éviter les conflits d'usage.</p> <p>Le PLU prend en compte la présence d'espaces naturels sensibles en classant en</p>

	<p>zone Nz, les ZNIEFF de Type 1, la ZICO du Turon des Aureys et les sites NATURA 2000 (Gave d'Aspe).</p> <p>Les corridors biologiques identifiés au SCOT sont pris en compte par un classement en zone naturelle (N, Ni et Nz) dans le PLU, ne permettant pas de développer l'urbanisation, afin de préserver les continuités biologiques.</p>
C 2 : Préserver les paysages du Piémont Oloronais	<p>Le projet de parc d'activités intercommunal d'Asasp s'accompagnera d'un règlement qui garantira la qualité architecturale et l'insertion paysagère des futurs locaux (futur règlement de lotissement). S'agissant d'un aménagement spécifique, la zone a été classée en 1 AUY, uniquement destinée au commerce et à l'artisanat.</p> <p>Des zones agricoles et naturelles ont été instaurées entre Gurmençon et Arros, ainsi qu'entre Asasp et Lurbe afin de prendre en compte les coupures paysagères inscrites au SCOT.</p> <p>De même, le PLU anticipe dans la prise en compte des axes d'intérêt paysagers (déviation d'Arros et d'Asasp) en ne rendant pas constructibles les abords des futurs axes, sur une profondeur de 100 m (voir Arros)</p>
C 3 : Prévenir les risques et les pollutions, préserver la santé humaine	<p>Les zones inondables définies par l'étude STUCKY pour le Gave d'Aspe ont été classées en secteur Ni pour limiter l'exposition des populations au risque d'inondation.</p> <p>Les nouvelles constructions sont donc interdites dans ces zones.</p> <p>De même, le PLU inscrit en Np (secteur naturel d'intérêt paysager et de protection des captages d'eau potable) le PPI et PPR de la source Jean Petit. ainsi, seules les constructions en lien avec le captage seront autorisées.</p> <p>La commune a pris en compte les préconisations de l'étude de gestion des eaux pluviales sur le Castet et le Camou en</p>



---

	<p>les intégrant dans les orientations d'aménagement et dans le règlement : réalisation de noues paysagères, obligation de gestion des eaux pluviales à la parcelle.</p> <p>Le risque d'éboulement des falaises d'Arros a été pris en compte dans le PLU en classant en secteur Nr les zones soumises à ce risque. Le règlement prévoit des prescriptions particulières sur ce secteur (aléa fort : pas de constructions / aléa moyen : annexes, terrasses uniquement, de moins de 20 m²).</p>
--	--

---

## **2. La traduction du projet d'aménagement et de développement durable au plan local d'urbanisme / Justification des choix retenus**

Le PLU d'Asasp Arros définit les moyens mis en œuvre pour décliner les objectifs du projet communal en zones et les dispositions dans les différents articles du règlement du PLU.

### **2.1. : Définitions, description des règles applicables dans les différentes zones du PLU :**

Le PLU a vocation à délimiter :

1. La zone Urbaine (U), équipée et constructible immédiatement ;
2. La zone AU (A Urbaniser), dans le cadre d'une urbanisation différée et selon le niveau des équipements ;
3. La zone naturelle (N) pour les secteurs de grande qualité environnementale et/ou paysagère ;
4. La zone agricole (A), destinée uniquement à la protection des activités agricoles (cultures, productions, installations) ;

Le PLU encadre le droit des sols et détermine des règles de construction. Il permet de traduire dans un règlement les objectifs affichés dans le PADD et cela par le biais de 14 articles, qui sont les suivants :

#### **SECTION I : Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol**

- Art. 1 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols interdits,
- Art. 2 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis à des conditions particulières,

#### **SECTION II : Conditions de l'occupation du sol**

- Art. 3 : Accès et voirie,
- Art. 4 : Dessertes par les réseaux (eau, assainissement, électricité...),
- Art. 5 : Caractéristiques des terrains,
- Art. 6 : Implantation par rapport aux limites séparatives\*,
- Art. 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives\*
- Art. 8 : Implantation des constructions les unes par rapports aux autres sur une même propriété,
- Art. 9 : Emprise au sol
- Art. 10 : Hauteur des constructions
- Art. 11 : Aspect extérieur (formes, matériaux...)
- Art. 12 : Stationnement,
- Art. 13 : Espaces libres et plantations,

---

---

**SECTION III : Possibilités maximales d'occupation des sols**

- Art. 14 : Possibilités maximales d'utilisation du sol.

\* dispositions obligatoires (dans le règlement ou, le cas échéant, dans les documents graphiques du règlement).

---

**2.1.1. : Les zones urbaines**

---

Seuls les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation qui ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, peuvent être classés en zone urbaine (Art. R. 123 – 5 du Code de l'Urbanisme). Ces zones sont donc desservies par les réseaux d'eau potable, d'assainissement collectif et par le réseau électrique et ils ont la capacité nécessaires pour desservir les futures constructions, sous réserve de renforcement.

Aussi, la zone urbaine d'Asasp et Arros regroupe toutes les zones déjà agglomérées de centre bourg, délimitées :

- Pour Arros : la partie urbanisée en RN 134 et méandre du Gave d'Aspe, et les extensions contemporaines, de l'autre côte de l'axe.
- Pour Asasp : les secteurs urbanisés situés de part et d'autre de la RN 134 dans sa traversée de la commune, et limités aux talus pour la partie (pied de Castet, de Bellevue et de Gouroues), ainsi que l'extension du lotissement du Stade le long de la RD 918 vers Lurbe St Christau.

La zone urbaine couvre différents types d'occupation des sols et fonction : habitation, commerce, activités commerciales, de services, de loisirs, d'équipements et cela en permettant d'affirmer une pluralité d'usages et de mixité résidentielle activités.

Les constructions interdites et celles soumises à condition :

Dans l'ensemble de la zone, il est interdit de créer des installations en lien avec l'activité agricole, et d'autres activités non adaptées à la définition de la zone urbaine (caravanes isolées, installations classées, mines et carrières, décharges...).

De même, dans l'ensemble de la zone urbaine, les projets devront obligatoirement être raccordés aux réseaux techniques : assainissement, eau potable, électricité et réseaux divers.

Quatre secteurs sont donc déclinés dans la zone urbaine : UA, UB, UE et UY.

**La superficie totale de la zone urbaine est d'environ 41 ha 34 répartie comme suit :**

- **UA : 14 ha 48**
  - o **dont 3 ha 20 à Arros**
  - o **et 11 ha 28 à Asasp**
- **UB : 21 ha 14**
  - o **Dont 4 ha 22 à Arros**
  - o **Et 16 ha 92 à Asasp**
- **UE : 4 ha 92**

**- UY : 0 ha 8**

**2.1.1.1. Le secteur ancien dit UA d'urbanisation continue et à l'alignement**

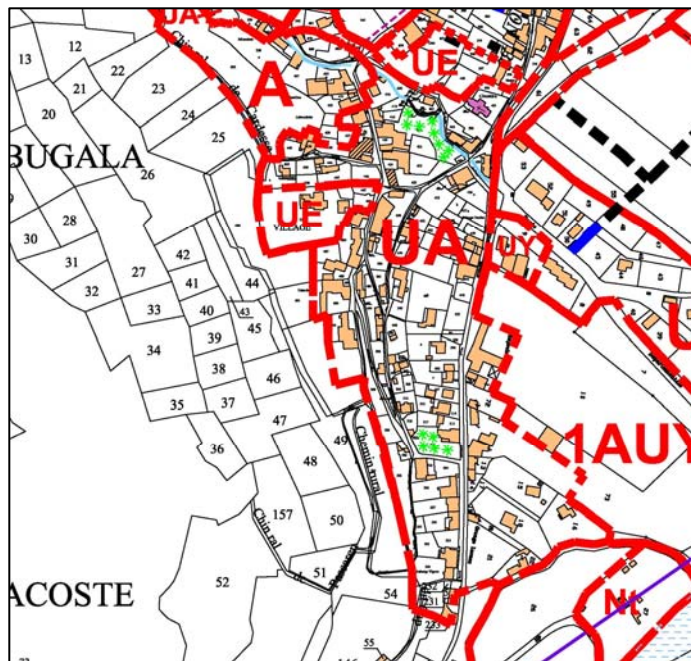
Ce secteur correspond aux bourgs anciens d'Asasp et d'Arros. Il couvre les constructions implantées le long de l'axe de la RN 134, en tant qu'ancienne voie royale, puis nationale ; les constructions situées de part et d'autre des rues formant la trame originelle de la commune, comme la Rue d'en Haut, rue de Sègues et ce, jusqu'au croisement avec la Route nationale, pour Asasp et pour Arros, la rue En Bas sont concernées par ce classement.

Le règlement a ainsi pour vocation de préserver la qualité patrimoniale de ces deux entités :

*- Typologie urbaine et caractéristiques architecturales :*

Ce secteur se caractérise par une densité de bâti importante, une implantation des constructions sur les parcelles qui démontre la nécessité ancestrale d'économiser les terres à forte valeur agronomique et une adaptation à la pente dans le cas particulier d'Asasp : organisation du bâti sur la parcelle autour d'une cour et d'une implantation à l'alignement du domaine public, présence d'éléments de petit patrimoine traditionnel (lucarnes, portail, etc.). Ces constructions sont pour la plupart couvertes en ardoises naturelles et construites en pierre et galets. Les constructions comportent trois niveaux, soit un rez-de-chaussée, un étage habité et un grenier.

Ci contre : le secteur UA



*- Les éléments identifiés du paysage et du patrimoine:*

La disponibilité foncière se limitera aux dents creuses, et aux éventuelles opérations de requalification urbaine, en conservant une trame urbaine dense, en préservant le caractère et l'identité du village, par la valorisation de certains éléments d'architecture caractéristiques

---

du centre bourg : frontons, portails, galeries, lucarnes, etc. Ainsi, le cadre bâti est généralement en ordre continu ou semi continu à l'alignement. A ce titre et en application de l'article R. 421 – 28 et L. 123 – 1 al 7° du Code de l'Urbanisme, les centres anciens, des deux bourgs constituent un élément de patrimoine à protéger et à mettre en valeur. Il est affiché la volonté de soumettre à permis les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans cette zone.

Ce principe est renforcé par l'identification d'éléments de paysage : espace vert de qualité, rue de Carrerote (photo ci-dessous), arbres ayant une certaine valeur paysagère.



Photo ci contre : espace vert de la rue Carrerote

- *Les règles de construction :*

*Les règles de constructions* (hauteurs, implantations, aspect) sont autant d'éléments de conservation et d'harmonisation de ces ensembles bâtis dans les centres bourgs d'Asasp et Arros :

- L'article UA 6 définit l'alignement sur le domaine public comme mode privilégié des constructions,
- L'article UA 7 définit les constructions par rapport aux limites séparatives.

Ainsi, pour conserver un front bâti continu et une perspective de la rue, les constructions neuves devront se faire à l'alignement des voies ouvertes à la circulation publique, ou aux marges de reculement indiquées sur le plan de zonage. Il est aussi indiqué une implantation sur au moins une des limites séparatives latérale (donnant sur une voie ou une emprise publique).

En revanche, à l'arrière, les possibilités de construire sont réduites, et ce, afin de préserver les jardins, en appliquant une règle d'implantation sur une des limites séparatives pour les constructions dans une bande de 17 m de profondeur à partir de l'alignement.

*La hauteur totale* maximale des constructions est de 11 m au faitage pour être en harmonie avec l'existant : en terme de niveau, cela est équivalent à une construction sur un niveau de RDC, un étage et des combles aménageables. Cela permet d'harmoniser les futures constructions avec l'existant notamment à Asasp où les constructions ont été



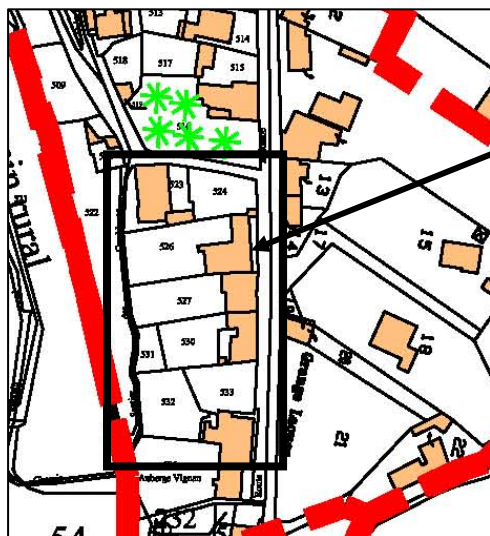
implantées sur les pentes : en s'adaptant au terrain naturel, les constructions ont une hauteur importante sur une façade.

Les constructions sont soumises à des conditions de hauteur en fonction de leur éloignement par rapport aux limites séparatives, soit un rapport hauteur / distance d'éloignement des limites séparatives de la hauteur diminuée de 3 m.

Ci contre : prise en compte de la pente dans les constructions / bourg d'Asasp



Les *emprises au sol* des constructions correspondent à la projection verticale des constructions au sol et exprime le rapport entre l'emprise au sol de la construction et la superficie du terrain. Dans ce secteur, l'emprise est de 50 %, reprenant l'existant à Asasp et à Arros.



Ci contre : Mode d'implantation et emprise des constructions sur l'unité foncière dans le centre ancien d'Asasp (RN 134).

- L'aspect extérieur du bâti :

L'aspect extérieur comme condition du maintien des caractéristiques architecturales locales :

Ces prescriptions ont pour but de préserver le caractère architectural local par exemple pour les couvertures en demandant que les matériaux choisis soient noirs, comme peut l'être l'ardoise dans le secteur. Les pentes de toitures seront à minima de 80 % pour les

---

constructions principales. Cela évite de fait, d'avoir des différences entre les couvertures des constructions principales existantes et d'éventuelles extensions.

Concernant les menuiseries, elles devront être dans les teintes locales dont une palette sera insérée de façon indicative en fin de règlement du PLU.

*Le cas des constructions en galets :* Les murs des constructions d'habitation étaient enduits pour les protéger, alors que ceux des constructions annexes gardaient les galets apparents. Cependant, les jolies « pièces » étaient réservées au parement extérieur de qualité : en « feuille de chêne » ou en « arête de poisson ». Ces dernières années, on a noté une tendance à la remise « à nue » des galets des constructions principales. Ce type de parement est alors autorisé pour les façades des bâtiments principaux et les constructions annexes.



*Les éléments d'ornementation* ayant un intérêt patrimonial comme les lucarnes, les galeries, les portes et portails monumentaux, font l'objet d'un paragraphe dans l'article UA 11 du règlement. Ils doivent être conservés et remplacés à l'identique.

*Les clôtures* auront plusieurs caractéristiques : traditionnellement, les murets sont en galets ou enduits. Pour les constructions qui seraient en ordre semi – continu, cette implantation sur une des deux limites permet d'optimiser l'espace de jardin, en laissant apparaître la végétation des parcs et jardins pour agrémenter la rue d'un motif végétal plus présent.

*En terme paysager,* les règles d'implantation des constructions en limite d'espaces publics permettent aussi de protéger les jardins, les vergers et les cours. De plus, l'article 13 exige que 30 % de l'unité foncière reste en pleine terre pour des questions d'agrément et de limitation de l'imperméabilisation de sols.

---

Bien que la fonction principale de la zone soit l'habitat, pour permettre une mixité fonctionnelle, d'autres usages seront possibles, comme le commerce ou certaines activités de services non nuisantes : certains d'entre eux sont déjà présents dans ce secteur urbain comme des commerces alimentaires à Asasp ou un garage à Arros.

#### 2.1.1.2. Les développements de l'urbanisation discontinuée : secteur UB

Ce secteur se définit par les extensions contemporaines principalement situées sur la partie droite de la RN 134 en direction de l'Espagne à Arros, en direction de Lurbe, partie Gauche de la RD 918, et dans le secteur du Stade d'Asasp en direction du bourg (avant le Stade et avant l'Auberge « Chez Germaine »). Il s'agit de secteurs équipés par les divers réseaux : eau potable, assainissement collectif et électricité.

Sur l'ensemble du secteur UB, il existe des possibilités à satisfaire en terme d'urbanisation, mais elles se feront dans le cadre de projets d'initiative privée :

- avant le stade, construction de 4 habitations et possibilité sur du parcellaire libre.
- au lotissement du Stade en direction de Lurbe, 6 lots seront disponibles.

##### *- La trame urbaine et l'organisation du bâti*

Ce secteur se distinguera du secteur UA par la trame urbaine suivante : en général, les extensions se sont faites sous forme de constructions de type pavillonnaire, avec des découpages quasi géométriques des parcelles, d'une superficie variable entre 950 et 1500 m<sup>2</sup>, voire 2000 m<sup>2</sup> lorsque la construction est sur un site isolé qui se trouve également dans ce zonage. Les constructions sont implantées en recul par rapport aux voies ouvertes à la circulation, ainsi qu'aux limites séparatives.

##### *- Les règles de construction :*

Les implantations des constructions par rapport à la voirie publique sont à minima de 5 mètres. Cependant, les projets de part et d'autre de la RN 134 devront s'implanter à la marge de recul indiqué au document graphique (soit à 35 m de l'axe de la voie), et ce pour réduire les nuisances sonores, et limiter les problèmes de sécurité routière.

Les modes d'implantation des constructions réduisent les possibilités d'évolution des constructions (extensions, agrandissements liées à l'évolution de la famille...). Aussi pour permettre les évolutions du bâti et d'encourager d'autres formes que les actuelles implantations des habitations, les constructions pourront être à l'alignement ou à 3 m du domaine public, et à l'alignement des limites séparatives. Pour ces mêmes raisons, l'emprise au sol maximale est de 30 %.

Concernant, les constructions en bord de RN 134, elles seront implantées à minima au recul indiqué sur le document graphique qui correspond à l'alignement des constructions

---

existantes, soit 35 m. Cela permet de diminuer les nuisances sonores et de limiter les risques inhérents au trafic routier, en application de l'article R. 111 – 5 du code de l'urbanisme.

Pour la voirie départementale, les sorties seront groupées dans la mesure du possible, comme le demande du gestionnaire du réseau de voirie.

- L'aspect extérieur des constructions

Dans ces zones d'extension contemporaines, la hauteur maximale des constructions est de 11 m au faîtage, et donnera une possibilité des constructions sur 3 niveaux, avec une pente minimale de toiture à 60 % pour les constructions principales.

Bien qu'il n'y ait pas de prescriptions pour les couleurs, il sera cependant demandé de conserver une uniformité des teintes entre les différents bâtiments (constructions principales et annexes).

Pour les clôtures, on note que selon les périodes de constructions, les modes d'édification changent. On trouvera peu de végétaux en limite de l'espace public dans les lotissements récents au contraire des ceux des années 60 -80, avec des clôtures composées de petits murets surélevés d'une grille ou grillage et doublée d'une haie de végétaux locaux ou non. En règle générale, les éléments végétaux de l'espace privé jouent un rôle dans l'animation de l'espace public. Dans le cadre de la réalisation de clôtures, la hauteur des supports maçonnés ne devra pas dépasser 1 m, le reste de la clôture étant surélevé par une grille, un grillage avec la possibilité d'y planter des végétaux.

*Au risque d'imperméabilisation des surfaces* que pourrait entraîner la création de stationnement, les superficies demandées en espaces en pleine terre (article 13) garantiront les possibilités d'infiltration des eaux de pluies sur les parcelles (accompagnées par des dispositifs de gestion des eaux pluviales indiquées à l'article 4 du règlement quelle que soit la zone).

#### 2.1.1.3. Les équipements publics : Secteur UE

Ce zonage recouvre les équipements d'intérêt public existants, à conforter, à agrandir ou à créer, utiles à la commune et nécessaires à ses habitants : école, stade, salle polyvalente, cimetière...ainsi que la centrale EDF, route de Sarrance.

De par son positionnement de bourg rural d'équilibre dans le SCOT, la commune souhaite maintenir ces équipements publics, et au besoin permettre leur développement (extension, restructuration).

Le règlement doit permettre de réaliser des équipements composés de bâtis imposants, fonctionnels car recevant tous les publics. Les reculs par rapport à la voie publique sont indiquées sur le document graphique : 35 m pour le Stade car il se situe en bord de RN 134, et ce de façon à protéger la population des nuisances inhérentes au trafic.

Cependant, s'il n'y a pas d'indication graphique portée sur les plans, les constructions seront implantées à une distance minimale de 5 m de la voie.

De même, les bâtiments seront implantés soit en limite séparatives, soit à une distance minimale de 3 m, avec une règle de hauteur maximale par rapport à la distance d'implantation, soit  $L = H - 8$ .

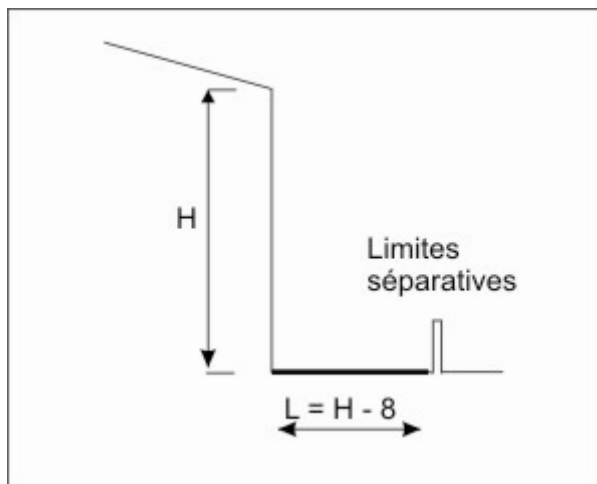


Schéma explicatif :  $L = H - 8$

Cette dernière permet de gérer les questions de prospects entre des bâtiments voisins, s'agissant parfois de constructions avec des volumes et des hauteurs importantes. De fait, les hauteurs maximales des constructions ne devront pas dépasser 14 m.

#### 2.1.1.4. Les activités économiques : Secteur UY

Le secteur UY recouvre l'emprise d'un atelier de transformation alimentaire dans le centre bourg d'Asasp et le site de la Centrale Béton à Arros. Il s'agit d'activités déjà existantes, insérées dans le tissu urbain existant, avec une typologie architecturale spécifique. Aussi, la superficie de ce secteur représente un pourcentage infime du projet de PLU, soit 0.03 % du territoire et 8 000 m<sup>2</sup>.

Le pourcentage maximal d'emprise au sol des constructions est de 40 %, le reste du parcellaire se partageant entre parking, espace de manœuvre et zone de stockage et d'extension future du bâti.

Ces espaces, destinés aux constructions principalement à usage commercial et artisanal, doivent être de qualité et cela passe par des règles d'implantation, de hauteurs, de formes et d'aspect (enseignes, clôtures, plantations, stationnements...)

Les constructions ne pourront excéder 14 m, ce qui permet de prendre en compte des hauteurs importantes rendues nécessaires par certains appareillages, à l'exception des superstructures, cheminées où des dépassements seront envisageables.

La hauteur maximale des clôtures est de 2 mètres afin de garantir la sécurité et l'intégrité des lieux et des biens.

La hauteur et l'implantation des enseignes sont qualifiées dans l'article 11 : il ne pourra y avoir que 2 enseignes maximum par façade commerciale sur rue, et un seul totem dont la hauteur ne pourra dépasser 3 m et une largeur de 1.50m. La surface maximale totale par face est de 4.50 m<sup>2</sup>, l'objectif étant de trouver un cadre qualitatif les concernant.



---

Les arbres de grands développements et tous autres végétaux existants participants à la qualité paysagère du site seront conservés dans la mesure du possible (art 13).

On note qu'il n'y a plus de disponibilités foncières pour l'installation immédiate en secteur Uy. De fait, les opportunités se feront dans le secteur 1 AUy.

Le stationnement dans l'ensemble des secteurs constituant la zone urbaine: le stationnement doit pouvoir se faire en dehors des voies ouvertes à la circulation publique dans l'ensemble de la zone urbaine.

En matière de stationnement dans la zone UA, deux places pourront être réalisées pour les constructions individuelles et une place minimum par logement (avec une place par tranche de 60 m<sup>2</sup> de SHON) dans les constructions collectives.

On notera que le recul de 5 m du portail permet d'avoir une place de type « parking de midi », ce qui n'oblige pas à la création du second emplacement pour les constructions individuelles.

#### 2.1.2. : Les zones à Urbaniser

---

Cette zone correspond aux besoins d'extension de la commune dans le futur sur des terrains encore naturels et non équipés.

Ainsi, l'article R. 123 – 6 du Code de l'Urbanisme définit la zone AU (à urbaniser) de la manière suivante : « *Peuvent être classées en zones à urbaniser les secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation* ». Cet article distingue deux types de zones AU selon la possibilité de la desserte par les réseaux et le besoin de hiérarchiser l'urbanisation du territoire : les ouvertures à l'urbanisation à court terme classées en 1 AU et à plus long terme en 2 AU.

Bien que l'offre en logements se soit diversifiée depuis 1999, avec une augmentation des logements en location, les constructions individuelles en accession à la propriété sont majoritaires. Il s'agit pour la commune, à travers son projet de PLU, de mettre en place des dispositifs divers pour permettre un accès facilité au logement : en réservant par exemple, un ratio de 20 % de logements en PTZ + et / ou en PLS, PLUS dans des opérations d'aménagement. Cet aspect de la mixité sociale dans l'habitation est présent dans le SCOT du Piémont Oloronais approuvé et sera renforcé avec le PLH.

#### **Les possibilités de constructions d'habitations dans les secteurs 1 AU et 1 AUp :**

Le nombre d'habitation en zone 1 AU dépend de facteurs aussi différents que la superficie, les opérations projetées et l'équipement des parcelles. De même, la rétention foncière qui y sera exercée, modifiera le potentiel constructible : le facteur de rétention applicable sur la commune d'Asasp est de 2.5 soit, avec 15 logements / ha en moyenne sur la commune et pour une superficie mobilisable en 1 AU et 1 AUp de 13 ha 44, une capacité de construction d'environ 75 logements.

---

Le projet d'Aménagement et de Développement Durable envisage une répartition, selon les capacités d'accueil de la commune, du positionnement en tant que Bourg rural d'équilibre pour Asasp, qui serait d'environ une trentaine de personnes pour Arros et au maximum de 120 personnes pour Asasp, ainsi que 2 personnes par foyer, du fait de la décohabitation confirmée sur le territoire intercommunal (cf études SCOT et PLH). Aussi, la notion d'application d'un coefficient de densité est inscrit dans l'article 2 de la zone AU, avec l'obligation d'affecter une densité moyenne de 15 logts / ha ou au prorata si le terrain est inférieur à 1 ha.

La commune doit aussi compter sur les dents creuses en zone urbaine qui constitueront un complément. Ces dernières pourraient être soumises à une éventuelle rétention foncière de la part des propriétaires, puisqu'elles n'ont toujours pas été mobilisées à l'heure actuelle. Pour celles ayant une superficie inférieure à 1 ha, elles ne participent pas à l'enveloppe urbanisable maximale inscrite au SCOT pour un bourg rural d'équilibre et ne sont donc pas comptabilisées.

La réalisation des projets est conditionnée à la production d'un plan d'ensemble définissant les conditions de valorisation de l'espace, des équipements ou bien la réalisation progressive des réseaux.

Ainsi, une demande pour une seule construction pourra être refusée si elle ne s'inscrit pas dans un plan d'ensemble, et au mieux qu'elle soit conforme.

#### 2.1.2.1. Les différents secteurs 1 AU :

En plus des règles d'occupations et d'utilisations des sols en 1 AU, le développement et l'aménagement de ces divers secteurs se fait par l'intermédiaire d'orientations d'aménagement. Les secteurs 1 AU se situent dans la plupart en extension du tissu urbain. Cependant, afin de mieux accompagner ces projets de développement, il convient de déterminer des sous secteurs pouvant accueillir, soit des activités économiques, soit des activités touristiques.

Le PLU classe deux secteurs en extension de l'urbanisation existante dans les centres bourgs d'Asasp et d'Arros : Bugalas à Arros et le Camou à Asasp.

- *Le secteur de Bugalas à Arros* : Il s'agit d'un secteur déjà constructible dans la carte communale. Le développement urbain sera accompagné d'orientations d'aménagement sur une superficie d'environ 2,5 ha.

- *Le Camou à Asasp* : ce classement est nécessité par une volonté de la commune de maîtriser un projet d'urbanisation, tant sur le point technique (réseaux) que sur la composition urbaine. Aussi, ce secteur fait l'objet d'une étude de faisabilité et de portage de projet pour aboutir à la réalisation d'un lotissement communal.

La superficie en 1 AU sur le Camou est de 4 ha 68.

Les orientations d'aménagement sur ces terrains permettront de déterminer les modalités d'aménagement et de desserte, la forme urbaine à déterminer.

---

*- les règles d'implantations :*

S'agissant de futurs secteurs d'urbanisation en limite des zones urbaines et équipées existantes, les règles concernant la nature et les conditions d'utilisations et d'occupations des sols diffèrent peu des zones urbaines.

Les règles en matière d'accès et de desserte (art. 3) sont identiques à celles des zones urbaines : les terrains doivent être raccordables au système d'assainissement collectif, desservis par l'eau potable, et désenclavés par une voirie.

Dans le cadre de constructions d'habitation : aucune superficie minimale des terrains constructibles (art. 5) n'est fixée car les conditions d'assainissement et les principes de préservation de la forme urbaine traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone ne le justifient pas, en application de la législation en vigueur.

Les constructions principales devront être implantées soit à l'alignement de la voie, soit à une distance minimale de 3 m en limite.

Les constructions pourront s'implanter en limites séparatives ou à 2 m, avec une hauteur maximale de 3 m.

Comme dans les secteurs urbains concernés par l'habitation, la hauteur des constructions maximales sera de 11 m, ce qui équivaut à un RDC, un étage et des combles aménageables.

Les dispositions de stationnement reprennent en partie celles de la zone urbaine et sont complétées par des modalités adaptées aux logements locatifs financés par un prêt aidé de l'Etat.

Les distances d'implantations entre deux constructions sur la même propriété ne devront pas gêner l'ensoleillement entre ces constructions et ce en vue de limiter les consommations énergétiques des bâtiments pour le chauffage et la climatisation. C'est pour cela qu'un angle de 30° a été retenu.

*- L'aspect extérieur des constructions*

En extension de secteurs villageois bâtis, les constructions reprendront la typologie de l'existant, notamment celle du secteur UB.

<b>Secteur 1 AUp : Les conditions d'ouvertures à l'urbanisation à proximité de la RN 134</b>
--

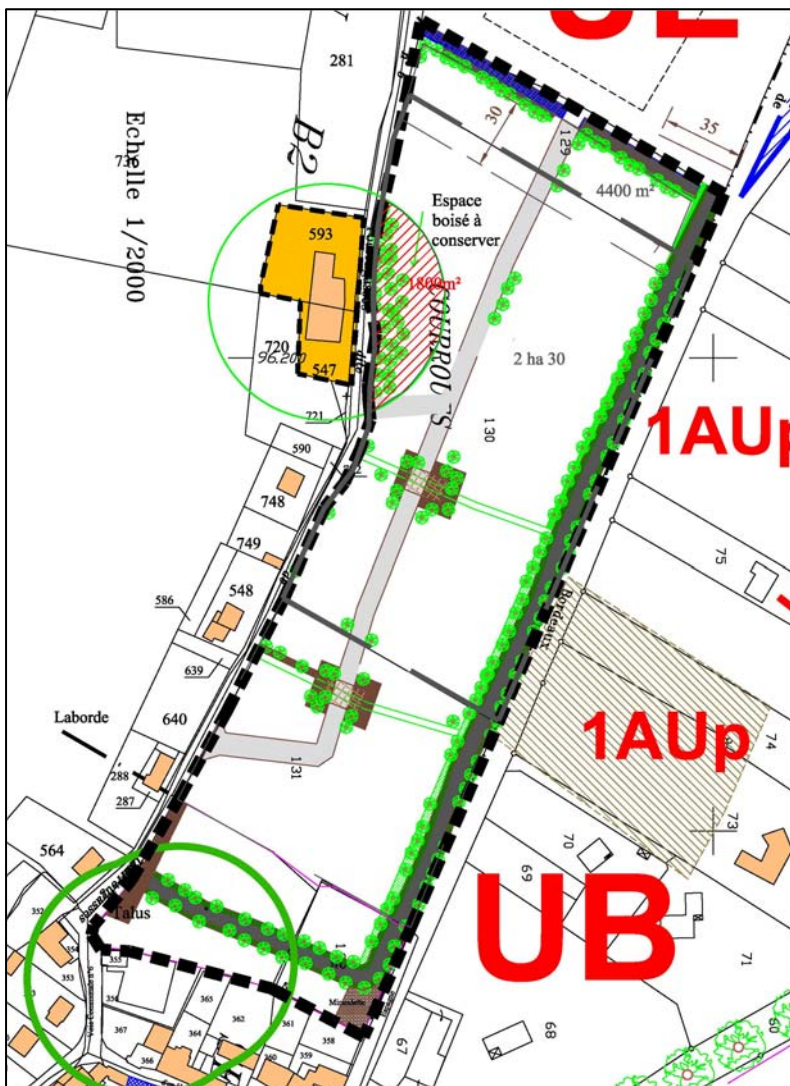
La commune d'Asasp Arros dispose de possibilités d'ouverture à l'urbanisation en limite de la RN 134. Cependant, ces parcelles sont concernées par l'application de l'article L. 111 – 1 4 du code de l'urbanisme : hors des zones agglomérées, les constructions doivent s'implanter à une distance minimale de 75 m de l'axe de la voie pour les routes classées à grande circulation, telle que l'est la RN 134.

*- Règles en matière de construction*

De plus, cela permet aussi de limiter les expositions de la population riveraines aux effets des émissions de gaz à effet de serre et autres dérivés provenant de la circulation routière, soit par le recul (exposition immédiate), soit par une « barrière » végétale des jardins privés et espaces verts publics.

l'opération groupée entre le stade et le centre bourg d'Asasp. Elles se feront par une sortie sur la voie communale menant au Stade ou sur la voie de Tourugasses, permettant de relier le centre bourg au stade de façon sécurisée.

- voies piétonnes de la RN 134 à la voie communale de Tourugasses, vers le centre bourg d'Asasp.



---

Pour les autres secteurs en 1 AUp, les issues se feront soit par des accès existants, soit seront groupées sur l'axe national, après avis du gestionnaire de la voirie, que ce soit à Arros, ou en vis-à-vis du lotissement près du Stade à Asasp.

*La qualité architecturale :*

Pour le lotissement d'Asasp (entre le Stade et le Centre bourg) : les constructions seront implantées au plus près de la voirie interne, afin de conserver les jardins vers les arrières et retrouver un esprit d'aménagement local : constructions en limite de voirie et jardins vers l'Est et sud pour la frange de constructions en limite de la RN 134.

Les conditions de constructions indiquées au règlement sont identiques au 1 AU en règle générale ; seules changent les implantations par rapport à la voie nationale.

Par ailleurs, ces sites font l'objet d'orientation indiquant les insertions paysagères et les règles d'aménagement.

*La qualité de l'urbanisme et des paysages :*

Pour le lotissement d'Asasp (entre le Stade et le Centre bourg) : Les orientations d'aménagement traduisent en terme d'insertion paysagère les dispositifs de traitement des eaux pluviales : les fossés de rétention des eaux de pluies seront traités en noues paysagères entre le bâti et l'axe de la voie.

Un alignement d'arbres et d'arbustes devra être prévu pour renforcer l'isolement des riverains et utilisateurs des nuisances et risques entraînés par la voirie nationale.

Pour le lotissement d'Arros : il sera créé un espace vert en entrée de l'aménagement, composé de végétaux (arbustes / arbres à grand développement) permettant de réaliser un filtre végétal et isoler les riverains des nuisances.

Cet aménagement pourrait être repris dans les secteurs 1 AUp ne faisant pas l'objet d'orientations d'aménagement.

<b>1 AUt : sous secteur liée aux activités de tourisme</b>
--

La commune souhaite mettre en valeur un plan d'eau sur son territoire en rendant possible la création d'équipements touristiques et pédagogiques. Ceux ci seraient limités à des aménagements de type panneaux d'informations, de renseignements pédagogiques (totem, abris, panneaux explicatifs...)

Les constructions devront s'intégrer au site où elles seront érigées, afin de conserver l'environnement tel quel.

<b>Un sous secteur 1 AUy dédié aux activités économiques</b>
--



---

Ce sous secteur 1AUy permettra de réaliser des opérations spécifiques dans le domaine économique, afin de créer un parc d'activités dans la commune d'Asasp comme indiqué dans le SCOT du Piémont Oloronais.

Les parcelles devront donc avoir une superficie minimale de 1000 m<sup>2</sup>, s'agissant d'économiser le foncier pour les activités comme l'indique la prescription A 2 – 4 du SCOT.

Ces espaces, destinés aux constructions, principalement à usage commercial et artisanal doivent être de qualité et cela passe par des règles d'implantation, de hauteurs, de formes et d'aspect (enseignes, clôtures, plantations, stationnements...)

Les règles d'implantations, de hauteur, d'emprise au sol différent s'agissant de constructions liées au développement économique.

L'emprise des voies sera suffisamment large pour permettre le passage et le croisement des poids lourds (8 m), avec l'obligation de créer des trottoirs, afin de sécuriser les déplacements des piétons dans les futures extensions des zones d'activités économiques.

Les constructions pourront s'implanter soit en limites séparatives, soit à 6 m : permettant alors la circulation routière autour des bâtiments. Pour les limites séparatives aboutissant aux voies, l'implantation minimale est de 8 m permettant de constituer les zones de déchargements (quais par exemple), mais aussi de stationnement ou de stockage. Il s'agit d'un parti pris permettant une interaction espace public / privé

Les constructions ne pourront excéder 14 m, ce qui permet de prendre en compte des hauteurs importantes rendues nécessaires par certains appareillages.

Afin d'apporter des volets paysagers de qualité lors des projets de constructions, il est demandé de fractionner les aires des stationnements à 1000 m<sup>2</sup>, accompagnées d'une obligation de plantations (1 arbre pour 6 véhicules) et de masquer les terrasses, délaissés d'aire de stationnement, cuves et autres structures par des écrans de végétation.

#### 2.1.2.2 : Les secteurs 2 AU :

Le secteur 2 AU est un secteur naturel non ou peu desservi par les réseaux et divers équipements. Cela permet d'envisager le développement de la commune à plus long terme lorsque les conditions seront réunies (programmation et réalisation des VRD). L'ouverture à l'urbanisation se fera dans le cadre d'une modification du PLU, accompagnée par une enquête publique.

Deux sites sont classés en 2 AU : L'urbanisation des secteurs du Camou et d'Asasp se feront donc en deux temps au fur et à mesure de la réalisation des équipements.

Ils constituent l'extension des secteurs à urbaniser (1 AU et 1 AUp) mais non équipés à ce jour. La commune prévoira le calibrage des réseaux nécessaires à la poursuite de l'urbanisation.

**La superficie du secteur 2 AU est de 5.88 ha**

---

### 2.1.3. : La zone Agricole (A)

---

La zone Agricole (A) est définie par le code de l'urbanisme de la manière suivante : *«Peuvent être classés les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économiques des terres agricoles »* (art. R. 123 – 7 du Code de l'Urbanisme).

Elle a été déterminée suite aux éléments suivants :

- Situation géographique et pérennisation des exploitations agricoles,
- maintien des secteurs d'épandage en lien avec l'activité agricole,
- prise en compte d'un périmètre de protection de 100 m autour des exploitations hors zones agglomérées lors du diagnostic – prescription du SCOT approuvé – et ce pour anticiper les éventuelles transformations de l'activité (évolution des cheptels, classement en installation classée) et éviter les conflits d'usages avec les riverains.

La Zone A concerne essentiellement la plaine agricole allant de la partie Ouest du territoire d'Arros au Nord du bourg d'Asasp. Elle fait partie d'un ensemble agricole allant de Moumour à Asasp, identifié et protégé dans le SCOT. Il s'agit d'une zone homogène et quasi d'un seul tenant, qui doit avoir pour vocation de permettre une pérennisation des exploitations qui se sont déjà délocalisées hors village.

Les autres secteurs agricoles sont disséminés sur les premiers versants pyrénéens sous forme de petites entités (corps de ferme inoccupés et granges) avec des terres attenantes et identifiées lors du diagnostic.

Même si on note une certaine déprise ces dernières décennies, la place de l'activité agricole est encore importante sur la commune. Si des exploitations n'ont pu poursuivre leur activité, pour autant le fermage se pratique et nécessite que l'on protège au mieux les terres, en tant que support de l'activité, de l'urbanisation en générale et du mitage en particulier.

Dans le cadre du PLU, le zonage agricole représente environ près de 12 % du territoire communal, situé en premier lieu dans la plaine du Gave d'Aspe, puis sur les coteaux. Cependant, l'activité elle-même se trouve aussi sur la partie N (naturelle) du PLU : prairies, champs cultivés, fougères. Afin de permettre une cohabitation sereine entre les agriculteurs et les résidents de la commune, le maintien de la zone agricole à l'extérieur du centre bourg et voire même son renforcement offre la possibilité d'installation ou d'extension des exploitations.

La zone agricole est donc réservée aux seules constructions et installations liées et nécessaires à l'activité agricole: sièges d'exploitation, installations, maisons d'habitation pour les exploitants à temps complet. Cela permet d'éviter le mitage de cet espace qui empêcherait le développement et le maintien d'une exploitation. Cependant, leur implantation doit être limitée à la périphérie des bâtiments agricoles (d'élevages, de stockage...) existants.

Les constructions seront implantées avec un recul de 5 m par rapport aux voies ouvertes à la circulation.

---

Un recul est aussi imposé par rapport aux cours d'eau nécessité par le passage d'engins d'entretien des berges (art 2), mais aussi pour la protection des habitants et des biens (matériels et animaux) contre les risques d'inondation (cf. étude STUCKY).

- *L'insertion des constructions dans l'environnement agricole :*

L'aspect extérieur est réglementé par l'article A 11 : Les pentes moyennes minimales de toitures sont de 80 % pour les constructions à usage d'habitation et de 45 % pour les annexes, dans des teintes noires ou brun foncé.

Pour les bâtiments destinés à l'activité agricole, les pentes de toitures seront à minima de 25%, dont les matériaux de couverture seront teintés en noir ou gris graphite.

Les couleurs des façades, des murets de clôtures, ainsi que des menuiseries, devront être dans les teintes traditionnelles locales. Pour les façades arrières, les parements bois et les murs en pierres apparentes seront possibles.

La hauteur maximale des constructions au faîtage sera de 11 m pour les habitations. Concernant les bâtiments agricoles, la hauteur maximale sera de 10 m.

Il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol des constructions sur les terrains situés dans la zone agricole pour permettre la réalisation de projet de bâtiment.

La desserte de ces constructions doit répondre aux obligations suivantes :

- les dispositions de desserte en eau potable se fondent sur le principe d'un raccordement obligatoire sur le réseau public de distribution ;
- les modalités de rejets des eaux pluviales doivent être prévues dans le projet afin de limiter les risques de ruissellement entraînés par les nouvelles surfaces imperméabilisées ;
- sans système collectif d'assainissement, les rejets des eaux usées doivent se faire par le biais d'un dispositif autonome dans les conditions réglementaires de protection des milieux naturels et des cours d'eau.

Autant que possible, les plantations et les haies existantes seront conservées en l'état. Il en va de la protection des paysages, mais aussi des écosystèmes : les haies et autres massifs arbustifs sont autant de réserves permettant de protéger des espèces animales des prédateurs, et de préserver les terres de l'érosion des sols par les vents.

Les changements de destination du bâti agricole ne sont pas autorisés, sauf les constructions recensées et signalées en raison de leur intérêt architectural et conserver des éléments de patrimoine qui auraient vocation à disparaître, à condition de ne pas compromettre l'exploitation et selon les destinations inscrites à l'article R. 123 – 9 du code de l'urbanisme et de rester dans le volume existant. Ils doivent apparaître de façon significative dans les documents graphiques de zonage (étoiles). On dénombre 1 bâtiment sous ce régime se trouvant dans le secteur du Houcas (ancien corps de ferme et granges desservis par une voirie communale, par les réseaux d'eau et d'électricité).

---

**La superficie de la zone A est de 280 ha 6 soit près de 12 % du territoire.**

#### **2.1.4. : La zone naturelle (N) :**

---

Selon l'article R. 123 – 8 du Code de l'Urbanisme, « *peuvent être inclus dans ces zones (naturelles) les secteurs de la commune, équipés ou non, en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leurs intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels* ».

Il est défini plusieurs sous secteurs dans la zone Naturelle, qui sont déterminés selon des critères de protections supplémentaires, d'aléas naturelles comme les risques d'inondation ou déboulement :

- Np : pour la protection des paysages sensibles et de la source Jean Petit,
- Nt : pour les activités touristiques
- NL : pour les activités de loisirs sportifs (ball trap d'Issor)
- Nr : pour protéger les populations des risques d'éboulement des falaises d'Arros,
- Ni : pour protéger les populations des risques d'inondation du Gave d'aspe,
- Ny : pour les activités de carrières et de traitement de la pierre.
- Nz : protéger les écosystèmes remarquables.

Ils seront décrits par la suite.

Ainsi, la zone N permettra de protéger les reliefs de bois et de prairies à l'Ouest et au sud de la commune, et la ripisylves des bords du Gave d'Aspe, dont l'impact paysager est fort. Cela permettra de préserver la diversité de l'écosystème (faune, flore, boisements des bords de Gave, des premiers reliefs pyrénéens).

Les constructions nouvelles ne sont pas admises, hormis les équipements techniques nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif, ainsi que les constructions liées et nécessaires aux activités d'exploitations forestières. Cette zone a pour but de limiter le mitage afin de préserver les paysages et de déployer les réseaux divers (eau potable, électricité). Elle concerne une superficie importante du territoire, couvrant environ 85 % de la commune.

##### *- Conditions de l'occupation et utilisation des sols :*

Ayant une vocation de préservation des milieux naturels et de limitation du mitage, les constructions sont donc interdites. La reconstruction à l'identique des constructions existantes et les extensions limitées sont toutefois admises, ainsi que les bâtiments liés et nécessaires à aux activités forestières.

De même, il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol des constructions sur les terrains de la zone naturelle.

##### *- Conditions d'implantation des constructions :*

---

Dans la zone N, les constructions seront implantées soit à l'alignement des constructions existantes, pour maintenir une cohérence avec le front bâti existant, soit si des raisons de sécurité ou d'une meilleure intégration architecturale du projet, à une distance minimale de 5 m des voies ouvertes à la circulation : cela permet les aménagements de voies si nécessaire. Les hauteurs de constructions principales des secteurs N seront à un maximum de 11 m au faitage, et de 10 m pour les constructions liées et nécessaires à l'activité forestière ou agricole.

Un recul de 5m est aussi imposé par rapport aux cours d'eau nécessité par le passage d'engins d'entretien des berges (art 2), la préservation des milieux naturels aquatiques et la protection contre les risques d'inondation.

Les obligations de stationnement doivent satisfaire aux besoins de stationnement en dehors des voies ouvertes à la circulation.

*- Concernant l'aspect extérieur des constructions des secteurs N,*

La pente moyenne minimale des toitures est réglementée à 80 % minimum pour les constructions principales, à 45 % pour les annexes. Les tons des matériaux choisis seront le noir ou le brun foncé teinté dans la masse.

De même, les teintes de façades, de murets de clôtures et de menuiseries, elles seront dans les teintes traditionnelles locales. S'agissant d'un secteur où les restaurations, les rénovations et les extensions mesurées des bâtiments sont acceptées, les éléments d'ornementation d'intérêt patrimonial et architectural sont à restaurer à l'identique. Les façades en pierres apparentes et en parements bois seront acceptées pour les parties arrières des constructions.

#### 2.1.4.1 : Les secteurs Np

Il s'agit de secteurs identifiés au diagnostic comme présentant un intérêt de diversification écologique important et de protection des paysages. Le massif du Castet, dans le centre bourg d'Asasp, est donc concerné par ce type de classement : il s'agit d'un site emblématique de la commune de par son ancrage dans l'histoire du territoire (voir rapport de présentation p.36), ainsi que son impact visuel, et son intérêt touristique (inscrit dans le plan local de Randonnées, p. 70.71).

De même, le secteur Np reprend les limites du périmètre rapproché de protection de la Source Jean Petit. En ne permettant aucune construction (à l'exception des bâtiments nécessaires à l'exploitation de la source et aux stockages de l'eau potable) pour conserver ces espaces naturels et limiter les risques de pollution, cela permet d'en renforcer la protection

#### 2.1.4.2. : Les secteurs Ni et Nr



---

Il existe dans la commune, deux aléas naturels qui sont les risques d'inondation identifiés sur le Gave d'Aspe et les risques d'éboulement des falaises d'Arros. Le PLU classe ces zones dans un sous secteur naturel Ni pour les inondations et Nr pour les éboulements.

De fait, les constructions n'y seront pas autorisées afin de ne pas exposer les populations aux risques.

En secteur Ni, peu de constructions sont concernées par ce zonage (une seule au sud du village d'Asasp) : il sera donc possible d'effectuer des extensions mesurées des constructions existantes mais sous condition de ne pas exposer les populations à un risque supplémentaire.

Il en va de même pour le sous secteur Nr qui concerne les constructions situées sur le bourg d'Arros, et dont l'étude de risque est inscrite aux annexes du présent document. Le secteur Nr est divisé en deux sous secteur :

- Nr1, qui correspond à la zone d'aléa fort où toutes les constructions sont interdites (constructions neuves, changement de destination, reconstruction après sinistre quelque soit ce sinistre, extension des bâtiments existants).
- Nr 2 qui correspond à la zone d'aléa moyen où seules les annexes de moins de 20 m<sup>2</sup> (abris de jardin, garages,...) et les terrasses non closes de moins de 20 m<sup>2</sup> seront autorisées.

#### 2.1.4.3 : Les secteurs Nt et NL:

Située en entrée de la vallée d'Aspe, la commune d'Asasp Arros possède une réelle attractivité touristique qu'il convient de développer ; c'est le souhait de la commune. Il s'agit donc d'encadrer les conditions de gestion et d'accueil d'activités touristiques : celles – ci sont déjà présentes sur la commune avec un camping.

Le lac en bord de Gave d'Aspe est aussi l'occasion de renforcer ce positionnement touristique : si des aménagements doivent se faire, il est important qu'ils ne figurent pas comme « déplacés » dans le paysage. Aussi, afin de s'y inscrire, les constructions en lien et nécessaire avec cette activité ne devront pas dépasser une hauteur maximale de 8 m et devront être à une distance minimale des voies de 8 m ; afin de limiter leur perception depuis la voie publique.

Quant au secteur NL, sa vocation est de permettre une activité de loisirs sportifs, en l'occurrence le Ball trap situé au lieu dit d'Urdach, sur la commune d'Issor. Le champ de tir se trouve sur la commune voisine. Il n'aura pas d'impact sur le tracé du PLR passant dans ce secteur : le chemin se trouve sur la partie abritée, en versant opposé. Il sera autorisé les équipements et aménagements nécessaires et en lien avec cette activité uniquement ; ils devront être implantés à une distance minimale des voies et emprises publiques, ainsi que des limites séparatives. Sa superficie est de 10 ha 46.

#### 2.1.4.4 : Le secteur Nz :

---

Ce secteur couvre le site classé en ZICO au sud de la commune, ainsi qu'une partie des berges du Gave d'Aspe et celles du Toupiette, au titre de leur inscription dans le Réseau NATURA 2000.

En effet, la commune d'Asasp Arros a édicté comme une évidence, la protection de ces sites car riche d'une faune et d'une flore parfois particulière (rapaces sur le site des Turon des Aureys par exemple). Aussi, le sous secteur Nz empêche toute possibilité de constructions afin de ne pas déranger les espèces présentes.

#### 2.1.4.5. : le secteur Ny

Il correspond aux sites des carrières aux lieux dits de Hourcq, Lacoste et Bisarce. Les exploitants diffèrent d'un site à l'autre. Le secteur Ny permet les activités d'exploitation, de traitement de la pierre : extraction, transformation, concassage, bassin de décantation, etc... Le secteur Ny est divisé en deux sous secteurs :

-Ny1 : correspondant aux périmètres d'extraction identifiés dans les arrêtés préfectoraux de mises en exploitation. Ils n'ont pas vocation à abriter des constructions du fait des dangers inhérents au site.

-Ny2 : ce secteur permet la construction des installations et construction en lien et nécessaires à l'exploitation et au traitement de la pierre (bassin de décantation, concassage, silos, etc...).

En globalité, la zone N recouvre une superficie de **2009, 2 ha** soit environ **plus de 85 %** du territoire dont :

- 1677 ha 4 en N

-25 ha 5 en Np,

-51 ha 02 en Ni,

- 10 ha 46 en NI

-8 ha 40 en Nr dont 7. 71 ha en Nr1 et 6884 m<sup>2</sup> en Nr2

-0 ha 86 en Nt

-74 ha 99 en Ny dont 37. 72 ha en Ny1 et 37.26 ha en Ny2.

- et 160 ha 55 en Nz.

## 2.2. Autres dispositions réglementaires :

---

### 2.2.1 : Dans l'ensemble des zones du PLU

#### 1. Les modifications relatives aux contenus des articles :

L'article 1 du PLU définit ce qui est interdit selon l'article R. 123 – 9 du code de l'urbanisme. Les utilisations du sol admises sous condition sont réglementées par l'article 2.

#### 2. L'utilisation des énergies renouvelables (art.11) :

Il est autorisé l'installation de panneaux solaires, afin de favoriser l'utilisation d'énergie renouvelable dans l'habitat, à condition qu'ils aient le moins d'impact paysager possible. Il serait souhaitable qu'ils soient encastrés dans les toitures des constructions principales. Cependant, il existe de nombreux moyens de se doter de dispositifs de ce type sans que l'impact visuel soit fort : par exemple, en utilisant les constructions annexes comme support (garages, locaux techniques des piscines...).

Dans les cas de mise en place de dispositifs de climatisation artificielle ou de pompes à chaleur, les boîtiers techniques ne devraient pas être vus de l'espace public et intégrés dans la mesure du possible aux façades.

Cependant, les projets doivent plutôt s'axer sur des solutions d'isolations renforcées, d'ombres portées sur les façades vitrées, de constructions bioclimatiques, ....

### 3. Les implantations des constructions sur une même propriété (art. 8)

Les dispositions suivantes viennent préserver l'ensoleillement des pièces principales et des bureaux entre les différentes constructions sur une même propriété : les baies des pièces principales et des bureaux ne devront pas être masquées par aucune partie d'immeuble qui serait vue sous un angle de plus de 30 ° au dessus du plan horizontal pour le secteur UA, au regard des possibilités de hauteur des constructions plus importante qu'en secteur UB (45°).

Pour les secteurs UE et UY, l'emprise des bâtiments et les règles d'implantation font que les limites d'ensoleillement se situent respectivement à 45° et 60°.

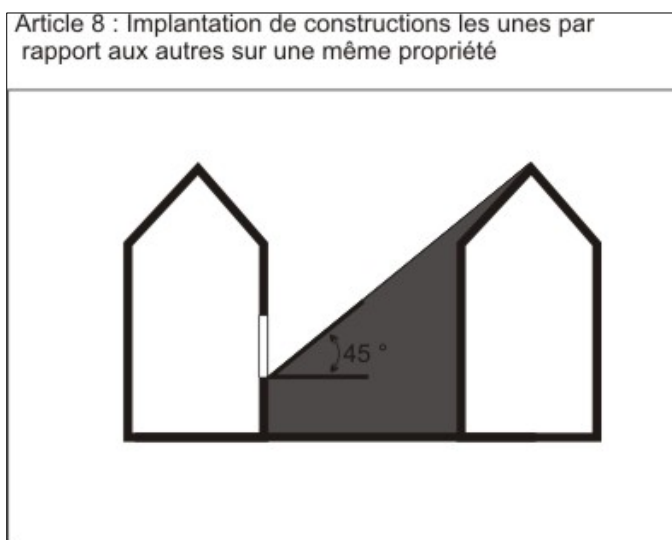


Schéma ci contre : exemple d'implantation sur une même propriété (secteur UB)

### 4. La gestion des eaux pluviales dans le règlement (art. 4)

La construction d'un bâtiment entraînant une imperméabilisation des sols, les aménageurs doivent garantir l'évacuation des eaux pluviales, par infiltration sur la parcelle, dans un premier temps. Si la capacité du terrain ne le permet pas, ils doivent trouver des solutions de stockage temporaire. Cette rétention peut se faire de plusieurs manières : toitures

---

stockantes, toitures végétalisées, installation de cuves de récupération, ou infiltration à la parcelle, par le sol.

Désormais, l'arrêté du 21 Août 2008 permet la récupération des eaux de pluies et leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments<sup>1</sup>.

#### *5. Développer une offre de déplacements alternative à l'automobile (art. 12)*

Le contenu de l'article 12 sur le stationnement doit rendre possible l'usage des modes de déplacements doux comme les deux roues non motorisés. Il s'agit d'encourager la création de parcs de stationnement à cet effet pour les vélos qui seraient adaptés aux activités des sites.

Les sites recevant du public comme les équipements publics (école, mairie, salle polyvalente) ou les établissements commerciaux devront mettre à disposition une aire spécifique aux deux roues.

#### **2.2.2. : Le périmètre d'autorisation de démolir.**

S'il y a lieu, les documents graphiques du PLU font apparaître les éléments de paysages, les quartiers, les îlots, les immeubles, les espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique.

L'article L. 123 – 1 al 7 permet l'identification de ces secteurs ou de des éléments à protéger. Les centres bourgs d'Asasp et d'Arros disposent d'éléments architecturaux et paysagers remarquables : des murets en galets maçonnés, de lucarnes à capucines, des portails surélevés, des éléments végétaux composant les clôtures d'intérêt remarquable, etc.....

Ainsi, les caractéristiques patrimoniales et architecturales du secteur UA permettent de créer un périmètre où s'impose une demande de permis de démolir telle que prévue par l'article L. 421 – 3 du Code de l'Urbanisme.

#### **2.2.3. : Les emplacements réservés :**

Les documents graphiques du PLU peuvent faire apparaître les emplacements réservés (voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général, espaces publics, espaces verts....) et l'indication des personnes bénéficiaires, au titre de l'article L. 123 – 1 al.8 du Code de l'Urbanisme. Ils sont repérables sur le plan de zonage et le numéro qui est affecté à chacun d'eux renvoie à une liste qui figure en annexe, ainsi que sur le document de zonage. L'institution de cette modalité ouvre au droit de délaissement aux propriétaires concernés, dans les conditions des articles L. 230 – 1 et suivant du Code de l'urbanisme.

---

<sup>1</sup> Arrêté du 21 Août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluies et à l'usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

---

➤ **Pour la Commune d'Asasp Arros :**

- *Les emplacements réservés pour la création et l'extension d'infrastructures existantes :*
  - ER 1 : Réalisation des aménagements d'entrée du Bourg d'Asasp, sur la parcelle ZB 91 : contre allées, parkings, plantations sur une superficie d'environ 5500 m<sup>2</sup>.
  - ER 2 : projet de parking dans le centre d'Asasp, rue d'en haut sur une superficie d'environ 675 m<sup>2</sup> sur la parcelle B 370
  - ER 3 : réalisation de la voie d'accès au futur lotissement du Camou sur une superficie d'environ 550 m<sup>2</sup> (largeur env 10 m) sur les parcelles ZB 46 et 48.

**2.2.4. : Les périmètres soumis au droit de préemption urbain :**

➤ *Pour la Commune d'Asasp Arros :*

Au titre de l'article L. 211 – 1 du Code de l'Urbanisme, le droit de préemption urbain est instauré dans l'ensemble des zones U et AU. Ainsi, les immeubles ou les parcelles situées dans ces périmètres peuvent faire l'objet d'une procédure lors de leur aliénation.

➤ *Pour la Communauté de communes du Piémont Oloronais :*

Dans le cadre de ses statuts, la communauté de communes du Piémont Oloronais a instauré un droit de préemption dans le cadre de la réalisation de parc d'activités de plus de 3 ha. Aussi, ce droit de préemption urbain s'appliquera sur les parcelles situées dans la zone 1 AUy.

**2.2.5. : Les orientations d'aménagement** (cf. « Les orientations d'aménagements de la commune d'Asasp Arros »).

Les orientations d'aménagement permettent de préciser pour la commune, les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière.

Les opérations de constructions ou d'aménagement décidées dans ces secteurs devront être compatibles avec les orientations d'aménagement ; il s'agit pour elles de les respecter dans l'esprit, permettant ainsi d'organiser un quartier avec plus de souplesse. Par exemple, l'intégration de nouvelles constructions, et l'urbanisation de nouveaux îlots peut être en rupture avec l'existant bâti du cœur de village, que ce soit par sa forme, la taille de parcelles et les implantations, modifiant ainsi le « paysage urbain ». Aussi, les orientations



---

d'aménagement indiquent la manière et les moyens mis en œuvre pour aboutir à une urbanisation harmonieuse et maîtrisée dans le centre bourg.

Compte tenu des enjeux et de la pression foncière de son territoire, la commune s'est engagée dans la réalisation d'un schéma de développement, cohérent avec son projet et son positionnement en tant que Bourg rural d'équilibre dans le SCOT.

Pour son PLU, la commune d'Asasp Arros a choisi de préciser l'aménagement des secteurs suivants :

- dans le bourg d'Arros :
  - Orientation n° 1 : entrée nord du Bourg
  - Orientation n° 2 : aménagement de terrains dans le centre bourg.
- dans le bourg d'Asasp :
  - orientation n° 3 : Organisation de l'urbanisation entre le Stade et le centre bourg d'Asasp
  - orientation n° 4 : Quartier du Camou

L'objectif de ces orientations est d'accompagner l'urbanisation par la création de voies de circulation alternatives à l'automobile : voies cyclables, piétonnes, zones de rencontre, créations et aménagements de trottoirs. Il s'agit de donner les conditions optimales pour trouver A l'heure actuelle, ce type d'aménagement manque dans la zone urbaine et encourage l'utilisation des véhicules motorisés.



## **3<sup>ième</sup> Partie**

### **Incidences du PLU sur l'environnement**

---

La mise en œuvre d'un document de planification urbaine permet de gérer le développement de la commune à plus ou moins long terme. Cependant, les orientations d'aménagement ne doivent pas avoir un impact négatif sur l'environnement. Ainsi, l'article L. 123 – 1 du code de l'Urbanisme demande la prise en compte des incidences sur l'environnement et sa préservation dans le projet de PLU.

---

## **1. : Les incidences du PLU sur l'environnement**

---

### *1.1. Milieux naturels et biodiversité, préservation des sites inscrits NATURA 2000 et ZNIEFF*

#### **1.1.1 : incidences directes sur les sites NATURA 2000 et les ZNIEFF de Type 1**

- le PLU préserve de toutes incidences directes les secteurs NATURA 2000, et les ZNIEFF, correspondant aux berges du Gave d'Aspe et sa ripisylve, ainsi qu'à ses affluents en les classant en zone naturelle inconstructible « Nz ». Ainsi, le Gave d'Aspe, secteur NATURA 2000, est classé en « zones à protéger pour le futur » (ZPF du SDAGE) ; il est donc couvert par le zonage Nz sur une majorité de sa traversée du territoire communal. La ZICO du Turon des Aureys (site de nidification des oiseaux) est aussi classée dans cette zone naturelle inconstructible (Nz).
- Pour limiter les incidences directes du PLU sur les sites naturels (NATURA 2000 et ZNIEFF), le règlement rend obligatoire le recul d'implantation des constructions et des clôtures à 6 m du bord des cours d'eau, et ce dans l'ensemble des zones réglementaires.
- La commune n'a pas de zones humides recensées sur son territoire. Il n'y a donc pas d'incidences directes dans le cadre de l'urbanisation.

#### **1.1.2 Incidences indirectes du PLU sur l'environnement**

- o Le PLU n'a pas d'incidences indirectes sur les zones naturelles de la commune (NATURA 2000 et ZNIEFF) car les ouvertures à l'urbanisation se font dans leur totalité dans la zone d'assainissement collectif, limitant ainsi les impacts sur les milieux naturels et sur les exutoires naturels comme les cours d'eau par exemple. Les STEP de Bidos (Syndicat de la Porte d'Aspe) et de Lurbe (régie composée des deux communes) prennent en charge les opérations d'urbanisation de la commune.

La STEP, située à Lurbe prend en charge les effluents du centre bourg d'Asasp (de la rue De Labaigt à la RD 618 vers Lurbe et jusqu'à l'Auberge – RN 134). Les effluents des constructions d'Asasp (depuis le plateau – dernière construction avant l'Auberge) à Arros sont acheminés vers la Station de Bidos. L'augmentation de la population d'Asasp Arros est compatible avec la capacité des deux STEP.

- o Le PLU prend en compte les prescriptions du SDAGE permettant de limiter les incidences indirectes sur les espaces naturels de la commune. La

---

commune fait partie du SDAGE Adour Garonne adopté le 16 Novembre 2009 par le comité de bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de Bassin le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Le PLU d'Asasp prend des mesures pour compenser les impacts négatifs que pourraient avoir les ouvertures à l'urbanisation sur la qualité des eaux superficielles :

- Traitement des eaux pluviales : le PLU prend en compte le traitement des eaux pluviales en obligeant un traitement à la parcelle, inscrit dans le règlement du PLU (art 4).
- De plus, le PLU prend en compte les prescriptions de l'étude de gestion des eaux pluviales faites sur des parcelles qui se situent au cœur des enjeux de développement de la commune (F4 du SDAGE) : le Camou et le Stade (entre la RN 134 et l'opération d'aménagement).
  - Pour le Camou : Aussi, les orientations d'aménagement prennent en compte cette problématique et les opérations d'urbanisation ne doivent pas dépasser les capacités d'infiltration des sols : pour compenser, des noues paysagères seront réalisées dans la mesure du possible.
  - Pour le Stade : Les eaux pluviales venant du Castet génèrent des débordements dans le réseau d'eaux usées et pour limiter cela, la commune envisage de drainer ces eaux par un émissaire vers une noue paysagère. Les risques d'inondation des constructions, seront ainsi limités.
- Le PLU répond aux obligations de *réduction de l'impact des activités humaines sur les milieux naturels* (partie B du SDAGE) :
  - B 1 : maintenir la conformité avec la réglementation
  - B 3 : Réduire les pollutions microbiologiques
  - B 4 : Limiter les risques de pollution par temps de pluie
  - B 6 : Développer l'assainissement non collectif en priorité
- Le PLU répond aussi aux obligations de *gestion durable des eaux souterraines, de préservation et de restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides* (partie C du SDAGE/ prescriptions C du SCOT). En effet, le PLU prend en compte la nécessité de respecter l'intégrité des milieux aquatiques d'importance (Gave d'Aspe, Lourdios, le Toupiette) en n'y développant aucune urbanisation et en y instaurant une zone naturelle totalement inconstructible (Nz).

---

---

▪ Ressource et approvisionnement :

- Prise en compte de la ressource en eau : Le PLU répond aux obligations d'assurer une *eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques* (partie D du SDAGE). Il s'agit des mesures suivantes que la commune inscrit dans son PLU :
  - D1 : préserver les ressources stratégiques pour le futur : ce thème est développé dans le DOG du SCOT et fait l'objet de mesures dans le PLU d'Asasp Arros. Aussi, l'évolution démographique et les ouvertures à l'urbanisation ont été appréciées selon les disponibilités de la ressource en eau et des capacités des stations d'épuration. Cela permet une gestion durable de la ressource en qualité et en quantité. Les ouvertures à l'urbanisation se font dans des secteurs d'assainissement collectif, limitant ainsi les impacts sur les milieux et sur les exutoires naturels (cours d'eau...). Les évolutions des systèmes d'assainissement sont décrites dans les annexes sanitaires jointes au dossier de PLU.
  - D2 : Garantir l'alimentation en eau potable en qualité et en quantité : la commune dispose d'une Source sur son territoire ainsi que de possibilités d'alimentation provenant de la commune d'Ance. Ce point quantitatif et qualitatif est traité dans les annexes sanitaires.
  - D3 : Protéger les captages stratégiques les plus menacés : Le PLU indique dans les documents graphiques (Servitudes d'utilité publiques) le captage de la source Jean Petit et classe en zone naturelle (Np) ce secteur. Le PLU d'Asasp Arros est conforme à la mesure C3-3 du SCOT (« *Economiser et mutualiser les ressources en eau potable* »).
  - Il en va de même pour la prise en compte de la ressource en eau et l'approvisionnement dans les projets d'urbanisation et de croissance démographique. Aussi, avec une possibilité d'accueil de 150 habitants pour 10 prochaines années, les capacités de la ressource en eau potable sont suffisantes sans que cela ne



---

nécessite un renforcement ou une interconnexion. Elle provient de deux sources : Le Lagnos et Ance, et la commune dispose de deux réservoirs au Castet (500 m<sup>3</sup>)

- On note aussi que le PLU permet des changements de destination des constructions existantes en zone agricole pour des granges ou corps de ferme déjà alimentés par le réseau d'eau potable. Les coûts inhérents à ces opérations pourraient ne pas permettre à la commune de réaliser les investissements et les travaux dans les zones denses. De fait, le PLU affiche donc une volonté de ne pas permettre le mitage du territoire agricole ou naturel et de protéger la ressource en eau potable. Aussi, une seule construction (ancien corps de ferme et grange) est pastillée.

### **1.1.3 Le traitement des déchets**

L'augmentation de la population et le développement urbain prévus par le PLU entraîneront une croissance du volume des déchets ménagers et industriels produits. Ce point particulier est traité dans les annexes sanitaires introduisant un état des lieux, et les mesures prises dans le PLU en accompagnement du projet de développement de la commune.

On note que les mesures prises dans le PLU se trouvent dans le règlement puisque les dessertes en voirie doivent permettre le passage des engins de ramassage des ordures ménagères (art. 4 du règlement des zones urbaines et à urbaniser).

## **1.2. Risques et nuisances**

Le PLU prend en compte l'état des connaissances actuelles relatives aux risques naturels : inondations, risques sismiques, éboulements des falaises, ainsi qu'aux risques inhérents aux activités locales (nuisances sonores, sécurité routière, pollutions diverses).

### **1.2.1. Inondations**

Le porter à connaissance fait état des études existantes sur la commune et en particulier celle de l'étude STUCKY pour le Gave d'Aspe.

La préoccupation du PLU est de ne pas exposer la population aux risques identifiés par les études citées précédemment, ainsi que les biens matériels (bâtiments d'activités économiques, agricoles, d'habitations). L'ouverture à l'urbanisation entraîne une augmentation des surfaces imperméabilisées avec des conséquences sur l'accélération des

---

débites d'écoulements et de ruissellement urbain et au final sur la fréquence de retour des crues.

Ainsi, le PLU inscrit les parties inondables du cours d'eau et qui ne sont pas actuellement urbanisées (habitation et bâtiments, installations agricoles ou forestières), dans les zones Ni ce qui encadre leur constructibilité de façon limitée (seulement garages sans changement de destination et possibilité de reconstruction à l'identique si l'événement n'a pas été causé par une inondation), voire nulle.

Le classement dans les différents secteurs de la zone Naturelle (Nz, N, Ni) permet donc de « réserver » des bassins naturels de crues (zone d'expansion), de ne pas renforcer le ruissellement du à l'imperméabilisation par des constructions en amont du village et de limiter le risque d'inondation. Ils ont aussi pour fonction de respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques : maintien des ripisylves, recharge des nappes alluviales pour que la faune et la flore supportent les périodes d'étiage des cours d'eau.

### **1.2.2. L'éboulement des falaises**

Les berges du Gave d'Aspe, au niveau du Centre bourg d'Arros, sont classées en Nr car soumises à de graves risques d'éboulement dans une étude CIBAMAR (université Bordeaux 1-cf annexes PLU), datant de 2008. Afin de protéger les populations de ce risque, ce secteur empêche toute augmentation de la capacité d'accueil et une accélération de ce phénomène d'érosion.

### **1.2.3. Sécurité routière**

L'accroissement de la population par les ouvertures à l'urbanisation programmées dans le PLU vont entraîner une augmentation du nombre de déplacements au sein de la commune, et vers la ville Centre (Oloron).

En premier lieu, pour limiter l'impact sur la sécurité des usagers de la route, le PLU prévoit une urbanisation en continuité des secteurs urbains existants, en prolongement des bourgs d'Asasp et d'Arros, sans s'étaler sur la plaine agricole. Il permet aussi le développement des services et des commerces à proximité du tissu urbain résidentiel. Les projets d'urbanisation prennent en compte des modalités de déplacements alternatifs à l'automobile traduites dans les orientations d'aménagement : contre allées entre les constructions du stade et la RN 134. Ces dernières définissent des principes de cheminements alternatifs à l'automobile et déconnectés de la chaussée afin de compenser les effets de la circulation automobile (pollutions, insécurité routière) : il sera donc demandé aux futurs aménageurs de respecter ces tracés dans la mesure du possible. Ils sont traduits sous forme d'emplacements réservés, ou de schéma de principes de voirie dans le PLU.

De plus, pour limiter l'exposition des population aux risques routiers, le PLU prévoit un sous secteur 1 AUp, où seront levées l'application de l'article L . 111-1-4 du code de l'urbanisme. Il s'agit de garantir la sécurité des riverains par des aménagements paysagers, architecturaux et des cheminements sécurisées (pas de sorties individuelles

---

directes pour les constructions sur la RN). Ces éléments sont décrits dans la seconde partie du rapport de présentation du PLU (cf.p. 94 et suivantes, et Annexes PLU par. 14).

Enfin, les projets d'urbanisation se font non loin de la desserte SNCF « Oloron-Bedous » permettant aux habitants de ce secteur de disposer d'une alternative de déplacements, vers la Vallée d'aspe et vers Oloron.

#### **1.2.4. les nuisances sonores**

La commune d'Asasp Arros est traversée par une voie classée à grande circulation (RN 134) : des dispositions en matière de protection acoustique sont nécessaires lors de la construction. Il s'agit d'appliquer des dispositions relevant de l'arrêté préfectoral de 1992 (cf annexes au PLU).

Aussi, le PLU limite l'urbanisation à proximité de la RN 134 dans des secteurs déjà construits et ne permet pas les constructions à usage d'habitation le long de cet axe en classant soit en zone naturelle, soit en zone agricole (seules les constructions liées et nécessaires à l'agriculture ou à l'activité forestière y seront autorisées), ou encore en secteurs d'activités (gestion des zones d'activités existantes).

La commune est concernée par une déviation de ses deux bourgs dans les années à venir. Le PLU prend en compte cette future infrastructure en ne créant aucune urbanisation à proximité afin de ne pas exposer aux nuisances sonores futures les habitants de la commune.

Enfin, le secteur de Bisarce fait l'objet d'une occupation des sols relative au traitement de la pierre. Le PLU limite l'impact des carrières sur la population (risques et nuisances) en réservant l'occupation des sols à ce seul usage (zone Ny), et en interdisant donc les constructions à usage d'habitation.

---

## **2. La protection des espaces naturels et des paysages**

---

### **2.1 Les mesures de protection mises en place**

La commune d'Asasp Arros dispose d'une grande diversité des milieux et espaces naturels : ripisylves des bords de Gave, pentes boisées, prairies de pacage, plaine alluviale... : ils participent au cadre de vie de la commune pour les habitants et au-delà, à celui du territoire intercommunal. Ces principes de préservation sont inscrits dans le SCOT : Orientation C1-2 : « entretenir la biodiversité, protéger les milieux écologiques majeurs : les secteurs inventoriés en ZNIEFF de Type 1 et en NATURA 2000 seront strictement inconstructibles (classement en N ou EBC) » (extrait du DOG – SCOT piémont Oloronais).

Pour compenser ces effets négatifs, en règle générale, les espaces identifiés en ZNIEFF ou en site NATURA 2000, sont donc classés dans la zone naturelle afin de les conserver. Les secteurs boisés disposent d'une protection en EBC (espaces boisés classés) sur la ripisylve

---

du Gave d'Aspe, les zones de collines du sud et de l'ouest de la commune. Ces EBC représentent près de 1080 ha, soit un peu moins de 50 % du territoire communal. Plus de 85 % du territoire communal est classé en zone naturelle, avec un niveau de protection graduée selon les sites, les intérêts biologiques ou encore paysagers.

## ***2.2. Une artificialisation limitée des sols***

Le PLU prévoit une artificialisation des sols de moins de 14 ha. En premier lieu, les articles 4, 9, et 13 obligent à la gestion des eaux pluviales, à limiter à 40 % les emprises au sol pour les secteurs AU et à conserver la présence d'espaces en pleine terre à plus de 30 % dans la grande majorité des cas (cf. règlement).

La question de la densification : Pour minimiser la consommation du foncier agricole ou d'espaces naturels, le PLU permet de cadrer cette poursuite de l'urbanisation en priorité dans les centres bourgs, et en extension de l'urbanisation existante et par l'application d'une densité moyenne minimale de 15 logements / ha et ce selon les secteurs. De fait, ces secteurs seront classés en secteur 1 AU et accompagnés de prescriptions en matière d'insertion paysagère (créations d'alignement d'arbres, d'espaces verts, ...) indiquées dans les orientations d'aménagement.

## Répartition des superficies par Zones et par secteurs

	situation		En Ha	%
<b>secteur Urbain</b>				
UA	Arros	Centre bourg	3,2	
	Asasp	Centre bourg	11,28	
<b>TOTAL UA</b>			<b>14,48</b>	<b>0,61</b>
UB	Arros	Centre bourg	4,22	
	Asasp	Centre bourg	16,92	
<b>TOTAL UB</b>			<b>21,14</b>	<b>0,90</b>
UE	Asasp	Ecole / mairie	4,92	
<b>TOTAL UE</b>			<b>4,92</b>	<b>0,21</b>
UY	Arros	ABC	0,5	
	Asasp	commerce	0,3	
<b>TOTAL UY</b>			<b>0,8</b>	<b>0,03</b>
<b>Total zone U</b>			<b>41,34</b>	<b>1,75</b>

<b>secteur à urbaniser</b>				
1 AU	Arros		2,54	
	Asasp		4,68	
<b>Total 1 AU</b>			<b>7,22</b>	<b>0,31</b>
1 Aup	Arros		0,53	
	Asasp		5,69	
<b>Total 1 Aup</b>			<b>6,22</b>	<b>0,26</b>
1 Aut	Asasp		3,97	
<b>Total 1 Aut</b>			<b>3,97</b>	<b>0,17</b>
1 Auy	Asasp	Parc d'activités à créer	4,52	
<b>Total 1 Auy</b>			<b>4,52</b>	<b>0,19</b>
2 AU	Arros		2,28	
	Asasp	zone activité	3,6	
<b>Total 2 AU</b>			<b>5,88</b>	<b>0,25</b>
<b>Total AU</b>			<b>27,8</b>	<b>1,18</b>

<b>Secteurs naturels</b>				
N			1677,42	71,11
Ni			51,02	2,16
NL			10,46	0,44
Np			25,54	1,08
Nr			8,4	0,36
Nt			0,86	0,04
Ny			74,99	3,18
Nz			160,55	6,81
<b>Total N</b>			<b>2009,2</b>	<b>85,17</b>



---

Secteur Agricole				
A			280,61	11,90
<b>Total A</b>			<b>280,6</b>	<b>11,90</b>

<b>TOTAL secteurs</b>			<b>2359</b>	100
-----------------------	--	--	-------------	-----